

TOP

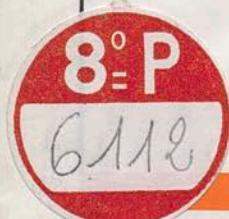
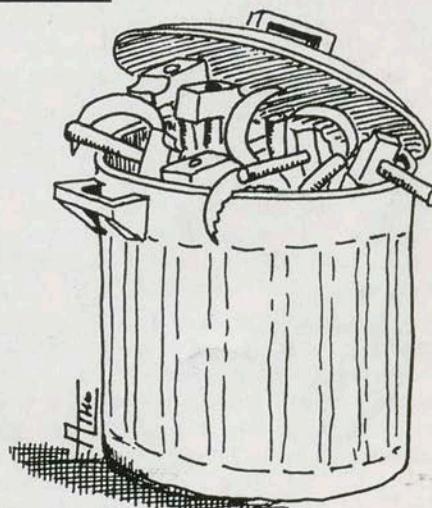
BOLC

ISSN 0223-5498

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

■ SPECIAL

PAYS
DE
L'EST

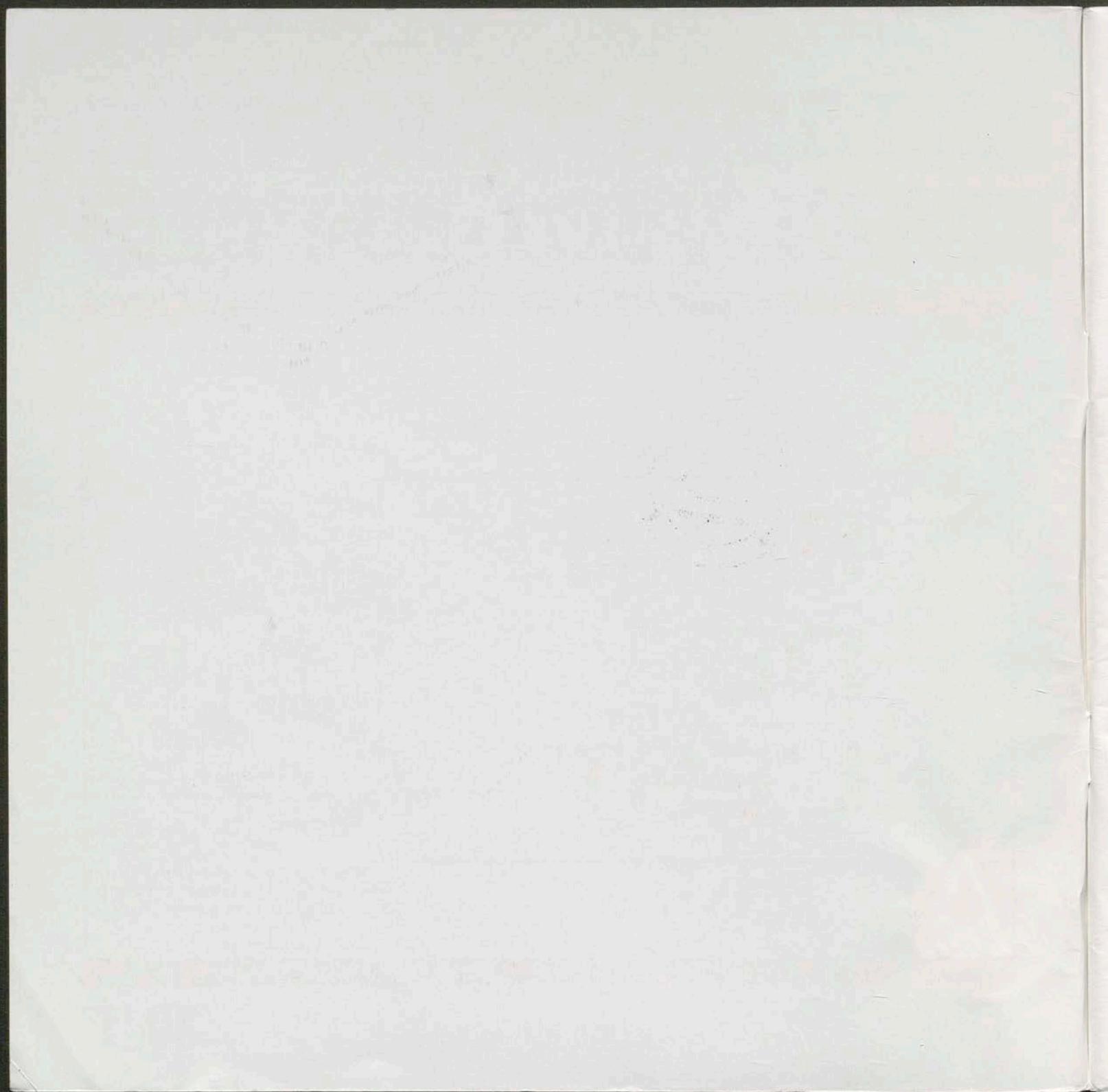


76

8° P 6112

revue trimestrielle

30 F



ÉDITORIAL



AUX dires de certains, les bouleversements survenus à l'Est en automne 89 auraient tous été plus ou moins pilotés par Moscou (voir par exemple l'Express du 29 juin 1990). Certes, c'est bien sous Gorbatchev qu'un monde figé depuis quarante-cinq ans a disparu en quelques mois. Et il est vraisemblable que Moscou a préféré refiler les énormes problèmes économiques et écologiques, qui empêssonnent la vie des Européens de l'Est, à ceux qui réclamaient dans la rue la liberté et la justice, plutôt que de disqualifier à tout jamais la perestroïka, en faisant donner les blindés.

Saisir une chance historique pour sa libération politique est une chose. Se donner les moyens non-violents pour y parvenir en est une autre. Or les meneurs locaux, régionaux et nationaux de Pologne, de Hongrie, de RDA et de Tchécoslovaquie ont su saisir leur chance historique et se donner les moyens d'une lutte non-violente pour changer la nature du pouvoir. Les bouleversements survenus en Europe de l'Est n'ont pas plus été pilotés depuis Moscou qu'ils ne sont tombés du ciel. Ils ont été voulus et préparés depuis longtemps. Une étape importante fut la création du syndicat *Solidarnosc* en 1980 sous l'ère Brejnev, faut-il le rappeler? Les mouvements contestataires qui sont apparus ensuite dans d'autres pays de l'Est ont, chacun à leur façon, emboîté le pas à l'exemple polonais.

Un seul pays n'a pas bénéficié d'une force sociale s'opposant au communisme: la Roumanie. Il n'y a jamais eu de mouvement clandestin et organisé dans la société roumaine quand Ceaușescu fut au pouvoir. Il a manqué à la Roumanie un syndicat comme *Solidarnosc*, des écrivains contestataires comme ceux réunis dans la *Charte 77* en Tchécoslovaquie, des Eglises comme les Eglises protestantes de RDA...

Les acteurs des révolutions non-violentes en Europe de l'Est sont des personnes qui sont restées dans leur pays, bravant souvent la prison et même parfois la torture. Les vrais opposants aux régimes totalitaires n'ont pas été les immigrés de l'Est réfugiés à l'Ouest, mais les hommes et les femmes qui sont restés dans leur pays. La Roumanie, jusqu'en

février 1990, est restée vague et vide de tout mouvement d'opposition organisée. C'est bien pourquoi, aujourd'hui, les étudiants contestataires de Roumanie ont tout notre soutien.

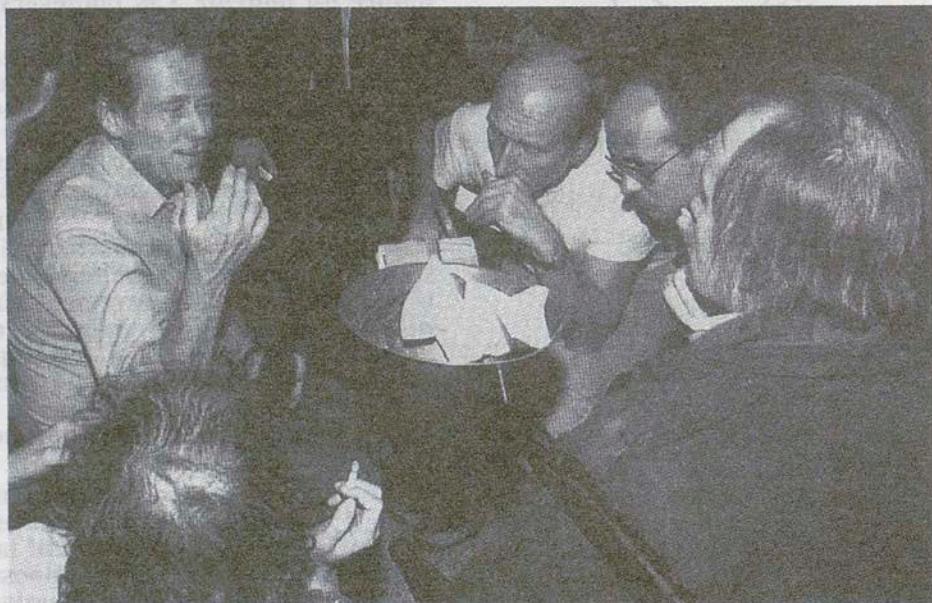
Par ailleurs, et n'en déplaisent à certains de nos compatriotes, les armements occidentaux n'ont été d'aucune utilité pour jeter à terre les régimes communistes de l'Europe de l'Est. Alors que le discours de nos Ministres de la Défense, qui se suivent et qui se ressemblent tant, a toujours fait valoir comme nécessaires les dépenses militaires de notre pays, pour, entre autres, nous garantir du danger communiste. Force est de constater que celui-ci est mort grâce aux mouvements des sociétés civiles des pays de l'Est, sans que les armements occidentaux y soient pour quelque chose.

Ce numéro d'ANV est assez exceptionnel par la richesse de ses contributions. Des articles montrent comment l'action non-violente a réussi, à l'Est, à mettre fin au totalitarisme, et qu'une nouvelle

conception du politique était depuis longtemps en gestation. Il n'en demeure pas moins vrai que nos amis de RFA et de RDA se disent déçus par la tournure des événements prise chez eux, que les problèmes écologiques sont démesurés en Pologne, en Estonie..., que l'apprentissage de la démocratie demeure toujours et partout délicat. Ce qu'exprime fort bien Michnik quand il dit qu'"un mélange de nationalisme et de xénophobie (est) la plus grande menace pour l'Europe de l'Est. La sortie du communisme peut déboucher sur des régimes autoritaires ou fascisants se nourrissant de leurs hostilités mutuelles".

N'est-ce pas, en vérité, tous les citoyens de la nouvelle Europe qui ont à veiller et à travailler ensemble pour que continuent de naître des rapports plus humains, plus justes, en Europe et au-delà ?

F.V.



Tchécoslovaquie. Autour d'un brasero, Vaclav Havel discute en novembre 1989 avec des membres du Forum Civique, de la poursuite des événements.

Triomphe ou disparitions des "sociétés civiles" ?

Les fruits doux amers des révolutions de 1989

par Bernard DRÉANO*

La chute des régimes communistes fut en automne 1989 l'aboutissement d'une longue évolution. Cet article la retrace, avant de montrer en quoi les sociétés de l'Est et de l'Ouest sont confrontées maintenant au même défi démocratique.

Le 9 novembre 1989, ouverture du mur de Berlin, fin de l'après-guerre, c'est-à-dire de cet affrontement mimé et de ces conflits dit de "guerre froide". Le camp d'en face, celui qui se proclamait depuis les années 1970 "socialisme réellement existant" s'est effondré.

Pourquoi si brutalement ? Les analystes français patentés n'y ont vu que la combinaison, en des proportions variables selon les présupposés idéologiques, de la fermeté reaganienne et de l'ouverture gorbatchevienne. Ceux qui, plus rares, suivaient le déroulement réel de l'Histoire en Europe centrale et orientale, savaient qu'il fallait tenir compte du rôle patient et obstiné des fractions sociales mobilisées autour des dissidences. L'"en-bas" n'avait pas moins d'importance que l'"en-haut".

Le printemps 1990 a vu les oracles des Marie-France Garaud et Yves Montand passer aux oubliettes. Le stalinisme a pu se dissoudre presque sans violence. Mais le rêve des réformateurs du communisme s'évanouit aussi; les régimes n'ont pas su se transformer. Et l'espoir des militants, qui luttaient en Occident avec les dissidences, se teinte d'inquiétude: la crise du modèle bureaucratique ne produit pas – ou

dans des proportions infimes – cette vague d'autogestionnaires, d'alternatifs et d'écologistes que l'on pouvait espérer lors du congrès de Solidarnosc en 1980. En 1990, on se précipite sur les chemins faussement dégagés du libéralisme économique. On s'engage souvent dans les marécages du nationalisme chauvin. Certes, Vaclav Havel incarne au Château de Prague la victoire de la morale, mais pour ouvrir quel avenir ?

Le bilan des échecs des tentatives de rupture ou de réforme du système totalitaire

L'automne 1989 est, bien entendu, l'aboutissement d'une longue évolution.

C'est d'abord le pourrissement, jusqu'à la décomposition, des régimes en place. Les staliniens pratiquaient la Terreur, mais aussi un volontarisme s'appuyant, plus souvent qu'on ne le pense, sur l'enthousiasme. Le communisme a été importé d'URSS en Pologne, ou plus encore en Roumanie, mais il s'est appuyé sur la mobilisation active des forces dynamiques du pays en Tchécoslovaquie (en 1948, le PC tchèque obtenait 40 % des voix), sur les sentiments pro-russes très profonds des Bulgares, sur

* Membre du CEDETIM, responsable pour la France de l'Assemblée Européenne des Citoyens.

la lutte de libération victorieuse des partisans de Tito. Par la suite, l'idéologie s'est mise à tourner à vide, la machine productiviste s'est enrayée, la terreur s'est transformée en corruption, et la tragédie en farce morose. En 1978, l'écrivain hongrois György Konrad pouvait écrire du *socialisme réel*: "Ce n'est pas vraiment le pire des systèmes sociaux, mais quelle fatigue qu'il ne puisse exister sans mentir continuellement." (1)

Le totalitarisme mou brejnёvien, c'est bien la *stagnation* décrite par les manuels officiels soviétiques actuels, et l'enlisement de toutes les tentatives de réformes, depuis l'interruption brutale du printemps de Prague, jusqu'aux impasses dans lesquelles se fourvoient finalement les réformateurs hongrois. Car ces réformes, quand elles existent (Hongrie, et dans une certaine mesure avec Gierek en Pologne...), sont avant tout technocratiques et productivistes, tournant le dos à toute audace politique, à toute relation directe aux masses populaires, incapables de déstabiliser les nomenklaturas de privilégiés.

Pendant que les "élites" stagnent, l'opposition démocratique mûrit lentement dans les profondeurs de la société. Mais avec des conditions de croissance très variables selon les pays. La dépolitisation générale, l'individualisme, au sein du collectivisme ambiant, sont défavorables à toute action d'ampleur. La répression, plus ou moins forte, plus ou moins sophistiquée, n'est donc pas seule en cause pour expliquer la passivité populaire. Plus profondément, enfin, il faut tenir compte des différences historiques et sociales qui séparent l'Europe centrale et l'Europe orientale. En Europe centrale, les traditions de pluralisme, d'autonomie individuelle, d'organisations ouvrières et socialistes, de mouvements associatifs sont historiquement fortes sur le territoire de la RDA et en Bohême-Moravie, assez forte en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, dans les Républiques du Nord

de la Yougoslavie (Slovénie, Croatie), dans les pays baltes. C'est beaucoup moins vrai en Europe orientale, Républiques du sud yougoslave, Bulgarie, Roumanie, URSS dans son ensemble.

L'opposition démocratique va naturellement émerger d'abord en Europe centrale. Là, les noyaux de dissidents vont faire le bilan des échecs des tentatives de rupture ou de réforme du système totalitaire: mouvements sociaux insurrectionnels de RDA (1953), Pologne (1956-1970), Hongrie (1956), réformes avec mobilisations de masse (début de la période Gomulka en Pologne, et bien sûr le printemps de Prague en 1968), réformes technocratiques (Girek en 1970-80 en Pologne, Kadar en Hongrie), voie nationale (Yougoslavie), etc.

Qui sont-ils? Des marxistes critiques, comme le Polonais Jacek Kuron (au début), Petr Uhl en Tchécoslovaquie, Wolf Biermann et Rudolf Bahro en RDA, des réformateurs rejetés comme J. Hajek en Tchécoslovaquie, des intellectuels comme György Konrad, Vaclav Havel, B. Geremek, des chrétiens sociaux (avec de grandes différences entre les protestants est-allemands et les catholiques polonais), des alternatifs dans la ligne des mouvements du 1968 occidental, féministes et pacifistes de RDA, et de Slovénie... N'oublions pas que Vaclav Havel était d'ailleurs, dans les années 1980, un familier de l'*underground* culturel américain.

Le regroupement des dissidents individuels en opposition collective s'opère à la fin des années 1970. Dans les pays où la répression est la plus forte, tout commence par des chansons. C'est le bannissement du chanteur-poète Wolf Biermann qui marque la nouvelle période de résistance intellectuelle en 1976, ce sont les poursuites contre le groupe rock *Plastic People of the universe* qui, cette année-là, provoquent le regroupement des fondateurs de la *Charte 77* tchécoslovaque. A la même époque, dans l'atmosphère

plus souple de la Hongrie, les intellectuels contestataires se retrouvent dans les soirées enfumées de Budapest... La Pologne se singularise, dans la mesure où cette opposition marginale réussit la greffe avec le mouvement ouvrier, autour de Kor. (Comité de défense des ouvriers), créé après les grèves de 1976, avec des personnes comme Kuron, Geremek, etc. C'est la consécration du projet esquissé en 1974 par les Hongrois György Konrad et Ivan Szelenyi, qui attendaient ce moment où "l'intelligentsia organique de la classe ouvrière s'alimentera sans cesse d'intellectuels drop out, pour constituer le moteur du changement." (2)

Cette alchimie, de la dissidence à l'opposition démocratique, ne peut se produire de la même manière en Europe orientale, bien qu'il en existe nombre de formes esquissées dans les grandes villes de l'URSS (Sakharov, les pacifistes indépendants...), ou dans les noyaux qui apparaissent à la fin, seulement, des années 1980, à Sofia et à Plovdiv, en Bulgarie.

La lutte incessante pour les réformes en faveur d'une évolution qui élargira les libertés civiques

Quels sont les éléments philosophiques et stratégiques communs aux mouvements d'opposition démocratique?

Peut-être d'abord le *personnalisme*. L'impasse du projet communiste, devenu cette absurde caricature bureaucratique, explique cette forme de retour à la personne. C'est aussi la conséquence de l'existence concrète des dissidents eux-mêmes. L'engagement, dans les années 1970 et 1980 à l'Est, est promesse d'une vie difficile. Pas du martyre glorieux qui favorise l'exaltation collective, mais des vexations quotidiennes, des petits et des grands emmerdements, des flics médiocres et des faux amis, des difficultés pour les études des enfants... C'est la lutte contre cette

grisaille mensongère qui motive l'engagement féministe de Barbel Bohley ou d'Ulrike Poppe en RDA, et que décrivent si bien les pièces de Vaclav Havel.

Pour résister, il faut créer cette "démocratie qui existe entre nous" dont parle György Konrad. La construction du réseau d'amis s'impose. Il faut revendiquer l'"égale dignité", développée par le Hongrois Janos Kis sur une conception morale de la démocratie. "L'unité primitive à laquelle nous arrêtons notre analyse, écrit-il, n'est pas l'individu, mais les relations morales qui existent entre les hommes. Le respect de notre qualité de personne morale signifie que nous sommes tous participants à part entière au débat sur la morale. Quant à l'égalité en matière de dignité, nous entendons par là que toute hiérarchie entre les membres d'une communauté morale est inacceptable." (3)

A partir de là, comment fonder le positionnement de ces individus également engagés dans la société du totalitarisme mou ? De manière *antipolitique* pour György Konrad et pour Vaclav Havel. Pour ce dernier, "L'antipolitique est l'émergence de forums indépendants auxquels on peut faire appel contre le pouvoir politique; c'est le contre-pouvoir qui ne peut prendre le pouvoir et qui ne le souhaite pas. Elle a déjà du pouvoir ici et maintenant, en raison de son poids moral et culturel." (4)

Face à l'Etat tout-puissant, la faiblesse est une force, celle de la "communauté des ébranlés", qu'appelait de ses vœux le philosophe tchèque Jan Patocka, ce "pouvoir des sans-pouvoirs" qui, pour Vaclav Havel, "en enfreignant les règles du jeu, abolit le jeu comme tel, qui met en pièce le monde des apparences, soutien principal du système; il bouleverse la structure du pouvoir en rompant les liens qui la cimentent, il montre que *la vie dans le mensonge* est une vie de mensonge; il ouvre une brèche dans la façade noble de

l'idéologie, il met à découvert la bassesse réelle des fondements du pouvoir.” (5)

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, les régimes communistes ont déjà depuis longtemps perdu leur légitimité interne. En dehors de quelques vieux militants, aucun apparatchik ne croit sérieusement à ce qu'il raconte. Il veut simplement rester en place, et l'entreprise de dévoilement anti-politiciens sape la légitimité externe de son pouvoir.

Pour autant, l'opposition démocratique est auto-limitée. Elle ne cherche pas le renversement du pouvoir, elle est *gradualiste*. La question paraît posée, du fait de la force du mouvement social. En Pologne, Adam Michnik répond clairement dès 1977: “Dans un pays où la culture politique et les normes démocratiques sont presque absentes, des activités conspiratrices ne peuvent qu'aggraver les maux de la société sans apporter de résultats positifs (...). A mon avis, la seule voie à prendre pour les dissidents des pays de l'Est est celle d'une lutte incessante pour les réformes en faveur d'une évolution qui élargira les libertés civiques et garantira le respect des droits de l'homme. L'opposition polonaise, pourrait-on dire, a choisi la voie espagnole plutôt que la voie portugaise. Elle compte sur des changements progressifs et partiels, plus que sur un renversement violent du système en place.” (6)

UNE VÉRITABLE RÉVOLUTION NON-VIOLENTE

Rien peut-être, n'aura été aussi important que cette irruption de la non-violence dans l'Histoire. On a répété, sous l'influence du marxisme-léninisme, que la violence était l'accoucheuse de l'Histoire, et que l'ère des masses était nécessairement une ère violente. Or à quoi venons-nous d'assister? Dans quatre pays qui sont restés pendant près d'un demi-siècle sous le joug soviétique, la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne de l'Est et la

Tchécoslovaquie, on a vu des masses énormes se mettre en mouvement, affirmer calmement, à intervalles réguliers, comme à Leipzig ou à Prague, leur aspiration à la démocratie, sans verser la moindre goutte de sang, et obtenir ce qui, quelques années auparavant, paraissait la tâche de tout le siècle à venir: le renversement du communisme. Certes, rien de tout cela n'eût été possible si les structures du pouvoir dans les pays de l'Est n'étaient apparues soudain aussi vermoulues (p. 41).

Ainsi, ce n'est pas la violence, mais bien la non-violence de masse qui a renversé les momies stupides de l'autre côté de l'Europe. Les foules ne sont pas nécessairement ces agrégats aveugles et irrationnels qu'a décrits Gustave Le Bon à l'aube de ce siècle. Manipulées par les démagogues, elles sont en effet capables de tous les emportements. Mais nous venons de voir à Pékin, à Leipzig, à Berlin, à Prague, à Bratislava, des foules parfaitement disciplinées, mieux: autonomes, capables de se fixer à elles-mêmes des objectifs. Des foules qui ne s'en laissent pas conter. Capables de ruser avec l'obstacle. De négocier. De renvoyer au lendemain. De reformuler leurs revendications en fonction des résultats déjà acquis. Des foules qui sont plutôt ce que Gabriel Tarde, le contemporain de Le Bon, mais infiniment plus subtil, nommait des publics, c'est-à-dire des êtres humains reliés entre eux par la “simultanéité de la conviction”, conscients qu'une volonté claire partagée à un moment donné par un grand nombre d'individus possède une force irrésistible. Encore faut-il, comme l'avait si fortement noté Trotski que le soldat ou le policier chargé de la répression se mette à douter, que le doigt hésite sur la détente à l'instant où l'officier commande le feu. *Il n'y a pas de courant d'opinion qui résiste à un feu nourri de balles et de grenades. Mais l'instant où les soldats doutent de leur devoir, où l'officier doute de ses soldats, et le tyran de toute sa troupe est celui où le destin bascule, où la légitimité change de camp.* Alors, la volonté de la foule devient irrésistible, le mystère du commandement se dissipe en même temps que le désir d'obéissance, et la démocratie, d'ordinaire le plus faible des régimes, paraît armée de la force du nombre et de l'évidence de la volonté générale (p. 42-43).

Extraits du livre “*Le génie de la liberté*”, de Jacques Julliard, Seuil, 1990.

L'option non-violente découle naturellement de ces présupposés philosophiques et politiques. C'est la conséquence du rejet du volontarisme romantique révolutionnaire, léniniste ou blanquiste, gros de ces déviations qui transforment la révolution libératrice en son contraire. Ce n'est donc pas seulement une option tactique, résultant d'une saine appréciation du rapport de force interne et surtout externe (capacité d'intervention soviétique), mais l'un des fondements même de la démarche. Ce choix pour l'action non-violente est tout à fait explicite pour les théoriciens de Solidarnosc ; il est une base culturelle des mouvements alternatifs et chrétiens de RDA, d'autant plus que la principale forme d'expression de ces derniers se situe dans la ligne des mouvements de paix. La statue soviétique illustrant la parole biblique "transformer les épées en socs de charrue" est d'ailleurs le symbole du mouvement de paix est-allemand.

Les espaces intellectuels ou physiques libérés de la tutelle étatique, que ce soit les salles paroissiales du quartier est-berlinois de Prenzlauerberg ou les chantiers navals Lénine de Gdansk, ne constituent pas des bases arrière pour la prise du pouvoir, mais des points d'appui pour reconstruire l'autonomie sociale, la *société civile*. C'est l'opposition démocratique centre-européenne qui introduit dans le débat politique ce concept, qui connaît du XVII^e au XIX^e siècle, de Hobbes à Marx, des fortunes diverses. Elle emprunte beaucoup aux intuitions développées entre les deux guerres par le marxiste Gramsci, et diffusées en Europe de l'Est par des marxistes critiques des années 1950-60, comme les "révisionnistes" polonais ou l'"école de Budapest". L'idée centrale de Gramsci, de primauté de la conquête de l'hégémonie culturelle dans une société complexe, correspond assez bien à la société en dissidence polonaise revendiquée par le Congrès de Solidarnosc de 1981, où il fut question du "nouveau contrat social" ancré "dans la création et le

développement des institutions indépendantes et autogérées dans tous les domaines de la vie sociale" (7). C'est là, pour le chercheur anglo-saxon Z.A. Pelezynski, "une éminente contribution à la théorie gramscienne" pour "une conquête graduelle, morceau par morceau, de l'Etat par des forces politiques et sociales retranchées dans la société civile." (8)

Maintenant, avec le retour de la politique réelle, il faut soudain parler d'économie

Les idées des oppositions démocratiques d'Europe centrale n'ont que peu de canaux de pénétration en Europe orientale, sauf dans certains secteurs de l'intelligentsia, du pacifisme indépendant, des écologistes d'URSS. Mais les phénomènes d'usure des régimes, avec leurs conséquences dans les profondeurs des sociétés, y sont peut-être encore plus forts. L'arrivée de Gorbatchev (1985) et des réformateurs au pouvoir (déjà esquissée avec Andropov) n'est pas seulement un phénomène de sommet, mais aussi la conséquence d'une maturation interne dans certaines couches intellectuelles, techniciennes, etc. Ce déblocage en haut de la pyramide, surtout après 1986, avec la catastrophe de Tchernobyl, va libérer des forces énormes, confuses et contradictoires. Les mouvements "informels" se multiplient en 1987-88 dans toute l'Union Soviétique, où une partie de la "gauche radicale" reprend à son compte les valeurs de l'opposition démocratique centre-européenne. C'est ainsi le cas des intellectuels bulgares qui soutiennent par centaines Vaclav Havel en 1988-89. La Roumanie de Ceausescu reste en grande partie hors de ce processus, les dissidents y étant atomisés et isolés, l'opposition émigrée qui n'a – à quelques exceptions près – rien de démocratique, ne jouant aucunement le rôle de relais.

On connaît la suite, et les effets de dominos. Le compromis polonais, l'accélération du processus hongrois, la crise est-allemande à partir de la fin août 1989 et ses conséquences sur la société tchécoslovaque -où l'agitation a commencé en août 1989- qui ne veut pas être en reste, la chute de Jivkov en Bulgarie (10 novembre 1989) qui décide certains responsables militaires ou civils roumains à passer à l'action à la première occasion (Timisoara), la course à l'indépendance des Baltes, la "libéralisation" du Caucase et de l'Asie centrale, etc.

Dans nombre de cas, les promoteurs des oppositions démocratiques -les avant-gardes des sociétés civiles- ont un rôle cristallisant essentiel. Evidemment, le cas polonais, et dans une certaine mesure le cas hongrois, sont un peu différents, dans la mesure où ces groupes jouent publiquement ce rôle depuis des années. Mais en RDA, ce sont les militants de l'*Initiative pour la paix et les droits de l'homme*, du *Nouveau Forum* ou de la *Démocratie Maintenant*, qui sont aux avant-postes. En Tchécoslovaquie, ce sont les "vieux" de la *Charte 77*, et les jeunes de l'*Association indépendante de Paix* et du mouvement étudiant; en Slovénie, les alternatifs qui contrôlent la jeunesse officielle du Parti (RKZMS); en Bulgarie, les animateurs d'*Ecoglasnost* et de l'*Association pour les droits de l'homme*... Cependant, la rapidité même des processus, y compris dans les pays qui avaient anticipé le mouvement (Pologne, Hongrie, Slovénie), modifie complètement les données, et les outils intellectuels forgés pour résister dans la période antérieure ne sont plus forcément adaptés aux nécessités nouvelles. Jacques Rupnik, excellent observateur de l'Europe centrale et orientale, note, lors d'un colloque en mai 1989: "La transition démocratique est en train de modifier le statut de l'intellectuel. Adam Michnik et Janos Kis sont en train de lancer un journal, ils sont engagés dans l'action. On est dans une phase nouvelle

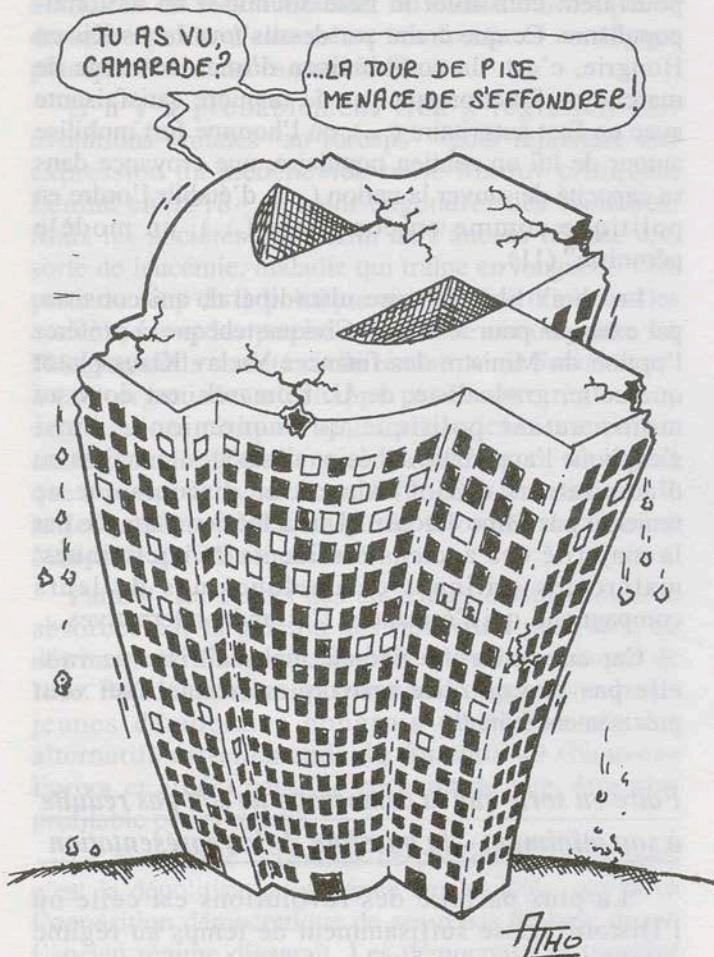
où l'*intellectuel engagé* ne peut plus se contenter d'être le contre-pouvoir, l'*antipolitique* fondé sur la résistance culturelle et éthique. Maintenant, avec le retour de la politique *vraie* ou de la politique réelle, c'est-à-dire d'une politique plus prosaïque d'arbitrage d'intérêts, il faut soudain parler d'économie." (9)

Mais c'est un sujet sur lequel les anciens dissidents n'ont pas eu le loisir de s'appesantir. Les références autogestionnaires du Congrès de *Solidarnosc* en 1980, des écrits de Petr Uhl, de György Konrad, des oppositionnels est-allemands étaient plus revendications de démocratie sociale, d'émancipation ouvrière ou de régénération du socialisme bafoué, que réflexion sur la gestion ou sur le marché mondial. Les quelques réformateurs communistes qui, ça et là, en Hongrie notamment, ont réfléchi à ces questions, n'ont guère pu exercer leurs influences.

Or, l'état des lieux s'avère bien plus dégradé qu'on ne le croyait. La combinaison de la stagnation et de la routine bureaucratique, des demi-mesures et des fuites en avant démagogiques, de la crise mondiale des années 1973-1986, de l'économie souterraine et de la loi de la corruption, ont "tiers-mondisé" la qualité et les modes de fonctionnement des économies soi-disant socialistes. Les mécanismes pervers de l'endettement accroissent ce phénomène: fin 1988, la Hongrie est endettée de 17 milliards de dollars, la RDA de 10, la Bulgarie de 7, la Pologne de 42, la Yougoslavie de 22, ce qui, comparé aux 58 milliards argentins, aux 30 milliards des Philippines, aux 25 milliards de l'Algérie ou aux 3 milliards du Sénégal, est loin d'être négligeable.

Crise économique et retard technologique, mais aussi catastrophe écologique. Le productivisme, le culte de l'industrie lourde, de la sidérurgie, de la chimie, ajoutés à la rhétorique sur le socialisme comme moyen pour l'homme de maîtriser la nature, ont rompu les équilibres plus gravement qu'à l'Ouest.

Pour s'en tenir à l'Europe centrale, aciéries, carbochimie et centrales à lignite font un enfer du Sud de la Pologne, de la Saxe et du Nord de la Bohême-Moravie.



Pour les nouveaux gouvernements, il faut agir de toute urgence.

***Rien ne sert de ruser,
il faut construire le capitalisme***

Mais il y a une autre urgence qui saute aux yeux quand les censures s'effondrent. Les régimes communistes se sont installés sur le vide du lendemain de guerre, et l'ont consolidé. Ils ont réécrit l'histoire, y compris l'histoire des partis communistes eux-mêmes: qui se souvient de la dissolution par Staline du parti polonais, en prélude à l'accord avec Hitler en 1939? Des antifascistes allemands, réfugiés en URSS, livrés à la Gestapo, en 1940? Des milliers de communistes bulgares liquidés dans les camps soviétiques? Alors que dire des traditions politiques, religieuses ou culturelles qui ne s'inscrivent pas du tout dans le sens de l'histoire des académiciens moscovites?

Mais un passé qui est refoulé ne disparaît pas pour autant. Il s'incruste dans le subconscient des peuples. Il se déforme et il se mythifie. D'autant plus que les chefs des démocraties populaires ne se privent pas de récupérer à leur profit tel ou tel épisode historique – par exemple, la Pologne des Piast (X^e-XIV^e siècles), le lointain passé Dace des Roumains, et même Spartacus que se disputent Serbes et Bulgares. Ils combattent le nationalisme politique, mais flattent le nationalisme populaire, parfois au prix des pires excès – par exemple, le délire antisémite des bureaucrates communistes du général Moczar en 1968, ou la répression anti-turque en Bulgarie, en 1986-89.

Quand la marmite saute, le refoulé qui apparaît n'est pas toujours reluisant. Les ragots racistes, les délires xénophobes ou intégristes religieux servent de repères identitaires tout autant que les valeurs démocratiques. On cherche des boucs émissaires, qui bien entendu sont étrangers: juifs, tziganes, ou les voisins albanais, hongrois, arméniens, azéris, etc. "Les nouveaux-anciens" partis, reconstitués à partir du souvenir ou des restes des partis politiques d'avant-

guerre, pensent dans certains cas servir de véhicule à des idéologies régressives, celles par exemple des nationaux-démocrates polonais, des nationalistes slovaques, et dans une certaine mesure des petits propriétaires hongrois, des chrétiens-sociaux est-allemands... Ces idéologies régressives peuvent parfois bénéficier de relais d'une importance considérable. Le primat de Pologne, Mgr Glemp, n'est pas insensible au fondamentalisme clérical-nationaliste, au point d'avoir tenté d'empêcher en 1989 l'élection des "laïques" Jacek Kuron et Adam Michnik, en suscitant contre eux des candidatures "très catholiques". Le Forum Démocratique (MDF), vainqueur des élections hongroises, est sensible aux bouffées nationalistes, mais les nationalistes croates sont majoritaires dans cette région et le font durement savoir. C'est l'ancien parti communiste, ou la force qui en est issue, qui véhicule le chauvinisme, comme dans le cas du national-communiste Milosevic en Serbie, du Front du Salut National roumain et d'une partie des socialistes (ex-communistes) bulgares. On pourrait poursuivre cette description à travers toute l'Union Soviétique.

Il existe donc un double défi pour les nouvelles équipes gouvernementales: économique et idéologique. Comment les forces issues des oppositions démocratiques, qu'elles soient à la tête de l'Etat, ou influentes sur ses marges, peuvent-elles répondre?

Pour la majorité de ces anciens dissidents, "rien ne sert de ruser", comme le dit Jacek Kuron. Pour lui, "il faut construire le capitalisme. Ce n'est qu'ensuite que nous pourrons discuter de savoir comment l'ouvrier devient sujet du processus de travail. Commencer par développer le marché et ensuite nous parlerons de ce qu'à l'Ouest on désigne comme *autogestion*" (10). Tel est le propos du militant devenu Ministre du Travail en Pologne, dans un entretien avec Vladimir Pissiguine, des coopératives soviétiques.

Cette volonté de construire le marché le plus vite possible n'a pas seulement pour but de répondre à l'attente populaire de biens de consommation. Elle doit permettre aussi de démanteler le système bureaucratique et les petites *nomenklaturas* locales qui pourraient constituer la base sociale d'un national-populisme. Ce que craint par-dessus tout Janos Kis en Hongrie, c'est "la combinaison d'une économie de marché ne fonctionnant pas de manière satisfaisante avec un Etat autoritaire (...), où l'homme fort mobilise autour de lui un soutien populaire, une croyance dans sa capacité de sauver la nation (...), d'établir l'ordre en politique comme en économie (...), un modèle péröniste" (11).

Le choix libéral, voire ultra-libéral, qui consiste, par exemple pour le Forum Civique tchèque, à préférer l'option du Ministre des finances Vaclav Klaus plutôt que celle, gradualiste, de U. Komarek, est donc au moins autant politique qu'économique. Ainsi s'explique l'apparente adhésion d'autogestionnaires ou d'admirateurs d'Olof Palme à un discours que ne renierait pas Mme Thatcher ! Une adhésion partagée par la majorité des anciens dissidents démocratiques, malgré les critiques de quelques-uns de leurs compagnons, qui s'érigent en Cassandre alternatives...

Car une ouverture libérale mal maîtrisée ne va-t-elle pas au contraire provoquer ce que l'on veut précisément éviter?

Faire en sorte que la démocratie ne soit pas réduite à son minimum – la question de la représentation

"La plus parfaite des révolutions est celle où l'Histoire laisse suffisamment de temps au régime précédent pour qu'il pourrisse de l'intérieur, comme un arbre. C'est le cas de notre révolution tchécoslovaque", note le slovaque Milan Simecka (12), mais, précise-t-il, "nous saurons plus tard, si, en pourrisant, l'arbre

n'a pas répandu alentour une infection qui menacerait la santé de toute la forêt nationale. On le verra dans les temps qui nous guettent. On pourra alors tirer la conclusion: vaut-il mieux, toutes forces réunies, liquider d'emblée une dictature au prix du sang et des sacrifices en vies humaines, ou bien attendre que la dictature perde d'elle-même ses forces et ne dégage plus que des miasmes putrides."

Il n'y a probablement rien à regretter. Les évolutions brutales "au forceps" –pour reprendre une expression du menchevick russe Martov critiquant Lénine en 1918– peuvent engendrer des monstres. Mais les sociétés ont hérité de l'ancien régime une sorte de leucémie, maladie qui traîne en longueur. Une perte du sens de la politique qui favorise d'ailleurs les convulsions et les poussées de fièvre nationalistes. La Pologne, où la société civile tendait, avec *Solidarnosc*, à être organisée, n'échappe pas à cette règle. Les organisations civiques sont sorties victorieuses, mais exsangues de l'Etat de guerre. *Solidarnosc* n'est plus que l'ombre du syndicat qu'il fut dans les usines, et le reflet extrêmement ambigu du *Front de Libération Nationale* qu'il fut également.

Partout, les cadres des anciennes dissidences sont absorbés par la gestion des nouveaux pouvoirs, au détriment de l'organisation sociale démocratique de base. Paradoxalement, la situation d'oppositionnels des jeunes démocrates hongrois du Fidesz ou des alternatifs est-allemands du *Bundnis 90* (Nouveau Forum et alliés) peut, de ce point de vue, être plus profitable pour l'avenir.

Le résultat de décennies de politisation totalitaire, c'est la dépolitisation générale des sociétés, qui prive l'opposition démocratique de ses relais de base quand l'ancien régime disparaît. Les démocrates se trouvent dès lors pris dans une tenaille: d'un côté l'individualisme de la débrouille, du chacun pour soi, de la spéculation et du marché noir qui s'abrite derrière

le discours libéral-capitaliste, de l'autre côté, le réflexe de regroupement identitaire et collectif qui a tôt fait d'être investi par les discours intégristes ou nationaux-populistes. Or, les démocrates de l'Est affrontent cette situation, alors même qu'une crise du politique, aux effets finalement assez voisins, se développe en Occident et dans le Tiers-Monde (Cf. par exemple le Maghreb). La crise du socialisme et de la gauche en général, les difficultés à conjuguer de manière moderne, engagement politique et place de l'individu, expliquent, bien entendu, ce phénomène.

C'est dans ce contexte que l'on constate une même confusion à propos de la notion de *société civile* à Paris ou à Prague. Ici, on aura tôt fait de baptiser "société civile" des représentants de l'establishment ou de la nomenklatura médiatique, dès lors qu'ils ne sont directement encartés dans un parti traditionnel, et *mouvement social* des individus qui parlent des mouvements sociaux actuels ou passés... Là, on a confondu trop souvent "société civile et courage civique d'un petit nombre d'intellectuels indépendants", pour reprendre la remarque du hongrois Attilah Agh – voir son article dans ce numéro d'*ANV* –, et l'on raconte un peu vite que l'arrivée de Vaclav Havel au château de Prague a mis la société civile "au pouvoir".

Ces confusions sont très dangereuses dans la mesure où elles dévaluent la notion même de démocratie. Les systèmes plus ou moins démocratiques que nous connaissons subissent une crise du mécanisme de représentation et de contrôle populaire: le parlementarisme, fort imparfait, s'avère incapable d'exercer cette double fonction vis-à-vis des classes dominantes, des oligarchies, des technocraties. Il est indispensable de faire en sorte que la démocratie ne soit pas réduite à son minimum, la représentation d'opinions, mais s'ancre dans des capacités réelles d'action des citoyens organisés dans leurs mouvements sociaux divers.

Le défi démocratique de cette fin du XX^e siècle est là. A partir des citoyens pourvus de droits et de capacité d'organisation, susceptibles de rompre les barrières et les mécanismes de discrimination, qui dévaluent les droits effectifs des femmes, des minorités nationales, des travailleurs...

Il est intéressant de constater que l'un des fruits du dialogue entre mouvements sociaux de l'Est et de l'Ouest en Europe, pendant les années 1980, porte justement sur ce point. Il s'agit du projet *d'Assemblée des Citoyens* ("Assemblée Européenne des Citoyens" ou "Assemblée des citoyens du processus d'Helsinki"), initié par les animateurs de mouvements pour les droits civiques à l'Est – en particulier de la *Charte 77* – et des mouvements de paix de l'Ouest. L'idée est celle d'un point d'appui civique pour une réelle intégration démocratique de l'Europe, d'une tribune, d'un lieu de débat, favorisant "la création de nouvelles relations sociales, de nouveaux forums de dialogue à travers lesquels les citoyens peuvent négocier, aussi bien les uns avec les autres, que vis-à-vis des gouvernements, exercer des pressions sur les institutions politiques et, en réalité, résoudre de nombreuses questions sans intervention directe des gouvernements", précise l'appel à la constitution de cette Assemblée (13). Une contribution "à la création d'une communauté multiculturelle ouverte vers le Sud avec plénitude des droits pour tous résidents, réfugiés, migrants et peuples indigènes."

Cette initiative, dont l'importance a été soulignée par Vaclav Havel dans son discours au Conseil de l'Europe le 10 mai 1990, n'est pas isolée. D'autres forums, réseaux, jumelages... existent (par exemple les Conventions pour le désarmement End), ou se mettent en place (par exemple les initiatives de "réconciliation entre peuples", lancées par les socio-démocrates serbes), dans le même esprit.

C'est un phénomène significatif de la volonté de résistance aux dérives qui menacent le processus d'intégration démocratique européenne. La dérive technocratique des Etats occidentaux, la dérive spéculative d'un certain business, et bien sûr les menaces national-populistes que l'on retrouve aussi bien avec Le Pen qu'en Pologne. Adam Michnik, inquiet devant l'attitude de Lech Wałęsa, soulignait à ce sujet: "Parfois nous nous sentons comme l'apprenti sorcier qui a déchaîné des puissances irresponsables" devant "le chauvinisme haineux" et le "populisme de ressentiment", deux "réactions dévoyées qui attaquent comme le cancer le jeune organisme de la démocratie pluraliste naissante et de l'économie de marché." (14) Dès lors, ajoute-t-il, "l'intellectuel est impuissant devant de telles menaces. L'homme politique qu'il est devenu devrait choisir l'afficacité. L'homme éthique qu'il souhaite demeurer sait très bien qu'il doit choisir la vérité". L'individu engagé ne saurait sortir d'un tel dilemme. La réponse est bien dans la reconstruction de la dialectique entre le "haut" et le "bas", la reconstitution du maillage des initiatives sociales et démocratiques à la base. "La politique autrement", une fois de plus, à l'Est et à l'Ouest.

(1) György Konrad, *Le complice*, (1978), Seuil, 1980.

(2) György Konrad, Itsvan Szelenyi, *La marche au pouvoir des intellectuels, le cas des pays de l'Est*, Seuil, 1979.

(3) Janos Kis, *L'égale dignité – Essais sur les fondements des droits de l'homme* (Budapest 1987), Seuil, 1989, p.124-125.

(4) György Konrad, *L'antipolitique* (Budapest, 1982-1986), La découverte, 1987.

(5) Vaclav Havel, *Le pouvoir des sans-pouvoirs*, L'Alternative n°1, F. Maspéro, Nov-Déc. 1979.

(6) Adam Michnik, "Une stratégie pour l'opposition polonaise", *Esprit* n°1 (1977), in *La Pologne, une société en dissidence*, F. Maspéro, 1978, p.106.

(7) Soliarnosc : "La république autogestionnaire", in *L'alternative*, supplément, n°14, janvier 1982.

(8) Z.A. Pelczynski, "Solidarity and the rebirth of civil society", in *Civil Society and the State*, Verso, Londres, 1988.

(9) Jacques Rupnik, "L'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est face à elles-mêmes", in *L'Europe de la pensée, l'Europe du politique*, Cosmopolitiques n° spécial, 1989.

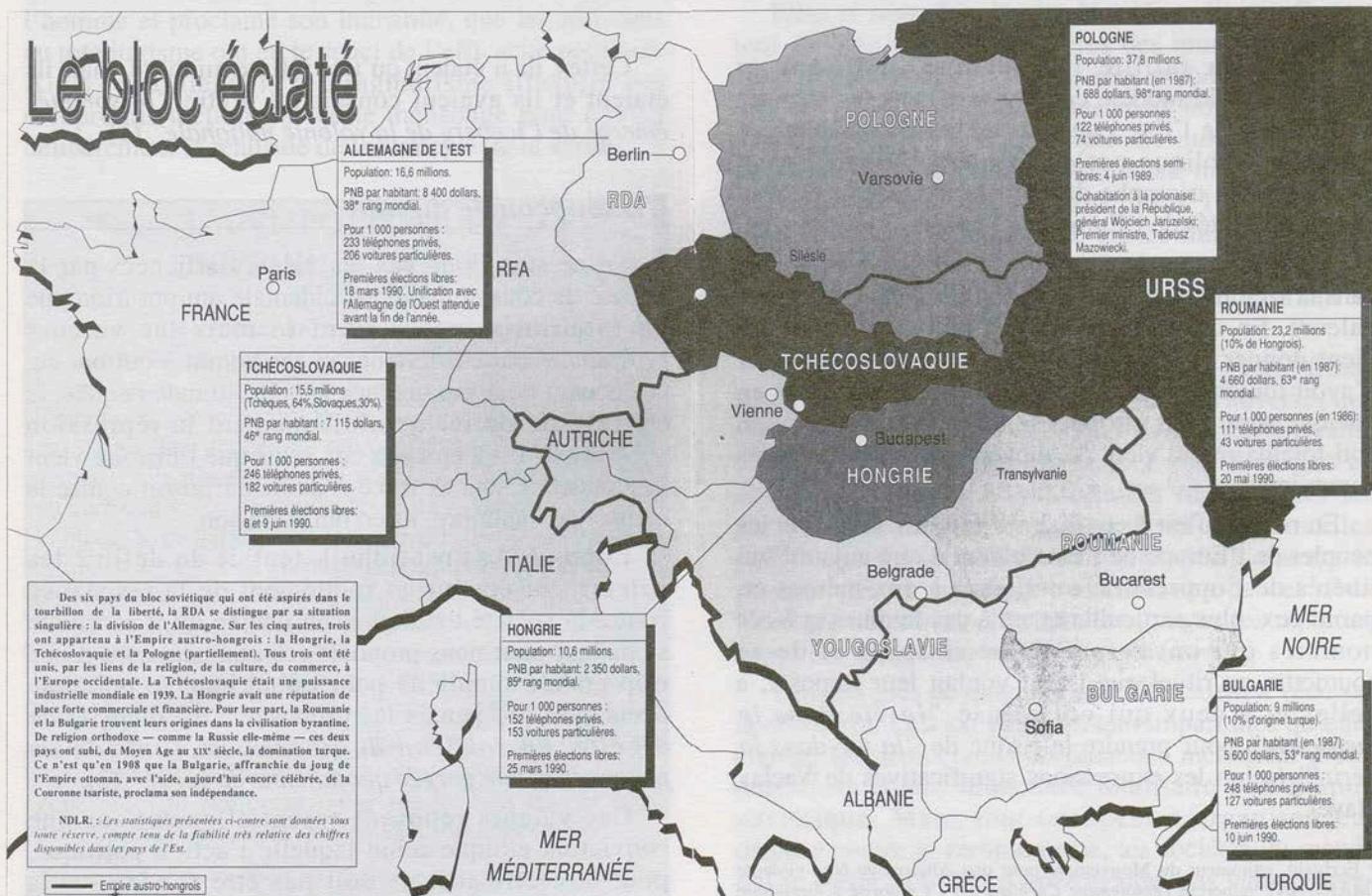
(10) Jacek Kuron et Vladimir Pissiguine, in *Politis*, n° 85, 21 décembre 1989.

(11) Janos Kis "Entretien sur l'égale dignité", in *Babel*, textes débats du CEDETIM, n°1, avril 1990.

(12) Milan Silmecka, "Correspondance de Bratislava", in *Lettre Internationale*, n° 24, Printemps 1990.

(13) Deuxième appel de Prague, 1990, "Créons l'Assemblée des citoyens du processus d'Helsinki". Comité d'Initiative AEC, FIP, 71 Bd Richard Lenoir, 75011 Paris.

(14) Adam Michnik, "Questions de morale, questions de politique", in *Libération*, 27 juin 1990.



Leur libération ne doit rien à notre libéralisme

par Jean-Marie MULLER*

Ce ne sont pas les valeurs affichées par la société de consommation occidentale qui ont triomphé du totalitarisme communiste mais, d'abord, une exigence de vérité et de dignité.

Face à la faillite idéologique, politique et économique du modèle communiste dans les sociétés de l'Europe de l'Est, l'une des tentations majeures de l'opinion publique occidentale est d'identifier cet échec avec le triomphe du modèle libéral qui prévaut dans les sociétés de l'Europe de l'Ouest.

Il y a pourtant beaucoup d'outrecuidance à voir dans la victoire de la liberté à l'Est celle de nos propres valeurs. En croyant que c'est à nous que l'histoire vient donner raison, comme pour nous récompenser d'avoir toujours défendu la liberté, nous prétendons en quelque sorte nous attribuer le mérite de la révolution anti-totalitaire qui vient de subvertir tous les désordres communistes.

En réalité, c'est à eux-mêmes et à eux seuls que les peuples de l'Europe de l'Est doivent d'être aujourd'hui libérés de l'oppression totalitaire; à eux-mêmes et, parmi eux, plus particulièrement à ces femmes et à ces hommes qui ont refusé de se résigner et de se soumettre au rituel que l'Etat voulait leur imposer, à celles et à ceux qui ont refusé "la vie dans le mensonge" pour prendre le risque de "la vie dans la vérité" (selon les expressions significatives de Vaclav Havel.

* Ecrivain, animateur du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN). ANV remercie *Témoignage Chrétien* qui l'a autorisé à reproduire cet article (T.C. du 30 avril 1990).

Certes, ils n'étaient qu'une infime minorité, mais ils étaient et ils avaient conscience d'être "le sommet émergé de l'iceberg de la volonté nationale" (1).

Un soupçon de dignité

Ce ne sont donc pas les valeurs affichées par la société de consommation occidentale qui ont triomphé du totalitarisme communiste mais les valeurs proclamées par ces femmes et ces hommes qui ont eu, en prenant pour eux-mêmes les plus grands risques, le courage de défier quotidiennement la répression policière. C'est à eux et à eux seuls que l'histoire vient de donner raison. A force d'avoir eu raison contre le mensonge totalitaire, ils en ont eu raison.

Lorsque Adam Michnik tentait de définir les valeurs qui étaient au fondement de la résistance contre la société totalitaire, on devine qu'il surmonte sa pudeur pour nous proposer ces mots qui sont d'une trop grande simplicité pour qu'un homme politique occidental ose jamais les proposer: "un soupçon de dignité, un soupçon de liberté, un soupçon de fraternité et une gorgée quotidienne de vérité" (2).

Ces valeurs reposent essentiellement sur une conviction éthique selon laquelle l'action politique, pour être efficace, ne doit pas être fondée sur la recherche de l'efficacité mais sur la recherche de la

vérité. On ne saurait mieux prendre à contre-pied le prétendu réalisme politique occidental qui, au nom de l'éthique de la responsabilité, se plaît à discréditer l'éthique de conviction.

“Les dissidents, affirmait Vaclav Havel, n’articulent leur activité que par leur dignité civique, sans se préoccuper des conséquences. Le point de départ le plus intime de leur action politique se situe donc sur le terrain moral et existentiel” (3). Ce n'est que dans un second temps, après avoir dit la vérité de l'homme et proclamé son humanité, que les résistants au totalitarisme ont eu le souci de l'efficacité politique. Ainsi récusaient-ils le pragmatisme illusoire des compromis tactiques avec le mensonge pour choisir délibérément le réalisme de la stratégie de la vérité.

L'ANTIPOLITIQUE : UNE FORCE MORALE

Dans notre espace, le temps est venu pour un type de politique – ou plutôt d'antipolitique, ainsi que je l'appellerais – qui ne signifie pas simplement gravir l'échelle des responsabilités étatiques. Elle n'apporterait pas de meilleur métier, de promotion, ou de saut dans les revenus. Elle n'apporterait ni voiture de fonction, ni garde du corps, ni volée de secrétaires. Elle signifierait défendre la place, le métier et le travail que nous avons maintenant et que nous voulons conserver. L'antipolitique n'est pas rêve du futur; elle est respect du présent.

Si un architecte est un antipoliticien, il essaiera de construire mieux, en fonction de ses connaissances, avec moins de contraintes, plutôt que de jouer des coudes sur l'échelle officielle pour parvenir à ces bureaux où les architectes qui ne conçoivent plus prennent des décisions sur le travail de ceux qui continuent à le faire, généralement seulement pour rendre leur travail plus difficile en les accablant de règlements inutiles (p.166).

Extraits du livre *L'antipolitique*, du Bulgare György Konrad, Editions La Découverte, Paris, 1987.

Un anticommunisme fondé sur la peur

En réalité, tout au long de la nuit pendant laquelle les peuples de l'Europe orientale ont dû subir les privations imposées par le totalitarisme, les sociétés de l'Europe occidentale ont beaucoup plus songé à défendre leurs privilégiés qu'à leur manifester une réelle solidarité. En imaginant l'oppression communiste, elles ont cédé à un réflexe de peur. Et la peur conseille davantage la lâcheté que le courage.

Elles se sont alors barricadées chez elles en élevant tout au long de leurs frontières des murs d'armes de destruction massive. Elles se sont mobilisées pour se protéger contre le totalitarisme mais non pas pour le combattre; elles se sont donné les moyens pour se défendre contre la menace communiste mais elles ne se sont pas donné les moyens pour lutter contre l'oppression communiste. L'anticommunisme dont elles ont fait preuve pendant les quarante années de la guerre froide était fondé sur la peur et non sur la solidarité.

La conséquence la plus tangible de la guerre froide était moins le face-à-face de deux armées adverses que l'affrontement de deux idéologies rivales. Cette rivalité a eu pour effet de figer chacune de ces idéologies en des formules mortes indéfiniment répétées par les partisans de chacun des deux systèmes. Tous les problèmes de société étaient regardés à travers le prisme déformant de la confrontation de ces deux idéologies dominantes et, dès lors, toutes les réponses apportées étaient faussées et donc fausses.

Pendant plus de quarante ans, l'Occident a vécu sur la défensive. Et il est vrai que, tout imparfaits qu'elles étaient, les démocraties occidentales méritaient d'être défendues contre la menace totalitaire de l'Empire soviétique. Mais, tout occupées à organiser leur défense contre le communisme, les sociétés du monde qui se prétendait libre n'apercevaient pas leurs propres

dysfonctionnements. Elles se comparaient si avantageusement aux sociétés de l'Est où prévalait le modèle communiste qu'elles finissaient par croire qu'elles étaient parfaites.

Il était trop facile de récuser toutes les critiques des démocraties capitalistes en discréditant leurs auteurs par l'accusation de faire, fût-ce inconsciemment, le jeu du communisme. L'anticommunisme professé par les sociétés occidentales comme une idéologie des droits de l'homme était le plus souvent un alibi pour justifier le désordre établi qui prévalait en leur sein.

Maintenant qu'elles n'ont plus à se défendre contre une menace d'agression communiste, elles peuvent commencer à se regarder elles-mêmes. Dès lors qu'elles n'ont plus à se comparer aux autres, elles peuvent se juger elles-mêmes. L'effondrement du mur de Berlin a entraîné dans sa chute non seulement le rituel communiste des sociétés de l'Est mais également le rituel anticomuniste des sociétés occidentales.

Celles-ci, pourtant, n'ont pas encore pris la mesure de toutes les conséquences qui en résultaient pour elles-mêmes. Le moment est pourtant venu pour elles d'accorder la plus grande attention à la mise en garde que le dissident Vaclav Havel leur lançait en 1984 : «En ce qui concerne ses relations avec les systèmes totalitaires, la plus grande faute que l'Europe occidentale pourrait commettre est celle qui la menace le plus, semble-t-il : ne pas les comprendre tels qu'ils sont en dernière analyse, c'est-à-dire comme un miroir grossissant de la civilisation moderne en son entier et une invitation pressante –peut-être la dernière– à une révision générale de la façon dont cette civilisation se conçoit...» (4).

Des campagnes dévastées

Nous nous méprendrions gravement si nous pensions que l'Europe réunifiée de demain doit être

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'émergence en janvier 1977 de la Charte 77, mouvement de défense des droits de l'homme, a créé pour l'intellectuel tchèque une nouvelle situation : il est passé de l'autonomie à la méfiance à l'égard du pouvoir. Vaclav Cerny a décrit la Charte comme «un jalon dans le développement culturel de la nation, un moment dans l'histoire de l'esprit tchèque, restaurant une épine dorsale intellectuelle, ressuscitant l'attrait pour la loi, la justice, la dignité humaine et le désir de vérité. Ce fut un avertissement et un rappel pour tous ceux qui, partout, détiennent le pouvoir.»

C'est sans nul doute le philosophe Jan Patocka qui est devenu le *spiritus movens* de ce basculement du politique à l'éthique de la résistance. Cherchant à définir la nature de la Charte 77, il énonçait :

«Nulle société, si valables que soient ses fondements technologiques, ne peut fonctionner sans fondements moraux, sans la conviction qu'elle n'a rien à faire de l'opportunisme, de l'aisance et des avantages attendus. Mais la morale, à elle seule, ne permet pas à une société de fonctionner, elle permet simplement aux êtres humains d'être humains. L'homme ne définit pas la morale selon les caprices de ses besoins, ses souhaits, ses tendances et ses désirs; c'est la morale qui définit l'homme... La relation précitée entre les domaines de la morale et du pouvoir d'Etat indique que la Charte 77 n'est pas un acte politique au sens étroit du terme, qu'elle n'a pas pour but de concurrencer ou de s'ingérer dans la sphère de telle ou telle fonction du pouvoir politique. Pas plus qu'elle n'est une association ou une organisation. Elle est fondée sur la morale personnelle. Elle vise exclusivement à assainir et renforcer la conscience qu'une autorité supérieure existe.»

Jan Patocka, premier porte-parole de la Charte, mourut après huit heures d'interrogatoire par la police.

Extrait du livre *L'autre Europe - Crise et fin du communisme*, de Jacques Rupnik, Ed. Odile Jacob, Paris, 1990, p.278.

construite sur le fondement de l'idéologie libérale qui a façonné nos propres sociétés. Certes, ce peut être la tentation d'une large partie des populations de l'Europe de l'Est d'aspirer à vivre selon les facilités offertes par le modèle occidental.

Au demeurant, nous ne saurions les en blâmer. D'abord parce que nous-mêmes profitons habituellement de ces commodités et que nous ne sommes nullement prêts à nous en priver; ensuite parce qu'il est assez naturel qu'après avoir été si longtemps frustrés des biens que nous consommons, les peuples de l'Est aspirent à en profiter.

Cependant, la frustration des libertés individuelles et collectives a été plus profondément ressentie par les peuples de l'Est que la privation des biens de consommation et nous pouvons gager qu'ils sauront mieux apprécier les libertés qu'ils ont recouvrées que les bienfaits de l'économie de marché qui leur sont promis.

Il est vrai, par ailleurs, que le débridement des contraintes totalitaires a libéré aussi un certain nationalisme qui ne s'inspire pas des valeurs de la démocratie. Mais le plus sûr moyen pour une nation de combattre le nationalisme est de rompre toutes les entraves qui jugulaient sa liberté.

A travers les multiples difficultés qu'ils devront surmonter, certainement sauront-ils sauvegarder l'héritage de la dissidence comme la matrice nourricière de leur nouvelle culture. Ainsi éviteront-ils d'aller se faire prendre dans les pièges du productivisme industriel. Celui-ci a peut-être rempli les magasins des sociétés occidentales mais, dans le même mouvement, il a détruit l'environnement naturel et l'enracinement culturel de l'homme.

L'éthique que les dissidents ont forgée sous l'oppression et la répression totalitaires interpelle directement les sociétés occidentales. Celles-ci ont le plus souvent sacrifié les exigences de l'éthique aux

contraintes de l'économie de marché et aux nécessités de la politique politique.

A l'Ouest comme à l'Est, selon des modalités certes différentes, les impératifs de la raison d'Etat ont prévalu sur les exigences de la raison. La voie suivie par l'Occident n'est pas apparue plus rassurante aux yeux des dissidents que l'impasse dans laquelle s'est enfoncée la société communiste: à l'Ouest comme à l'Est, l'homme s'égare dans une "*voie bordée de campagnes dévastées et de rampes de lancement.*" (5) A l'Ouest comme à l'Est, ce qui caractérise essentiellement la civilisation technicienne c'est "*la disparition de l'absolu hors de notre horizon*" (6).

Le discrédit du système des partis

Nous avons considéré, face aux multiples méfaits du parti unique, maître à la fois des institutions de l'Etat et de la société civile, que le système des partis de la démocratie parlementaire constituait en quelque sorte le modèle parfait de l'organisation politique de la

Solidarité veut vivre et permettre de vivre. Il se reconnaît mieux dans les idéaux de la révolution américaine que dans ceux de la Révolution française. Sa stratégie est plus proche de la résistance contre le franquisme ou contre les colonels grecs que de celle des partisans d'un projet doctrinal. L'éthique de Solidarité et son refus systématique de la violence ont bien des traits communs avec l'idée de "non violence" professée par Gandhi et Martin Luther King.

Texte d'Adam Michnik paru dans le journal français *Libération* du 23 mai 1985.

société. Là encore, il a suffi que nous regardions le dysfonctionnement des sociétés communistes pour que nous nous abstentions soigneusement de toute remise en cause du fonctionnement de nos propres sociétés.

Et pourtant, au moment même où les Français assistent avec ferveur à l'implosion du système du parti unique, ils font porter le plus grave discrédit sur leur propre système de partis. Les partis politiques libéraux ne sont plus que d'immenses machines électORALES fabriquées pour la conquête du pouvoir d'Etat. Ils demandent certes la caution des électeurs, mais ils ne sollicitent pas la participation des citoyens.

Là encore, le regard critique de Vaclav Havel est particulièrement lucide: «Tout cet ensemble statique de partis de masse et agissant politiquement de manière tellement intéressée, ces partis dominés par des appareils professionnels qui déchargent le citoyen de toute responsabilité concrète et individuelle (...) peut difficilement être considéré comme la voie grâce à laquelle l'individu aurait quelque perspective de se retrouver lui-même.» (7)

Vaclav Havel voit dans le système des partis qui «récompense par des priviléges l'obéissance à un groupement qui se bat pour le pouvoir», le début de «la bureaucratisation, de la corruption et de l'antidémocratie.» (8)

L'un des défis majeurs auquel se trouve confrontée la civilisation occidentale est de redonner le primat aux exigences de l'éthique par rapport aux soi-disant nécessités du réalisme politique. Faute de quoi, la société politique condamnera l'homme à subir l'aliénation de multiples pouvoirs impersonnels.

A l'Ouest comme à l'Est, la tâche fondamentale de tous ceux qui ont à cœur de construire une Europe libérée de toutes les idéologies de bois consiste à "ne pas avoir honte d'être capables d'amour, d'amitié, de solidarité, de compassion et de tolérance, mais au

contraire à rappeler de leur exil dans le domaine privé ces dimensions fondamentales de notre humanité et à les accueillir comme les seuls vrais points de départ d'une communauté humaine qui aurait un sens, à nous laisser guider par notre propre raison et à servir en toute circonstance la vérité en tant qu'expérience essentielle." (9)

(1) Adam Michnik, *Penser la Pologne*, La Découverte-Maspéro, Paris, 1983, p. 159.

(2) Id. p.143.

(3) Vaclav Havel, *Essais politiques*, Calmann-Lévy, 1989, p.217.

(4) Vaclav Havel, *op. cit.*, p.234.

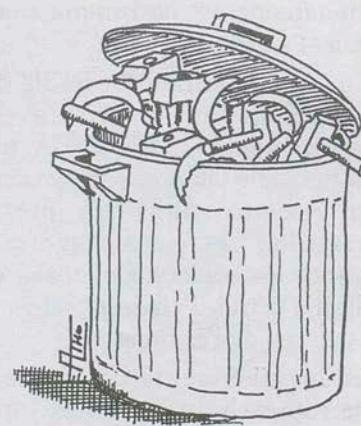
(5) Id., p.244.

(6) Id., p.22.

(7) Id., p.151.

(8) Vaclav Havel, *Interrogatoire à distance*, Ed. de l'Aube, 1989, p.21.

(9) Vaclav Havel, *Essais politiques*, *op. cit.*, p.243.



1989 : l'année inattendue

JANVIER

- **Hongrie.** Le Parlement se prononce, le 11, en faveur du droit d'association et de manifestation.
- **URSS.** Pour tenter de limiter les affrontements entre Arméniens et Azéris, le Haut-Karabakh est placé, le 12, sous administration directe de Moscou mais il demeure une région autonome de la République d'Azerbaïdjan.
- **Tchécoslovaquie.** Le 15, une manifestation pour commémorer la mort de Jan Palach est dispersée brutalement à Prague. Nombreuses arrestations.
- **Pologne.** Le 17, Jaruzelski fait approuver par le comité central du Poup une résolution en faveur du pluralisme syndical. Le 22, Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir.

FÉVRIER

- **Pologne.** Le 6, ouverture de la table ronde entre le pouvoir, l'opposition et l'Église. Walesa plaide pour une trêve sociale afin d'éviter les grèves.
- **Hongrie.** Les 10 et 11, le comité central du PSOH accepte le principe d'une transition vers le multipartisme.
- **Tchécoslovaquie.** Le 16, Vaclav Havel et une cinquantaine d'opposants sont arrêtés pour participation à un rassemblement interdit. Cinq jours plus tard, Havel est condamné à neuf mois de prison.

MARS

- **Hongrie.** Importantes manifestations à Budapest pour célébrer la fête nationale rétablie au 15 mars, anniversaire de l'insurrection de 1848 contre les Autrichiens.
- **URSS.** Le 26, premier tour des élections au Congrès des députés du peuple. Les conservateurs du PCUS sont balayés.

AVRIL

- **Pologne.** Le 5, la table ronde s'achève sur un "accord historique" qui prévoit le rétablissement du pluralisme et l'entrée de l'opposition au Parlement.
- **URSS.** Le 9, à Tbilissi (Géorgie), violente répression d'une manifestation nationaliste: au moins 20 morts. On attribuera cette violence aux adversaires de Gorbatchev. Le même jour – et ensuite le 15 mai – le second tour des législatives confirme la victoire des réformateurs. Le 25, 110 titulaires ou suppléants du CC ou de la Commission de contrôle du PCUS démissionnent.

MAI

- **URSS.** Le 12, George Bush demande à Moscou de prouver sa bonne volonté en "déchirant le rideau de fer". Le 25, Mikhaïl Gorbatchev est élu chef de l'Etat par le Congrès.
- **La Pologne.** Le 18, légalisation de l'Église et normalisation de ses relations avec l'Etat.

JUIN

- **URSS.** Le 3, affrontements interethniques en Ouzbékistan, entre Ouzbeks sunnites et Meshs chiites. Une centaine de morts parmi ces derniers. D'autres émeutes auront lieu, le 17, au Kazakhstan. Le 26, ouverture de la session du Congrès que les Soviétiques vont suivre pendant six semaines à la TV. Les élus les plus progressistes vont créer un groupe parlementaire interrégional.
- **Pologne.** Premier tour le 4 et deuxième tour le 18 des élections législatives. Solidarité enlève 99 sièges sur 100 au Sénat et les 161 sièges octroyés aux indépendants à la Diète. Parmi les candidats du Poup et de ses alliés, les réformateurs l'emportent largement.
- **Hongrie.** Le 24, remaniement des instances dirigeantes du PSOH où des réformateurs comme Imre Poszgay prennent du poids.
- **Roumanie.** Le 24, le gouvernement renonce à installer une barrière de barbelés sur la frontière avec la Hongrie. Ce rideau de fer avait commencé d'être installé en mai.

JUILLET

- **Hongrie.** Le 6, mort de Janos Kadar, n° 1 de 1956 à 1988; le même jour, la Cour suprême réhabilite officiellement Imre Nagy, l'ancien Premier ministre de 1956.
- **URSS.** Le 10, les mineurs de Kouzbass entrent en grève. Le 15, 21 morts dans des affrontements interethniques en Abkhazie. Le 27, l'autonomie comptable est accordée aux Républiques baltes.
- **Pologne.** Après avoir été reçu l'avant-veille au Vatican par Jean-Paul II, Jaruzelski est élu président de la République, le 19, à une voix de majorité; Rakowski le remplacera à la tête du PC.

AOUT

- **Pologne.** Le 2, Liszcak est élu Premier ministre par la Diète; devant le refus de Solidarité d'y participer, il renoncera à former le gouvernement. Le 16, Solidarité revendique la direction d'un gouvernement de coalition. Le 19, Tadeusz Mazowiecki est désigné comme Premier ministre; il sera investi par la Diète le 24, étant ainsi le premier non-communiste à diriger l'exécutif dans un pays de l'Est.
- **RDA.** Près de 500 Est-Allemands franchissent la frontière austro-hongroise pour rejoindre la RDA.
- **Tchécoslovaquie.** 376 arrestations à Prague, le 21, après une manifestation pour l'anniversaire de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en 1968.
- **URSS.** Le 23, un million et demi de personnes forment une chaîne à travers les trois pays baltes pour dénoncer l'annexion de ces pays par Staline.

SEPTEMBRE

- **RDA.** La Hongrie ayant ouvert sa frontière avec l'Autriche, 10 000 Est-Allemands vont passer à l'Ouest en deux jours. Le 25, à Leipzig, 8 000 manifestants réclament la légalisation du "Nouveau Forum".
- **Pologne.** Mazowiecki présente son gouvernement: 13 membres de Solidarnosc, 4 du Poup, 4 du parti paysan, 3 du parti démocrate.
- **URSS.** Le 17, 100 000 catholiques d'Ukraine manifestent à Lvov pour réclamer la légalisation de l'Église uniate. Le 20, le comité central est remanié au profit des réformateurs; la souveraineté économique est accordée aux républiques de l'Union.

OCTOBRE

• **RDA.** Le 1er, 7000 Est-Allemands réfugiés dans les ambassades de RFA à Prague et à Varsovie sont autorisés à émigrer vers l'Ouest; ils seront remplacés dès le lendemain par d'autres candidats au départ. Le 2, 15 000 manifestants à Leipzig. Les 6 et 7, Gorbatchev, venu à Berlin pour le quarantième anniversaire de la RDA, encourage les partisans des réformes; le 7 et le 8, les manifestations de Berlin et d'autres villes sont sévèrement réprimées. Le 9, changement de stratégie: 70 000 personnes manifestent librement à Leipzig; le 16, ils sont 150 000. Le 18, Erich Honecker est remplacé par Egon Krenz dans toutes ses fonctions. Le 23, 300 000 manifestants à Leipzig et dans d'autres villes. Le 30, plus d'un demi-million de manifestants.

• **Hongrie.** Le 7, le parti communiste au pouvoir, le PSOH (parti socialiste ouvrier hongrois) devient le PSH (parti socialiste hongrois), abandonne le centralisme démocratique et la dictature du prolétariat. Du 18 au 20, le parlement modifie la Constitution et ouvre la voie à des élections libres. Le 23, proclamation de la IV^e République qui remplace la République populaire.

• **Tchécoslovaquie.** Le 28, à Prague, 10 000 manifestants aux cris de "Liberté !"

NOVEMBRE

• **RDA.** La frontière avec la Tchécoslovaquie avait été fermée; dès sa réouverture, l'exode reprend vers l'Ouest, le 3, au rythme de 10 000 partants par jour. Le 4, plus de 500 000 personnes manifestent à Berlin; le 6, 300 000 à Leipzig. Le 7, démission du gouvernement. Le 8, profond remaniement du Bureau politique du SED; Hans Modrow nommé Premier ministre. Le 9, ouverture

de la frontière inter-allemande; le lendemain, première brèche dans le mur de Berlin: des millions d'Est-Allemands vont aller voir l'Ouest, très peu vont y rester. Le 13, un non-communiste, Gunter Maleuda, est élu président de la Chambre du Peuple.

• **Bulgarie.** Le 10, Petar Mladenov remplace Todor Jivkov à la tête du parti et engage une perestroïka dans le cadre du socialisme. Le 18, 50 000 personnes participent à une manifestation autorisée à Sofia pour réclamer des réformes.

• **Tchécoslovaquie.** A Prague, le 17, la police réprime brutalement une manifestation d'étudiants de 30 000 personnes. Le 19, à l'initiative de Vaclav Havel, l'opposition se regroupe dans le Forum civique et les manifestations deviennent quotidiennes et massives. Le 24, Alexandre Dubcek est ovationné; le bureau politique du parti communiste démissionne avant d'être remanié; Karel Urbanek devient secrétaire général du PCT. Les 25 et 26, manifestations monstres; le lendemain, grève générale de deux heures dans tout le pays; Ladislas Adamec, chef du gouvernement démissionnaire, négocie avec l'opposition la formation d'un nouveau gouvernement. Le 29, les députés votent l'abolition du rôle dirigeant du parti communiste.

• **Roumanie.** Le 24, les 3308 délégués au congrès du parti communiste réélisent, à l'unanimité, Nicolae Ceaușescu comme secrétaire général, lequel exclut toute remise en cause du socialisme.

• **Hongrie.** Le 26, référendum sur la date de l'élection présidentielle: l'opposition l'emporte d'extrême justesse pour cette première consultation entièrement libre dans un pays de l'Est depuis 1945.

DECEMBRE

• **URSS.** Le 1er, Jean-Paul II reçoit Gorbatchev au Vatican. Le même jour, le parti communiste de Lituanie déclare vouloir se doter de statuts différents de ceux du PCUS et le Soviet suprême d'Arménie décrète la constitution de la République d'Arménie unie, englobant le Haut-Karabakh, à la place de la République socialiste soviétique d'Arménie. Les 2 et 3, sommet Gorbatchev-Bush à Malte. A Moscou, le 4, les membres du Pacte de Varsovie condamnent leur propre intervention en Tchécoslovaquie en 1968. Le 6, manifestation à Leningrad pour le multipartisme. Le 7, le Soviet suprême de Lituanie abroge l'article 6 de la Constitution de la République qui donne un rôle dirigeant au parti communiste. Le 12, à Moscou, le Congrès des députés du peuple refuse de débattre d'une même réforme de la Constitution soviétique. Le 14, mort d'Andréi Sakharov. Le 20, le Parti communiste de Lituanie, réuni en congrès, décide de devenir autonome par rapport au PCUS.

• **RDA.** Le 3, le bureau politique et le comité central du SED se sabordent. C'est le début de la grande offensive contre les dirigeants corrompus. Egon Krenz, qui n'était déjà plus secrétaire général du SED, démissionne de la présidence du Conseil d'Etat et est remplacé comme chef de l'Etat par le libéral Manfred Gelach. Le 7, la table ronde entre le PC, ses alliés et l'opposition décide des élections libres pour le 6 mai 1990. Les 8 et 9: réuni d'urgence, le congrès du SED élit l'avocat Grégor Gysi à sa présidence. Le 16, le SED décide d'ajouter à son nom la mention: Parti du socialisme démocratique. Le 20, Kohl rencontre Modrow à Dresde. Le 21, François Mitterrand à Berlin-Est.

• **Bulgarie.** Le 11, Petar Mladenov annonce des élections libres avant la fin mai 1990 et l'abolition prochaine du rôle dirigeant du PC.

• **Tchécoslovaquie.** Le 3, l'opposition rejette le nouveau gouvernement à majorité communiste présenté par Adamec. Le 5, Urbanek, secrétaire général du PCT, annonce la réhabilitation des 500 000 communistes exclus après le "printemps de Prague". Le 7, Adamec démissionne et renonce à former un nouveau gouvernement; Marian Calfa est désigné à sa place. Le 8, accord entre le PCT et l'opposition sur la formation d'un gouvernement où les communistes seront minoritaires. Celui-ci est formé le 10 tandis que Gustav Husak, l'homme de la "normalisation" de 1968, démissionne de la présidence de la République. Le 11, début du démantèlement du rideau de fer à la frontière autrichienne. Le 20, le gouvernement appuie la candidature de Vaclav Havel à la présidence de la République.

• **Roumanie.** A Timisoara, le 19, les forces de l'ordre répriment sauvagement une manifestation d'opposants au régime réunis pour défendre le pasteur Ladislas Tokes; on parle de plusieurs centaines de morts. Toutes les frontières sont fermées. Le 21, Ceausescu est hué par la foule alors qu'il lui parle. Fuite du tyran le 22. Assassinat de Ceausescu le 23. Les nouveaux dirigeants s'appellent Iliescu, Roman, Mazilu...

Est-Ouest : l'exclusion du Sud ? Pour un "développement triangulaire"

par Cheikh Hamidou KANE et Jacques BUGNICOURT*

Les pays de l'Est et ceux du Sud n'ont-ils pas tout à gagner d'une coopération pour opérer les uns et les autres une véritable décolonisation créatrice d'humanité ?

La perspective historique apparaît fascinante, d'ouvrir un espace de démocratie de l'Atlantique à la Mer Noire, de créer un marché de 500 millions d'habitants et d'assurer les retrouvailles des diverses composantes de la culture européenne. Il y a tout lieu de croire que de nombreux dirigeants européens vont en faire l'un de leurs objectifs majeurs, au cours de la prochaine décennie.

Certes, on se trouve, actuellement, en pleine "estomanie", mode qui subira les caprices du temps. Il est probable qu'on sous-estime à l'extrême les difficultés que les pays de l'Est ne vont pas manquer de rencontrer, dans les années qui viennent... Ces considérations signifient simplement qu'il est, pour le Sud, quelques années, ou peut-être quelques mois, de tâtonnements et d'ajustements entre l'Ouest et l'Est, qu'il lui faut absolument mettre à profit pour ne pas être hors-jeu. L'essentiel, dans ce contexte, pour que ne s'affaiblisse pas l'appui dont le Tiers Monde et singulièrement l'Afrique ont besoin, est de mettre en évidence une idée forte: l'Est doit être solidaire de l'Ouest pour le

développement du Sud. Reste à donner un contenu à cette exigence.

L'Est et le Sud: intérêt partagé?

Non seulement parce que l'un et l'autre doivent convaincre l'Ouest de choisir le partenariat plutôt que la domination. Mais aussi parce que, d'un côté et de l'autre, s'imposent des formes de solidarité et de convivialité qui ne s'expriment pas nécessairement comme à l'Ouest. Et l'Est et le Sud, s'ils ont hâte de se libérer du totalitarisme, n'aspirent peut-être pas à se livrer, sans y regarder à deux fois, au mirage et à la domination du marché mondial. Au moment où "le FMI tend une main à l'Est, et l'autre au Sud" (Michel Camdesus, 19.02.90), qui ne voit que l'Europe orientale va partager avec nombre de pays du Tiers Monde, l'expérience, souvent amère, des *politiques d'ajustement*?

Sur un plan plus général, la faillite relative des modèles de "croissance socialiste" et de "développement", pourrait bien conduire le Sud et l'Est à la recherche commune de *modèles alternatifs*, que ce soit en matière économique, sociale, culturelle ou politique – c'est le sens, à la fois, d'une suggestion récente

* Chercheurs à l'ENDA (Environnement et Développement du Tiers-Monde), BP 3370, Dakar, Sénégal.

Cet article est paru dans IFDA Dossier 78. ANV remercie cet organisme qui l'a autorisé à reproduire cet écrit. International Foundation for Development Alternatives (IFDA): 4 place du Marché, 1260 Nyon (Suisse).

d'Ignacy Sachs et de l'aspiration de Michnik à une économie de marché à visage humain. (1)

Face à l'indispensable processus de "décolonisation" des pays de l'Est, l'expérience difficile du Sud ne pourrait-elle éviter, de surcroît, quelques illusions et quelques déconvenues? Ne pourrait-on, aussi, de part et d'autre, contribuer à la recherche de voies originales vers l'avenir?

Pour l'Ouest : une convergence positive

Les Européens (au moins de l'Ouest) ont un intérêt géopolitique à ce que l'Afrique "n'aille pas trop mal"; ce qui se passe à l'Est ne devrait pas estomper cette préoccupation. Une croissance des inégalités entre les deux "blocs" créerait une pression à l'émigration de plus en plus forte que les Européens auraient bien du mal à endiguer. Il est tout aussi clair que ces mêmes inégalités les conduiraient, par la force des opinions publiques et de lobbies divers, à subventionner sans fin la "pauvreté africaine". On peut même, raisonnablement, viser le long terme: un développement réel de l'Afrique constituerait un stimulant économique favorable.

Une démarche originale: le "développement triangulaire"

Les critiques nombreuses et souvent justifiées des politiques et pratiques du développement, ainsi que l'analyse lucide que l'on fait des erreurs et des limites des systèmes politiques du Sud, engendrent actuellement, d'une part, un pessimisme sérieux sur l'Afrique (voire le Tiers Monde en général), et, de l'autre, une prise de conscience: la nécessité de "coopérer autrement". Voilà une opportunité historique à ne pas manquer: penser les fondements d'une nouvelle coopération à partir de l'ouverture qui se dessine à l'Est, et

finalement exorciser le risque d'exclusion du Sud dans un "développement triangulaire".

Quelques illustrations possibles de cette démarche à trois:

- Faire apparaître le "Sud", ne serait-ce que sous forme d'une mention, dans les communiqués finaux des sommets européens, et l'"Est" dans ceux du Sud. Cela prouverait que l'on est attentif, à tous les niveaux, à penser le nouvel espace européen en relation avec l'espace "Sud".

- Engager des démarches systématiques d'information ou de sensibilisation des pays de l'Est aux problèmes du Sud (la nouvelle musique africaine serait un bon trait d'union entre les jeunes, surtout, qui vont peser d'un poids politique décisif!) (2) Les différentes institutions, nombreuses à l'Ouest et rares à l'Est, travaillant déjà sur les problèmes du sous-développement et de l'aide, pourraient constituer les points d'appui de ces réseaux de "sensibilisation". Mais il importe que la démarche, dès le début, s'opère en incluant le Tiers Monde.

- Explorer rapidement la possibilité pour les pays africains d'exporter à l'Est certaines denrées exotiques ou alimentaires dont leurs populations ont été longtemps sevrées (oranges, bananes, cacao...).

- Identifier des problèmes auxquels chacun est confronté. C'est le cas de la gestion quotidienne de l'environnement. Un autre exemple en est le *recyclage des déchets*... Même si la façon d'y faire face exige des approches pour une part spécifiques, des échanges intensifs pourraient être aussi organisés pour la lutte contre le sida: l'usage imprudent des piqûres et des transfusions semble, ainsi, provoquer des ravages importants en Roumanie tout comme en Afrique centrale.

La dimension francophone trouverait tout naturellement sa place dans la démarche. Dans les domaines de

la formation, du développement, de la culture, etc. Des échanges Est-Ouest d'économistes, de sociologues, d'anthropologues... ne vont pas manquer de prendre rapidement un grand essor: il serait dommageable que les francophones du Sud n'y prennent pas part dès le départ. Par exemple, des stages sur l'analyse de la société et de l'économie urbaine des grandes villes du Tiers Monde pourraient être organisés avec des Roumains, des Africains de l'Ouest et nombre d'institutions de Belgique, du Canada, de Suisse et de France... La démarche francophone ne doit pas seulement concerner les décideurs et les cadres des pays de l'Est, mais aussi, à travers les grands médias, de larges couches des populations. Les apports de l'Afrique à la "culture francophone" devraient alors constituer une dimension importante de cette sensibilisation.

D'un côté à l'autre du triangle: formes d'appui au Sud à travers l'Est

Des formules d'aventures conjointes devraient être multipliées, impliquant différents partenaires de la société civile de l'Est, de l'Ouest et du Sud.

L'Est pourrait apporter un appui en ressources humaines et particulièrement en personnel technique de complément pour des périodes de courte ou moyenne durée, par exemple en ingénierie ou en politique sanitaire. Certains pays du Tiers Monde pourraient aussi trouver avantage à importer de l'Est des machines et du petit outillage, peu onéreux, mais encore parfaitement opérationnels. La modicité des coûts dans certains de ces pays pourrait être mise à profit, dans le domaine de l'impression de livres et de documentation technique et pédagogique au profit du Sud.

L'imagination aidant, bien d'autres voies d'échange et de coopération Est-Sud pourraient être explorées... En dépit des ratés qui ne manqueront pas de se pro-

duire, ne pas engager l'Est dans cette direction constituerait sans doute une chance gâchée pour les pays africains, voire du Tiers Monde.



"De leurs épées, ils forgeront des socs de charrue" (Michée 4.3)

Ce badge, porté par les pacifistes indépendants de RDA à l'époque de l'installation des euromissiles, est toujours d'une grande actualité, au Nord comme au Sud.

Effort spécifique de développement de "Esto-Tiers Monde"

A l'intérieur des pays de l'Est, et de manière encore plus évidente en Union soviétique, il existe des disparités socio-spatiales, des poches de sous-développement et des peuples plus ou moins "menacés" ou, en tout cas, défavorisés par rapport aux perspectives d'avenir. Cela vaut, par exemple, pour un certain nombre de "groupes ethniques" du Caucase, pour certains peuples d'Asie centrale. Des situations analogues ne sont pas à exclure dans certains pays des Balkans. Une étape indispensable, à laquelle seraient associées des institutions du Sud, est d'identifier les peuples et les espaces

dont la situation connaît une précarité particulière. Des expériences utiles pour le développement d'autres parties du Tiers Monde y seront sans doute décelées. Mais la situation inverse est peut-être encore plus probable: un certain nombre de réalisations du Tiers Monde "classique" seraient utiles dans tel recoin du Caucase ou de l'Asie centrale. Un important travail de traduction et de diffusion est à organiser le plus rapidement possible. L'étape suivante serait, évidemment, la négociation de programmes de coopération avec des groupes et des peuples de l'Esto-Tiers Monde.

La dimension nouvelle qui s'offre à la démonstration, les perspectives de prospérité à l'horizon de dix ans pour une bonne partie des pays de l'Est, devraient avoir des retombées favorables dans le Sud. Il peut en être ainsi, mais une préoccupation majeure conditionne la réussite effective de cette nouvelle approche: qu'elle ne prenne pas l'allure d'une sorte de "plan Marshall" technocratique, qui accroîtrait finalement la dépendance économique et culturelle des pays "bénéficiaires".

La bataille doit, ainsi, se livrer sur deux fronts: inclure le Sud dans l'élan que va connaître l'Europe, et faire en sorte que cet élan reconnaîsse les différences et la diversité culturelle d'un avenir qui, si les uns et les autres le veulent, sera largement commun.

1. L'un des risques est, d'ailleurs, que les pays méditerranéens se situent dans le sillage de l'Europe, au sens large, et que l'Afrique noire et les autres pays du Tiers Monde soient pratiquement largués, avec ou sans consolations verbales.

2. Il y a d'autant plus à faire que l'image du Sud, telle qu'elle a été diffusée dans l'Est, est à rectifier : des perspectives, certes, de "libération des peuples", mais n'excluant, dans certains cas, ni l'exploitation économique, ni des attitudes xénophobes.

LES PROBLÈMES ÉCOLOGIQUES

Nulle part ailleurs qu'en Europe centrale, le problème de l'environnement ne préoccupe autant de gens. Le problème est vécu comme une affaire de survie. L'idée que, faute d'avoir pu détruire l'esprit de résistance, "ils" sont en train de détruire les conditions matérielles de l'existence est quelque chose que tout visiteur à Cracovie a pu entendre.

En Pologne, la pollution a atteint un stade où même les cures thermales risquent de vous faire plus de mal que de bien. Jan Winiecki dit que « dans certaines stations thermales comme Krynica l'eau que les gens boivent pour se soigner est si riche en plomb qu'elle est dangereuse pour leur santé ».

La cause principale de la pollution atmosphérique est l'industrie lourde, en particulier les centrales thermiques à lignite et les usines chimiques. L'anhydride sulfureux imprègne la terre de toute l'Europe centrale sous forme de pluies acides ou de brouillard. La priorité donnée aux industries lourdes dévoreuses d'énergie est telle que la RDA et la Tchécoslovaquie se situent respectivement au second et au troisième rang mondial pour la consommation d'énergie primaire par habitant. Les complexes sidérurgiques et charbonniers du sud de la Pologne (Nowa Huta, Huta Katowice) entrent dans la même catégorie. En 1977, la Tchécoslovaquie produisait annuellement une tonne d'acier par habitant, le double de la production des Etats-Unis! Elle produit également 649 kilos de ciment par habitant et par an, là encore, le double de la production américaine. Ce penchant stalinien pour le charbon et l'acier est la cause première du déclin économique du pays et des dégâts à l'environnement en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et en Pologne. Aujourd'hui, le marché est saturé d'acier bon marché produit en Asie et les pays du Comecon refusent toujours d'opérer les reconversions douloureuses entreprises par l'Europe occidentale ces dix dernières années. Comme l'explique le document de la Charte 77: «Ce que nous devrions exporter, ce ne sont pas des tonnes d'acier, mais notre talent et notre savoir-faire.» (p. 218-219).

Extrait du livre *L'autre Europe - Crise et fin du communisme*, de Jacques Rupnik, Editions Odile Jacob, Paris, 1990.

RDA : lever de rideau

par Karlheinz KOPPE*

Il n'est pas facile d'être militant non-violent en RFA, d'avoir travaillé pendant de nombreuses années à la démilitarisation des deux Allemagnes, et de constater aujourd'hui que le résultat des élections libres survenues le 18 mars 1990 en RDA laisse peu de place aux propositions faites par les mouvements pacifistes de RFA-RDA en matière de paix, d'économie et d'écologie. Ce qui est d'autant plus paradoxal que ce sont eux qui en RDA ont été les principaux moteurs de la chute du régime communiste.

Les grandes révolutions, en règle générale, ont été préconçues et préparées par quelques intellectuels, mais réalisées par des masses réprimées manquant de pain pour vivre. C'est la faim qui mène les révolutions au bout et au succès, et c'est la violence qui en est l'instrument (à l'exception de la "Glorieuse Révolution Anglaise" de 1688, qui se déroula sans verser de sang – raison pour laquelle certains historiens refusent de l'appeler "révolution"). Les idéaux et les bonnes intentions de ceux qui les avaient préconçues ont été, également en règle générale, très vite trahies par leurs auteurs mêmes ou par d'autres qui –sans avoir eu part aux événements– se mettaient en tête du mouvement déjà réussi. Bien connues sont les situations dans lesquelles les pères d'une révolution ont été dévorés par leurs enfants. En bref: ce n'était presque jamais les promoteurs d'une révolution qui en récoltaient les fruits, mais plutôt des profiteurs aux intentions tout autres.

C'est bien ce qui s'est passé en République Démocratique Allemande, dans la période du changement de régime du Parti Socialiste Unifié (Sozialistische Einheitspartei –SED), dont les premiers

ébranlements se dessinaient avec les élections communales manipulées de mai 1989 et qui prit fin avec les premières élections libres et démocratiques depuis presque 58 ans, le 18 mars 1990. Ceux qui avaient principalement contribué au changement de climat, les opposants des mouvements de paix, d'écologie et des droits de l'homme, en grande majorité engagés dans des paroisses de l'Église Évangélique, étaient pratiquement oubliés aux élections en mars: leur liste commune électorale Buendnis 90 (Alliance 90) ne recevait que 2,9% des votes. Le grand vainqueur était l'Union Chrétienne Démocratique (CDU), parti frère de la CDU de République Fédérale, qui fut pourtant en quelque sorte le partenaire coalitionnaire de la SED pendant quarante ans jusqu'à la dernière heure du régime. L'autre vainqueur était le nouveau Parti Social démocrate et –très loin– la Fédération Libérale, elle aussi étroitement liée avec l'ancien régime. L'ancien parti d'Etat réformé sous le nom "Parti du Socialisme Démocratique" (Partei des Demokratischen Sozialismus, PDS) recevait encore 16,33% des votes, donc beaucoup plus que le Buendnis 90. Et la nouvelle droite, l'Union Allemande Sociale (Deutsche Soziale Union –DSU) trouvait elle aussi davantage d'électeurs que le Buendnis 90, à savoir 6,32%.

* Militant non-violent depuis 1950 (SCI), président du Bureau exécutif de la section allemande de Pax Christi, directeur du Centre d'Informations et de Recherches sur la Paix (Bonn), et membre du SPD.

Tout ceci signifie que la grande majorité de la population de RDA ne veut plus rien savoir de ces quelques centaines de leur concitoyens et concitoyennes, qui se sont opposés plus ou moins ouvertement depuis presque vingt ans au régime et souffraient de dures peines d'emprisonnement, d'interdiction d'exercer leurs professions, ou d'expulsion. Ils s'étaient engagés pour une société démilitarisée, pour une économie à dimension humaine et écologique. Ils rêvaient de voir la RDA se réformer et donner l'exemple à d'autres sociétés, non seulement à l'Est, mais aussi et surtout à l'Ouest, à commencer par la République Fédérale. Mais les électeurs n'ont rien voulu entendre, ils n'avaient qu'un seul but: se faire rattacher à la RFA, disposer le plus vite possible de Deutsche Mark, à tout prix –même à celui du chômage massif.

Une des preuves les plus éclatantes en fut la composition des populations qui à partir de l'été 1989 prenaient la route de Prague et de Budapest pour fuir en RFA: des jeunes surtout, sans grand idéal politique, abandonnant femmes et enfants, déclarant qu'ils voulaient élire le CDU et les groupements de droite. Les réformes ne les intéressaient nullement, ils voulaient consommer, avoir des voitures, mener une vie aisée.

La révolution récupérée par ceux qui ne l'ont pas faite

Paradoxe curieux: les plate-formes électorales pour le 18 mars du PDS et du Buendnis 90 étaient très similaires et c'étaient les seules qui méritaient d'être appelées "progressistes" et "réformistes". Pour le reste, à l'exception de quelques groupuscules de gauche, les plate-formes étaient plus ou moins des copies des partis ouest-allemands. Le changement dans le changement se produisait déjà en novembre 1989, quelques jours après l'ouverture du mur à Berlin et de la frontière interallemande. Aux manifestations de Leipzig,

qui dictaient en quelque sorte la course des événements, on scandait jusqu'à ces jours en effet "réformes", "démocratie" et surtout "Wir sind *das* Volk" (Nous sommes le peuple). Mais de plus en plus on entendait un autre cri: "Wir sind *ein* Volk" (Nous sommes un peuple *uni*). A certain moment, on aurait pu croire que les deux tendances allaient passer aux voies de fait. Mais les réformistes, partisans de la non-violence, durent céder la place aux nationalistes, ceux-là mêmes qui n'avaient pas bougé pendant des années, et qui auraient été satisfaits si seulement le régime de Honecker leur avait donné des cars et des biens de consommation de luxe (et qui, bien entendu, se pressaient après la chute du régime pour déclarer qu'ils avaient été toujours contre).

Cela vaut d'ailleurs la peine de rappeler que le 17 juin 1953 les ouvriers de Berlin Est, qui tentèrent de se révolter contre le régime d'Ulbricht, avaient une conscience bien différente: ils voulaient un socialisme à visage humain, une vraie démocratie sociale. Mais avec des conditions de vie quotidienne qui se sont malgré tout améliorées en RDA et avec l'érosion du système d'économie planifiée, cette conscience s'est perdue et ne fut réactivée par les groupes du mouvement de paix que dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

Il semble donc que les sociologues avaient raison, qui avaient toujours dit que le niveau de conscience de la population de la RDA, contrairement à ce que l'on supposait, n'était en rien plus développé que celui de la population de la RFA. Il était marqué à la fois par l'uniformité du régime et par la télévision de RFA. C'était d'ailleurs l'opinion des partis politiques traditionnels de RFA depuis toujours, qui pour cette raison ne misaient pas du tout sur les forces d'opposition, mais plutôt sur une évolution lente dans toute l'Europe de l'Est, suivant la politique de "perestroïka" mise en route par Michaïl Gorbatchev. A l'exception du Parti

Vert (Die Gruenen), qui établissait dès le début des contacts étroits avec les groupes d'opposition en Allemagne de l'Est et les encourageait à envisager des réformes plutôt qu'un "Anschluss" pur et simple à la RFA (le mot "Anschluss" est corrompu depuis l'annexion par Hitler de l'Autriche au Reich en 1938), tous les autres négligeaient de soutenir ces groupes par peur de provoquer le régime. Ces réserves s'avéraient particulièrement tragiques pour le SPD de RFA, qui poussait le dialogue avec la SED, bien qu'en utilisant ces "bonnes relations" pour intervenir en faveur de ceux qui étaient emprisonnés ou réprimés d'une manière ou d'une autre. Ceci n'empêchait pas les jeunes qui s'assemblaient clandestinement dans les églises à Berlin, à Leipzig et ailleurs, de se sentir trahis avant tout par les socio-démocrates.

Il est pourtant vrai, et il faut bien le dire, que virtuellement personne – et les opposants à Berlin Est les derniers – ne croyait jusqu'en automne 1989 que le régime allait s'écrouler en quelques semaines. On ne peut et doit donc en rien reprocher aux uns et aux autres d'avoir mal évalué l'évolution en Europe de l'Est et en URSS particulièrement, ce qui explique l'impuissance avec laquelle on a réagi des deux côtés après le 9 novembre.

On peut donc en conclure que les groupements d'opposition dans la RDA jouaient pendant les événements un rôle beaucoup moins important qu'on ne pouvait supposer. Ils ont été un moment la force motrice, le levain, mais le régime devait finalement capituler devant les masses anonymes, devant les centaines de milliers de personnes qui abandonnaient la RDA, d'autant qu'il ne pouvait plus compter sur son allié de toujours, l'Union Soviétique. C'est sans doute Michaïl Gorbatchev qui a décidé du sort de la RDA. Les mouvements sociaux avaient pour une période assez brève la chance de déterminer la forme sous



laquelle le changement devait se produire. Leurs représentants furent admis, même invités à entrer dans le gouvernement transitoire de Modrow (l'un des rares hauts fonctionnaires de l'ancien parti qui jouissait d'une certaine popularité) et ont joué un rôle essentiel à la "table ronde" qui définissait les premières mesures à prendre après le 9 novembre, notamment la dissolution du "Stasi" (Staatssicherheitsdienst –service de sécurité d'Etat), le remplacement des cadres communistes et l'organisation des élections libres de la Chambre du Peuple (Volkskammer). A ce moment il était encore question d'un développement autonome, d'une sauvegarde de quelques acquisitions sociales et surtout d'une "confédération" des deux Etats allemands. M. Modrow parlait –sans être contredit à la Table Ronde– d'une "Vertragsgemeinschaft" (communauté contractuelle), mais tous ont été très vite surpris par ceux qui voulaient le rattachement inconditionnel à

la RFA, le chancelier Kohl n'ayant pas besoin de se presser ou de dicter ses conditions. La vente totale d'un Etat en faillite avait commencé. Au 1er juillet 1990, la RFA achetait le territoire de la RDA avec toute sa population à un prix ridicule. Les vraies intentions des initiateurs et promoteurs d'un changement politique en Allemagne de l'Est étaient oubliées. Le mouvement de paix y est désormais réduit à une dimension comparable à celle du mouvement de paix à l'Ouest de l'ancienne ligne de démarcation qui divisait non seulement l'Allemagne et Berlin, mais l'Europe et tout un monde.

La place des Églises dans la vie politique

Qui étaient ce mouvement et ces groupements qui croyaient détenir la clef du renouvellement de la société pendant le procès de la détente entre les deux blocs ? Il y avait, bien entendu, toujours une opposition politique contre le régime, d'abord d'Ulbricht et d'Honecker ensuite. Elle se recrutait au sein du parti même (Havemann, Bahro et autres) et fut brutalement écrasée. Une opposition d'un type nouveau a commencé à s'organiser après la signature de l'Acte d'Helsinki, qui donnait forme au système de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), en 1975. Des groupements se formaient, qui revendiquaient les droits que cet Acte paraissait leur conférer. Ceci se passait dans tous les pays de l'Europe de l'Est, la RDA n'étant aucunement une exception. Leurs membres étaient des socialistes réformistes, mais de plus en plus des jeunes indépendants, notamment dans les milieux chrétiens, et parmi eux – comme partout dans le monde – des étudiants, des artistes, des chansonniers. Un jeune ouvrier y était plutôt l'exception.

Comme l'Acte d'Helsinki le stipule, ils se concentraient sur les mêmes chapitres: détente et désarme-

ment, réformes sociales et économiques visant une "société solidaire", échanges internationaux et liberté de voyager (et par là le droit de quitter la RDA), politique écologique. Les membres de ces groupes, qui nécessairement devaient agir avec un minimum de coordination, s'assemblaient soit dans des appartements privés, soit dans des maisons appartenant à l'Église Évangélique et de plus en plus dans les églises mêmes. A première vue, ceci n'a rien de surprenant, car la grande majorité des Allemands de l'Est appartient au Protestantisme. L'Église Évangélique pratiquait une "solidarité critique" envers l'Etat, ce qui l'amena d'une part également à ne pas provoquer le régime par un soutien ouvert aux mouvements de paix ou écologistes, mais d'autre part à protéger ceux-ci aussi bien que possible. Elle bénéficiait du fait que l'Action Réconciliation/Service de Paix (Aktion Sühnezeichen/Friedensdienste) pouvait officiellement travailler en la RDA et coopérer avec son homologue dans RFA. Bien qu'également tenue de respecter les limites fixées par l'Etat, beaucoup de contacts s'étaient blissaien grâce à cette organisation. Avec la "perestroïka", les groupes commençaient à se coordonner et à coopérer. Dès 1985 se constituait l'Initiative pour la Paix et les Droits de l'Homme (Initiative für Frieden und Menschenrechte) qui recevait des impulsions des mouvements analogues en Pologne et en Tchécoslovaquie (Charte 77). Dans la plupart de ces groupes, dominaient des objecteurs de conscience, qui n'étaient pas reconnus par le régime. Leur seule chance, s'ils ne voulaient pas aller en prison, était de servir dans les "Baukompagnien" (compagnies de bâtiment). Mais tous se réclamaient de l'idée de non-violence et de défense civile. C'était dans leurs rangs que la conception de la "sécurité commune" prenait forme, pour être finalement propagée par l'Église. La Gethsemanekirche et la Sophienkirche devenaient des centres d'opposition les mieux connus et les plus surveillés par la Stasi. C'est là que la "librairie sur l'envi-

ronnement" fut organisée et que, en février 1988, quelques membres éminents comme Bärbel Bohley, Stefan Krawczyk, Freya Klier, Vera Wollenberger et d'autres furent arrêtés et expulsés. Des incidents similaires se produisirent à travers toute la RDA.

Le point culminant fut atteint le 7 mai 1989 quand les élections communales furent manipulées. Le régime laissait là passer sa dernière chance d'entamer enfin des réformes. Les protestations se multiplient alors de jour en jour. L'exode en masse commence –par la Tchécoslovaquie, par la Hongrie, par la Pologne. Le régime n'ose plus intervenir par la force. Les groupements réformistes sortent de plus en plus de la clandestinité. En septembre, le Neues Forum (Nouveau Forum) se constitue (à nouveau dans une église), un peu plus tard, le mouvement Demokratie Jetzt (Démocratie Maintenant). Leurs demandes d'être enregistrés et reconnus officiellement est toujours refusée, mais ils peuvent continuer à agir. Le 7 octobre, Honecker apparaît pour la dernière fois en public, pour la commémoration du quarantième anniversaire de la proclamation de la RDA. Son invité d'honneur, Michail Gorbatchev, lui dit: "Celui qui arrive trop tard, sera puni pour la vie". Le 18 octobre, Erich Honecker est destitué et remplacé par Egon Krenz. Le centre de protestation est désormais à Leipzig. Depuis des années, des "prières pour la Paix" ont eu lieu à la Nikolaikirche. D'abord des centaines, plus tard des milliers de personnes s'y rassemblent. Le 9 octobre, plus de 70 000 manifestants se trouvent devant l'église. Le régime va-t-il intervenir comme en Chine? Non –la non-violence est à l'ordre du jour. Dès lors les événements se précipitent. Le 4 novembre plus d'un million de personnes manifestent contre le gouvernement et le parti à Berlin-Est. Le 7 novembre, le gouvernement se résigne. Le réformiste Modrow forme un nouveau cabinet. A minuit, dans la nuit du 9 au 10



Dans l'Espresso du 25 novembre 1983, Michelle Georges écrivait qu'en RFA, pour se former à la désobéissance civile, dans le cadre de la lutte contre les euromissiles, "on dévore les œuvres de Gandhi, de Martin Luther King et de Henry-David Thoreau (1817-1862), un écrivain américain qui, pour protester contre l'esclavage, avait inventé la grève de l'impôt". Rien de plus vrai!

Une conséquence de ce phénomène fut la volonté de sensibiliser les populations des pays de l'Est sur l'action non-violente. C'est pourquoi un groupe non-violent de Berlin-Ouest a réalisé un livre de 175 pages entièrement consacré aux luttes non-violentes. Cet ouvrage (photo ci-dessus) a été publié en 1987. Il a connu très vite plusieurs rééditions. Ecrit en trois langues, il a été largement diffusé au lieu stratégique de Berlin-Ouest, Checkpoint Charlie. Ce livre a beaucoup contribué à la formation des militants non-violents qui passèrent à l'action dans les pays de l'Est durant l'automne 1989.

novembre, le parti ouvre pour la première fois depuis 1961 le Mur de Berlin. La fin de la division de l'Allemagne s'annonce.

Où en sont aujourd'hui les mouvements pour la paix, les droits de l'homme et l'écologie? Le Buendnis 90 (la traduction du mot "Buendnis" en "alliance" est trompeuse, puisque les partis conservateurs autour de la CDU se sont donné le nom "Allianz" aussi), dans lequel le Nouveau Forum, l'Initiative pour la Paix et les Droits de l'Homme et le mouvement Démocratie Maintenant se sont ralliés, ne joue plus, en tant que parti politique au niveau national, un très grand rôle, même s'il coopère avec le Parti Vert et d'autres groupements de gauche. Il n'est pas certain qu'il ait la barre des 5% nécessaires pour entrer au Bundestag (si cette règle est confirmée pour les premières élections panallemandes) (1). S'il a encore une chance, celle-ci se présente au niveau local, où des conflits aux enjeux bien différents apparaîtront; chômage, appauvrissement général, destruction de l'environnement, diffamation des ouvriers non-allemands, activités néonazies et ainsi de suite. Sur ce plan, il peut peut-être encore compter sur le soutien des Eglises, mais certainement plus au plan national, étant donné que les Eglises passeront très vite dans le camp conservateur.

A peu près cinquante pasteurs se sont engagés dans les partis traditionnels, la plupart dans le Parti socio-démocrate (le nouveau président inclus). L'un des militants de la première heure, le Pasteur Eppelmann, est devenu président d'un petit parti "Demokratischer Aufbruch" (Départ Démocratique) qui fait partie de l'alliance conservatrice. Il est considéré par ses anciens compagnons du mouvement de paix comme "Wendehals" ("tourne-cou", c'est-à-dire opportuniste, "tourne-veste"), au même titre que tant d'anciens fonctionnaires du régime qui se prétendent aujourd'hui démocrates. Mais son passé intègre (il est objecteur de conscience) et son ralliement à la droite lui valurent le

poste de ministre de la Défense qu'il a transformé en "Ministre de la Défense et du Désarmement". Notons quand même qu'il a introduit immédiatement une loi sur l'objection de conscience et un service civil qui est considéré comme plus adéquat que les lois de RFA à ce sujet.

L'Église évangélique n'a plus besoin de ces militants réformistes. Et l'Église catholique ne les a jamais beaucoup appréciés. Pendant que l'Eglise évangélique pratiquait sa "solidarité critique", les évêques catholiques s'abstenaient politiquement et ne se préoccupaient que de la sauvegarde du culte, ce qui leur permet aujourd'hui de dire qu'ils n'avaient jamais reconnu le régime. Les quelques catholiques politiquement éveillés, rejoignaient, là où ils en avaient la possibilité, les groupes protestants. La constitution des groupes de base Pax Christi n'était pas admise, même pas à l'intérieur des paroisses. Les seules activités catholiques laïques se faisaient dans la Commission Episcopale Justice et Paix. Mais, bien entendu, quand la Table Ronde a été instituée, les évêques se sont précipités pour y être représentés.

Telle se présente aujourd'hui la réalité pour ceux qui ont sacrifié leurs meilleures années pour changer la société et la mentalité de ceux qui la composent. Mais, bien que la non-violence qui caractérisait les "révolutions" en Europe de l'Est (à la malheureuse exception de la Roumanie) ait été plutôt l'effet de l'impuissance des représentants des régimes post-staliens et du nouveau climat à Moscou que le résultat d'une stratégie non-violente du mouvement de paix, il en reste quand même un potentiel pour l'avenir.

De concert avec les mouvements de paix d'autres pays, notamment d'Allemagne de l'Ouest, de Hongrie, de Pologne et de République Tchèque et Slovaque Fédérative (CSFR), les divers groupements peuvent et doivent continuer à éveiller les consciences sur la

nécessité de démilitariser nos sociétés, de rétablir une écologie saine, de sauvegarder les droits de l'homme non seulement en Europe, mais aussi et surtout au Sud.

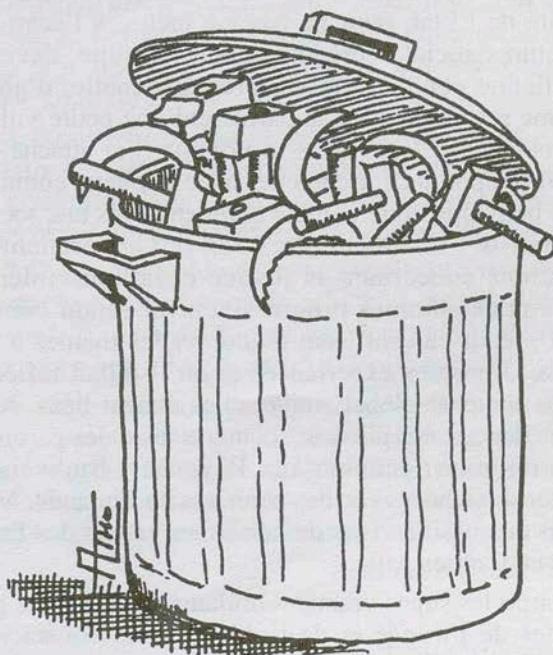
Il convient de ne pas ignorer non plus que, pour les mouvements de paix et d'écologie en Allemagne de l'Est, la situation a changé aussi. Le mouvement non-violent visait avant tout la démilitarisation des relations Est-Ouest et l'organisation d'une défense civile (en 1988 le *Bund für Soziale Verteidigung* –Fédération pour la Défense Sociale– fut constitué par la plupart des mouvements de paix et parmi eux *Pax Christi*).

Un motif pourtant, à savoir l'institution d'une alternative à la sécurité dans les relations Est-Ouest, paraît désormais obsolète, bien que la démilitarisation de l'OTAN ne fasse de progrès que très lentement. L'argument qu'un Etat a besoin de forces armées pour démontrer sa souveraineté aussi bien vers l'extérieur que vers l'intérieur, prend déjà le pas sur l'ancien argument que ces forces n'étaient nécessaires qu'à la dissuasion envers les armées du Pacte de Varsovie et de l'URSS en particulier.

Le mouvement de paix qui avait toujours pensé qu'avec la détente et en surmontant la confrontation idéologique le désarmement total et la démilitarisation des sociétés seraient acquises ou au moins proches, doit maintenant repenser ses positions. La partie n'est nullement gagnée ; l'accent pourtant doit être mis sur la violence et l'emploi potentiel des forces militaires à l'intérieur des sociétés, bien que des conflits régionaux, notamment dans les Balkans, paraissent immédiats. Et, d'autre part, quel serait le rôle de l'Europe face aux conflits armés dans le Tiers Monde ? Mais indépendamment de toute considération sur les forces armées et la non-violence, le mouvement de paix ne peut pas ignorer que la sauvegarde de la paix devient de plus en plus une question de transformation des relations économiques (aussi bien dans les relations

internationales qu'à l'intérieur des sociétés), ainsi que d'amélioration de l'écologie du globe tout entier.

(1) Après un accord intervenu en juillet 1990, un minimum de 3 % des voix est désormais requis pour l'entrée des petits partis politiques au Bundestag, lors des élections panallemandes qui auront lieu en décembre 1990 (NDR)



Témoignage de RDA

Interview de Annette FLADE*

A.N.V. : Pouvez-vous nous dire comment vous êtes venue à votre engagement politique ?

Annette Flade : Mes engagements sont très liés à ma biographie personnelle. Venant d'une famille non-chrétienne, j'ai toujours été préoccupée par la question de savoir ce que cela signifie d'être chrétienne dans la vie ordinaire, quotidienne, et en particulier dans notre société. Déjà pour mes études, j'avais pris la décision de ne pas choisir une faculté de l'Eglise, mais une université de l'Etat, pour ne pas me mettre à l'écart des structures sociales prédominantes. Ensuite, devenue chrétienne pendant ma vie professionnelle, d'abord comme responsable de la paroisse d'une petite ville et de quelques villages dans le Prignitz, j'ai attaché une grande importance à chercher avec les gens comment nous pouvions vivre comme chrétiens dans une société "socialiste". C'étaient alors eux qui apportaient les questions concernant la justice et la non-violence. Nous nous sommes progressivement rendu compte qu'il n'était pas suffisant d'aborder les thèmes à travers nos propres expériences et qu'il fallait réfléchir sur le contexte global auquel elles étaient liées. Nous avons donc établi plusieurs contacts avec des paroisses d'autres pays: Emmen aux Pays-Bas, Budweis en Tchécoslovaquie, avec des chrétiens en Finlande. Nous avons eu aussi la visite de personnes venant des Etats-Unis et d'autres pays.

Parmi les sujets vraiment brûlants, il y avait les problèmes de l'armée et de l'objection de conscience.

* Femme pasteur, déléguée du "Nouveau Forum" et chargée de cours à Postdam dans un centre de formation pour l'assistance sociale.

Vous savez que chez nous il n'existait pas de service civil et social au service de la paix. Là aussi, nous avons cherché à comprendre comment nos questions étaient liées aux problèmes de la militarisation dans le monde entier. Que signifie l'armement, qui est-ce qui en profite, aux dépens de qui? Que pouvions-nous faire pour qu'on aille dans la direction d'une démilitarisation sur le plan mondial ?

A.N.V. : N'étiez-vous pas critiquée parfois d'aborder des sujets politiques ?

Annette Flade : Naturellement. Dans la paroisse, c'étaient les traditionnalistes qui s'en plaignaient. Mais les jeunes nous pressaient de les aider à réfléchir sur les décisions si difficiles qu'ils devaient prendre. Plusieurs d'entre eux décidèrent par exemple de ne pas obéir au rappel des réservistes, ce qui signifiait d'accepter la prison et ensuite des inconvénients importants dans la vie professionnelle. Là je ne savais vraiment pas si je devais en être fière. Car ce n'était pas moi qui subissais ces dures conséquences! Nous pouvions seulement manifester notre solidarité envers les familles et les jeunes.

Nous avons donc organisé des séminaires sur le problème du militarisme, dans ses dimensions universelles. Moi-même j'ai pensé pendant longtemps qu'il fallait quand même concevoir une forme de défense pour protéger les acquis de notre pays, une défense certes différente de celle que préconisait l'Etat.

A.N.V. : Avez-vous alors pris connaissance des concepts alternatifs discutés dans le mouvement de paix en Allemagne de l'Ouest, par exemple de la défense civile non-violente ?

Annette Flade : Oui, nous avons réfléchi sur ces idées que nous apportaient des groupes de l'Allemagne de l'Ouest, notamment le mouvement "Ohne Rüstung leben" (Vivre sans armement). Mais comme cela nous apparaissait très loin pour notre pays, nous avons surtout soutenu les revendications pour le droit à un service civil de paix. Nous savions que dans les grandes villes, il existait des groupes mieux informés et qui allaient plus loin dans leur engagement, par exemple "L'Initiative pour la Paix et les Droits de l'Homme". Parfois nous avons pu nouer des contacts personnels avec eux, surtout quand nous sommes venus à Postdam, où mon mari a pris la responsabilité d'une paroisse. A la campagne, on était plus limité en ce qui concerne les communications; pourtant elles se faisaient aussi.

A.N.V. : *Quelle a pu être l'importance de ces nombreux petits groupes de réflexion en RDA pour les événements survenus en automne 1989 ?*

Annette Flade : D'abord ils ont beaucoup contribué à développer une prise de conscience des problèmes autour de nous. Il apparaissait de plus en plus clairement qu'il y avait chez nous une nécessité urgente de changements. Quand la situation s'est soudainement dramatisée durant l'été 89, ils se sont enfin manifestés en public. Pour cela, il a fallu le concours de différents facteurs: la politique de Gorbatchev, sa visite à Berlin, l'émigration massive des citoyens de la RDA, après l'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche. La vitesse de l'évolution politique fut cependant inattendue pour nous. Nous étions complètement surpris par la quantité de personnes qui soudain s'adressèrent à nous en disant: "Ce que vous faites est formidable, nous voulons vous rejoindre!" Après la fondation du "Nouveau Forum", les 9-10 septembre, où je me suis tout de suite beaucoup engagée, nous avons travaillé d'abord comme des conspirateurs, en nous demandant tous les jours si nous allions être arrêtés par la police secrète. Et puis notre église est devenue un centre où se tenaient des réunions d'information. Les semaines de fin septembre et d'octobre, ont

Quatre demandes urgentes ont été adressées aux Eglises protestantes de RDA, le 9 octobre 1989. Cette démarche a été conçue, au plus fort des événements, par de hauts responsables des Eglises protestantes réunis à Berlin. Ces quatre demandes ont été reprises et discutées par de très nombreux médias de RDA.

Quatre demandes urgentes:

1. Nous prions instamment toutes les citoyennes et tous les citoyens de pratiquer immédiatement sans peur leur liberté d'opinion, pour que s'engage le débat sur notre avenir.
2. Nous demandons au gouvernement de la RDA de faire des démarches crédibles pour que soit trouvé un consensus large pour une perspective démocratique et socialiste d'un état de droit en RDA.
3. Nous demandons instamment aux forces de l'ordre et de la sécurité de se retenir, face à l'impatience des citoyens critiques qui se manifeste dans les rues, pour que soient évités des dégâts irréparables.
4. Nous demandons aux gens inquiets de notre pays de renoncer à présent aux manifestations non autorisées, afin que les responsables politiques ne puissent dire qu'ils ne se laissent pas forcer la main pour les changements nécessaires.

Berlin, le 9 octobre 1989

Signataires: Forck, Albani, Barthel, Cynkiewicz, Eppelmann, Bedner, Furien, Hülssmann, Kopp, Krätschell, G.Krusche, Giesbart, Mangliere, M.M.Pessauer, Paitelkau, Reiher, Schröter, Stolpe, Widrat.

été pour nous, malgré les angoisses et les épuisements, tellement belles que nous ne les oublierons jamais.

Les médias ont surtout rapporté ce qui s'est passé à Leipzig (nous avons vécu à Postdam des choses semblables). Un soir, le 3 octobre, pendant une réunion de prière, nous fûmes encerclés par la police secrète et ses groupes de combat bien équipés. Alors nous nous sommes directement adressés à eux pour engager des négociations en vue d'éviter la violence. Il y eut des moments, des heures entières, d'une extrême tension. Je crois vraiment que c'est grâce à notre engagement personnel, mais aussi à celui de certaines personnes de l'autre côté, que nous avons pu éviter l'escalade. Ces expériences ont renforcé notre courage pour continuer, pour aller plus loin. Peut-être aurions-nous pu arriver ainsi à des changements vraiment révolutionnaires. Mais il y a eu, le 9 novembre, l'ouverture du mur de Berlin, et cet événement a signifié un tournant décisif. Ce qu'on a nommé révolution douce, ou révolution non-violente, a été arrêté.

A.N.V. : Etes-vous très déçue du tournant qu'ont pris les événements ?

Annette Flade : Cela a été difficile pour nous. Avec l'invasion du monde occidental, les gens se sont intéressés à autre chose. Ils veulent vite vivre mieux – c'est justifié ! Mais il ne suffit pas de concevoir le mieux-être seulement matériellement, économiquement !

Il a fallu se rendre compte que nous avions bien vécu une phase révolutionnaire, mais pas encore une révolution. Je pense que l'élément le plus positif en a été la non-violence.

Maintenant j'appartiens de nouveau aux marginaux, à ceux qui insistent sur certaines questions que la majorité ne veut plus entendre. Mais on ne peut pas oublier que des petits groupes de gens, se sentant concernés par les problèmes de leur société, sont deve-

nus les catalyseurs d'un mouvement révolutionnaire. C'est cette expérience personnelle qui m'aide à résister contre la résignation.

Le potentiel d'hommes prêts à réfléchir sur les problèmes pour faire les prochains pas n'est jamais très grand. Mais ces minorités ont une chance. C'est peut-être cela que nous devons transmettre aux prochaines générations. Quand quelques personnes commencent à parler ensemble sur ce qui les préoccupe, le vent de l'espérance souffle.

A.N.V. : Comment voyez-vous votre engagement au "Nouveau Forum" aujourd'hui ?

Annette Flade : Nous voulons développer les possibilités de vie démocratique, à notre façon, en travaillant à partir des initiatives venues de la base. La grande question est: allons-nous être complètement envahis par les structures du capitalisme libéral, ou pourrons-nous construire quelque chose par nous-mêmes ? L'unification ne nous préoccupe pas seulement par rapport à l'avenir de notre pays, par rapport aux craintes des pays voisins, mais aussi par rapport aux pays du Tiers Monde. Vont-ils être encore plus marginalisés maintenant ?

Notre ambition est précisément que certains sujets ne soient pas passés sous silence.

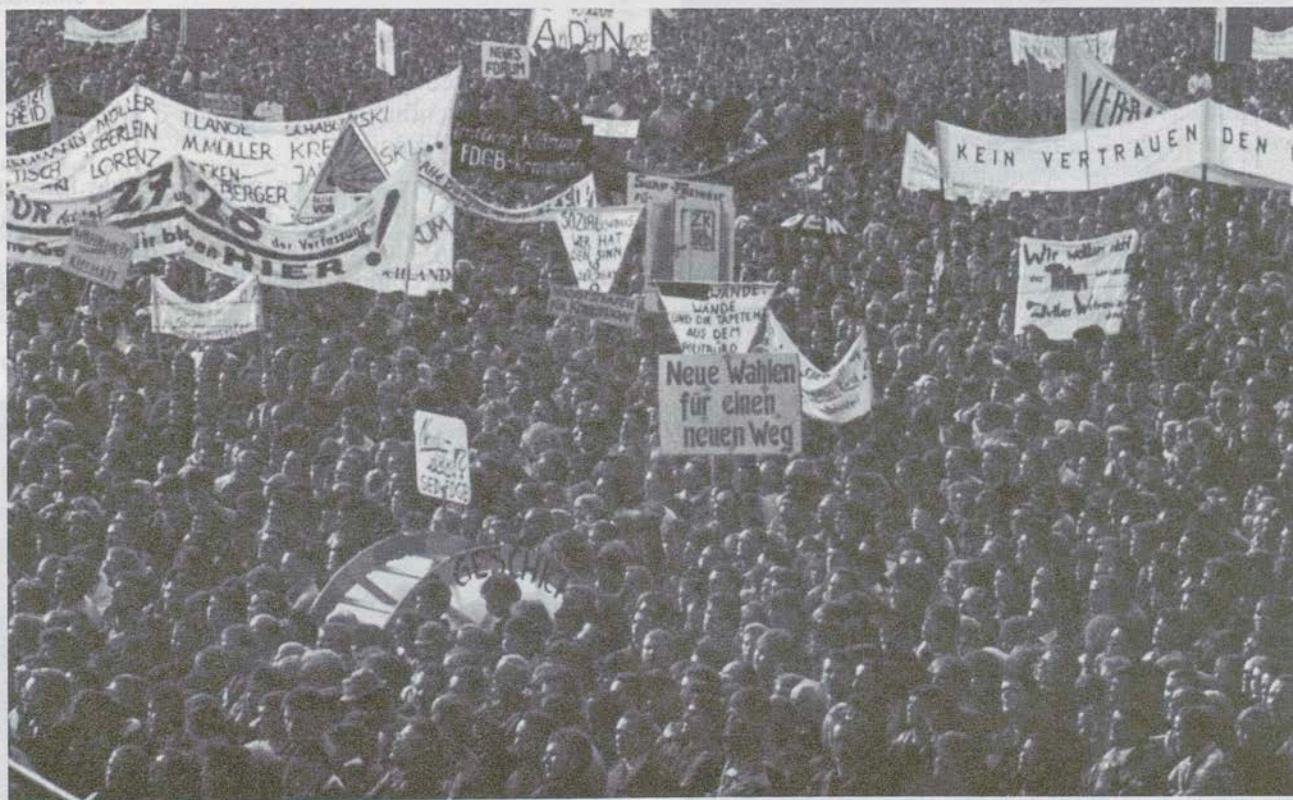
A.N.V. : Pouvez-vous nous dire encore quelque chose sur le rôle de l'Eglise protestante pour le mouvement non-violent dans votre pays ?

Annette Flade : C'est un sujet que je voudrais aborder de façon critique envers moi-même. Il est incontestable que les nombreux groupes de base qui se sont réunis sous notre toit ont fait un travail de réflexion et d'information très important. Il est certain, ces derniers temps, que l'Eglise a en général très bien utilisé ces capacités. Je le dis sans restriction. Mais quand on vit et travaille à l'intérieur de cette institution, on sait qu'il ne convient pas de tout montrer sous

un jour favorable. A vrai dire, notre appréciation des réalités a été longtemps insuffisante, et pendant des années, nous n'avons pas assez profité des possibilités que nous conférait notre statut privilégié. En regardant en arrière, en réfléchissant sur mes propres expériences, je pense que nous n'avons pas toujours fait tout notre possible, pour aborder les sujets critiques, pour prendre clairement position. Le plus souvent, nous sommes restés dans notre cadre qui nous permettait de nous en tirer assez bien, nous arrêtant là où

l'engagement pouvait devenir réellement risqué pour nous. Si aujourd'hui on nous fait des compliments, je dis : Attention ! D'avoir aidé à faire avancer les choses en prêtant notre temps et nos locaux, cela a été pour nous la tâche la plus naturelle. D'autres, ceux qui ont vraiment pris des risques et subi des injustices, ont certainement fait beaucoup plus que nous en tant qu'institution !

*Propos recueillis par Ina Ranson,
le 3 mars, à Postdam.*



RDA. — Le mouvement de contestation va partir de Leipzig où, chaque lundi, les veillées de prières pour la paix se terminent en manifestations de rue, jusqu'à Berlin où il y aura plus d'un demi-million de personnes le 4 novembre.

La révolution roumaine à l'épreuve de l'objectivité

par Sylvie BLÉTRY*

Fin décembre 1989, toute la presse occidentale a colporté des mensonges au sujet des événements survenus en Roumanie. Qui a manipulé les faits, et pourquoi ?

A défaut de printemps des peuples, les Roumains se sont offert en 1989 un inestimable cadeau de Noël: le renversement de Ceausescu. Cadeau surprise, qui a pris au dépourvu les spectateurs tout autant que les acteurs, en pleine improvisation.

Le 23 novembre encore, le régime dictatorial venait de réaffirmer sa force et de prouver sa santé, au Congrès du Parti. Plus que jamais, des Roumains, avec un humour désabusé, se qualifiaient eux-mêmes de "pingouins", mimant leurs applaudissements forcés et déshumanisants au "Conductor".

Les premières émeutes, à Timisoara, le 16 décembre, sont apparues spontanées et populaires aux yeux de l'Occident, comme sans doute pour nombre de Roumains. Les événements des jours suivants, principalement à Bucarest, semblaient constituer leur suite logique. La population était sortie de sa torpeur et luttait pour sa liberté.

Dans ce contexte, les premiers chiffres des victimes de la répression ne surprirent personne. Ils achevaient de déconsidérer le régime. Mais ils ont aussi certainement favorisé la mise en place du nouveau gouvernement: même s'ils n'ont pas été dictés par lui, ils ont

contribué à renforcer son image providentielle et à accentuer le sentiment de l'urgence d'une reprise en main solide et organisée.

Plusieurs mois après, on peut tenter de faire une analyse des exagérations et des informations mensongères qui ont accompagné, pendant toute la Révolution, son compte-rendu dans la presse occidentale. Et se demander à qui, en définitive, elles étaient censées profiter.



Dimitru Mazilu, Ion Iliescu et Gelu Volcan à la première réunion du Front de salut national, le 22 décembre 1989.

* Professeur certifiée, docteur en histoire.

Les faits

Faut-il les rappeler ? Qui ne se souvint de l'annonce par les médias des "massacres" – plus de 4 000 victimes – à Timisoara, et de la découverte d'un gigantesque charnier. Le 27 décembre, en guise de bilan total, on avançait jusqu'à 70 000 morts et 300 000 blessés dans toute la Roumanie. Qui prêtait alors attention à la mise en garde de Bernard Kouchner qui, dès le 26 décembre, annonçait depuis Bucarest le chiffre d'environ 700 tués au total, dont 350 pour la capitale de Roumanie ?

La télévision roumaine fournissait en direct les seules images disponibles, semblant bien confirmer les chiffres les plus fous. Images du "charnier" de Timisoara, images de combats acharnés dans Bucarest...

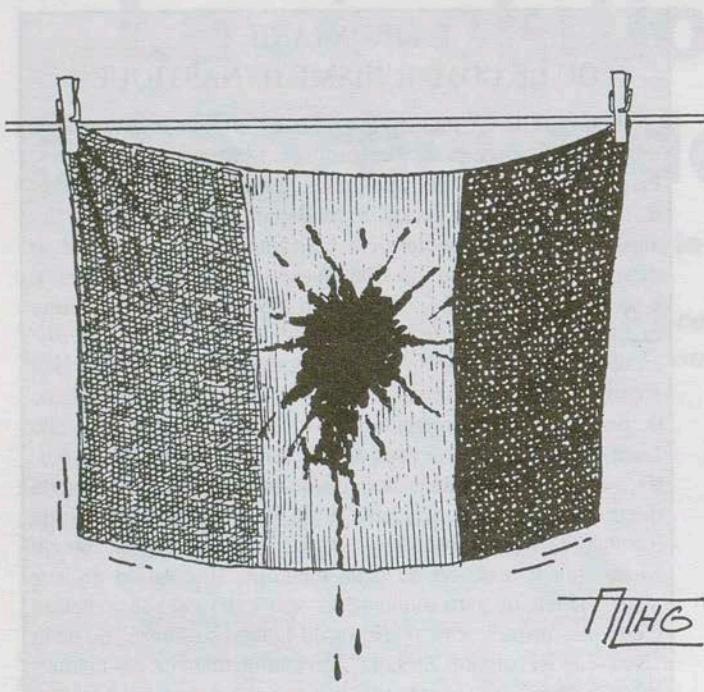
N'oublions pas que la complaisance à l'égard de la violence et l'exploitation de l'affectivité ont même poussé, à Paris, le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, à faire une déclaration remarquée, le 24 décembre : la France serait prête à intervenir en Roumanie "si on lui en fait la demande". "Moi, a-t-il dit, je verrais bien la constitution d'une brigade volontaire ; si des Roumains en exil, si des Français, voulaient se constituer en corps de volontaires, nous faciliterions la tâche". Pourquoi Roland Dumas a-t-il choisi de réveiller dans notre pays de si étranges fantasmes ? Il est très difficile de penser que le Quai d'Orsay n'était pas au courant de la véritable situation en Roumanie. Toujours est-il qu'on nous a poussés à vivre un bien curieux Noël, accrochés à la télévision. Qui nous dira les traumatismes engrangés secrètement chez les enfants qui ont regardé, comme les adultes, ces violences savamment exagérées ?

Au fil des mois, on a vu certains organes de presse faire leur *mea culpa*, reconnaissant s'être laissés abuser. Par les agences des pays de l'Est, tout d'abord, qui,

LA ROUMANIE OU LE COMMUNISME DYNASTIQUE

Pourquoi le 25 janvier 1988 fut-il "une date particulièrement significative pour l'ensemble de la nation roumaine" ? Parce que "le grand héros parmi les héros de la nation, l'architecte de la Roumanie socialiste moderne" avait eu soixante-dix ans. Ce n'était pas la dernière plaisanterie roumaine mais le message d'anniversaire du Comité central du parti communiste à son chef. A vrai dire, chef est un mot trop faible. Le terme exact est *Conducator*, qu'on peut traduire par Guide, – *Führer* en allemand ou *Vozhd* en russe. Peut-être la traduction la plus appropriée, celle qui seyait le mieux au caractère tragi-comique du personnage et la solennité grotesque de l'occasion, était-elle *Duce*. "Le plus grand des fils du peuple roumain" reçut (ou plutôt, se décerna) plusieurs nouvelles distinctions, dont, pour la quatrième fois, celle de Héros de la République socialiste de Roumanie. Seuls le président Nicolae Ceausescu et sa femme Elena étaient titulaires de cette médaille, illustration de leur place à la tête du parti roumain ; les autres devaient se contenter d'être plus prosaïquement "Héros du Travail socialiste" ou de la "Nouvelle Révolution agricole". En complément de ces distinctions nationales, Ceausescu reçut, pour son anniversaire, l'Ordre de Lénine arrivé de Moscou, l'Ordre du Lion blanc venu de Prague et, fort à propos, l'Ordre de Karl Marx envoyé par le parti est-allemand. Comme si cela ne suffisait pas, *Lumea*, l'organe du parti, publia un message d'anniversaire imaginaire émanant de la reine Elisabeth d'Angleterre louant Ceausescu pour son "excellence, son expérience et son influence largement reconnues". Il se trouve que ce "message" était extrait d'un toast prononcé par la Reine lors d'un banquet officiel au Palais de Buckingham, durant la visite de Ceausescu en Grande-Bretagne en 1978. Cette petite manœuvre montre combien les dictateurs communistes sont avides d'obtenir la reconnaissance internationale, en même temps qu'elle illustre à quel point avait pu décroître l'enthousiasme occidental pour le caudillo soi-disant indépendant du bloc de l'Est.

Extrait du livre *L'autre Europe – Crise et fin du communisme*, de Jacques Rupnik, Editions Odile Jacob, Paris, 1990, p.190-191)



étant les seules sur place au moment des premiers événements, se sont laissés gagner par la fièvre du sensationnel, et ont annoncé l'affaire du charnier et les premiers chiffres. Par les images de la télévision roumaine, ensuite, qui nous parvenaient en direct, et que nul n'a pris la peine de faire confirmer par les envoyés spéciaux, ni même de filtrer ou de sélectionner selon les critères d'une information digne de ce nom.

La véritable faute de la presse occidentale demeure dans le fait qu'elle a repris, dès le 21 décembre, sans les vérifier, les informations diversement lancées par l'agence yougoslave Tanjug, l'agence hongroise MTI et l'agence bulgare BTA, chacune allant d'exagérations en exagérations. Michel Castex, journaliste de l'AFP

en Roumanie au moment des événements de décembre, avoue dans son livre "Un mensonge gros comme un siècle", avoir été lui-même trompé par ces agences de presse. Pour lui, elles ont agi sur la demande de Gorbatchev qui n'avait qu'un désir : faire tomber Ceausescu. Or, pour que soit partout dévoilée la dictature de ce tyran, il fallait la montrer cruelle jusqu'à son dernier souffle, en exagérant ses dernières péripéties (1).

Le rôle de la presse

Dès le mois de mars 90, *le Monde Diplomatique* et *l'Événement du Jeudi* (2) tentaient d'analyser le phénomène du "dérapage médiatique". Un peu plus tard, *le Nouvel Observateur*, qui n'avait pas hésité à titrer au moment des faits "Les rues étaient couvertes de sang" (3), organisait un colloque pour démontrer le processus (4) : une logique de l'absurde, une spirale aspirante qui donne le vertige. Quelques grains de sable ont suffi, pour fausser les rouages pourtant bien huilés de la machine de la presse occidentale et tout particulièrement française.

Il n'en reste pas moins que, pendant la semaine de la Révolution roumaine, les journalistes se sont pris pour des historiens. Occasion leur était donnée de se rendre compte en direct de l'Histoire en marche. C'était un peu la revanche du reporter, après les "Révolutions de velours" de l'automne 89. Dans une atmosphère de fièvre, les événements, tous plus imprévisibles les uns que les autres, se précipitaient. On pouvait laisser libre cours à sa soif de sensationnel, les faits étaient là, il n'y avait qu'à se laisser porter: rumeurs, images télévisées. Et même, images d'Epinal: en cette année du Bicentenaire, la Révolution roumaine, c'était mieux que le défilé du 14 juillet! Deux cents ans après, un remake de notre Révolution! Ceausescu et Hélène dans le rôle de Louis XVI et de

Marie-Antoinette. Le Front de Salut National avait un petit air de Comité de Salut Public. Jusqu'à la date des événements : à la veille de Noël, les journalistes trouvaient aussi le réconfort de la morale. On assistait à la victoire du Bien sur le Mal, à la fin du "vampire des Carpates". Le 28 décembre, *l'Evénement du Jeudi* titrait "Dracula était communiste".

Il faut souligner que les Occidentaux n'ont pas été les seuls à se laisser prendre au piège de l'émotion brute. Les Roumains eux-mêmes y ont cru, et il faut bien admettre que, bien que fausses, toutes ces informations étaient plausibles. Parmi les explications de ces "bavures médiatiques", l'une d'elles a été souvent évoquée: il s'agit de l'état de choc dans lequel se trouvait la population roumaine, après vingt cinq ans de dictature. On a pu parler de paranoïa collective, vécue au cours de ces journées de fièvre, alimentée par un fol espoir auquel on n'osait pas croire encore. La Révolution devenait épopée, et ses acteurs des héros.

Tous les ingrédients étaient donc réunis pour que se produisent les débordements, les exagérations. L'auto-critique de la presse en cette affaire est d'autant plus méritoire. Mais très vite, au delà de cette première analyse, surgissait une autre question.

Un problème de fond

Peu à peu, certains comportements des membres du Front de Salut National ont paru étranges.

Pourquoi Iliescu a-t-il prétendu, le 24 décembre, qu'il y avait eu "plus de 2000 morts" à Timisoara? Pourquoi les juges ont-ils accusé Ceausescu de "génocide" de Timisoara, alors qu'ils connaissaient la vérité sur le nombre des victimes ? D'ailleurs, devant l'air étonné, abasourdi, de Ceausescu, ils glissent rapidement sur la question. Pourquoi l'embarras de Petre Roman, sur la Cinq, le 2 janvier, à propos d'un enre-

gistrement prouvant l'existence depuis six mois du Front de Salut National, qui semblait avoir préparé la Révolution, lui ôtant ainsi tout caractère improvisé et populaire ?

En un mot, pourquoi les démentis officiels, à propos des premiers chiffres exorbitants des victimes, ont-ils été si longs à venir ? Pourquoi les avoir parfois repris, ou s'en être servi ? Du coup, devant ces faits troublants de dérapage accidentel de la presse, on en vient à parler de désinformation.

Les premiers doutes sur le caractère démocratique de la Révolution sont venus avec le procès et l'exécution sommaire du couple Ceausescu : méthodes expéditives, un avocat qui laisse à peine parler ses "clients"; que manifestait donc le nouveau régime en commettant de telles iniquités ? Un goût prononcé pour des méthodes qu'il prétendait dénoncer. En fouillant un peu le passé des principaux acteurs de la Révolution, on obtint d'étonnantes informations.

Un nouvel éclairage sur la révolution

Des médias aussi différents que *le Spectacle du Monde* (5), *le Point* (6), *le Nouvel Observateur* (7), ou "Antenne 2" (8), ont mené leur enquête. Tous révèlent certains aspects d'une prise de pouvoir qui n'a plus grand'chose d'une improvisation.

Ainsi *le Point* reconstitue-t-il l'existence d'un complot, à la fois civil et militaire, qui aurait, dès 1971, visé à renverser Ceausescu. Cette conspiration, après bien des aléas, aurait été réactivée à partir de 1985. Perestroïka oblige. Reviennent les noms des généraux Militaru et Milea. Le premier a été aujourd'hui évincé par le Front, l'autre "suicidé" dans d'étranges circonstances aux premières heures de l'insurrection de Bucarest. Le nom d'Iliescu est lui aussi cité.

MÉDITATIONS D'UN INTOXIQUÉ

Nous voici devant le problème de fond. Celui de la source. Le journaliste est l'homme du retour aux sources, du moins doit-il l'être. Il boit à la source, c'est son métier. Il doit faire attention à ce qu'il boit. Si la source est polluée, par erreur ou malveillance, le journaliste s'intoxique, et avec lui tous ceux qui boivent ses paroles comme paroles d'Évangile. L'affaire roumaine n'est rien d'autre qu'une histoire de source polluée. Sciemment polluée.

Mais comment faire, direz-vous, pour prévenir la pollution? (...) Je veux ajouter quelques mots sur un autre mot, un tout petit mot –une préposition nous dit le dictionnaire– qui me paraît des plus redoutables lorsqu'il est employé sans discernement. C'est le mot de la source, j'ai nommé "selon". Le journaliste doit apprendre à faire "selon", c'est une composante essentielle de son métier. Il y a les petits "selon", les grands "selon". Peu importe, quand un journaliste a trouvé son "selon", il est un homme heureux, comblé. Il est tenté de pavoiser, de ne pas aller plus loin et de s'asseoir en soupirant d'aise dans le confortable fauteuil du "selon". Je lance une mise en garde: méfiez-vous des "selon". Il y a de bons et de mauvais "selon", c'est selon. "Selon le journaliste présent sur place qui a pu assister aux exécutions", est un bon "selon". "Selon des voyageurs rencontrés à la frontière, de retour du pays, et qui ont fait état de témoignages selon lesquels plusieurs personnes, dont des enfants, ont été passés par les armes", est un mauvais "selon". Le pire des "selon", vous le connaissez tous: c'est l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours.

Tous les plus grands "selon" venus de Budapest et de Belgrade furent des "selon" mensongers, des "selon" du prêt-à-colporter. Je sais bien que la situation était difficile et qu'il n'y eut, pendant plusieurs

jours, rien d'autre à se mettre sous la dent. Justement, il fallait d'autant se méfier. On pouvait bien écrire tout ce qu'on voulait "selon" MTI ou "selon" Tanjug; mais il fallait douter, aussitôt ajouter que rien ne confirmait leurs affirmations, qui semblaient par ailleurs fort étranges, voire pas du tout crédibles, pour telle et telle raison bien précise.

Non seulement nous ne l'avons pas fait, mais nous avons souffert, en bout de course, de la disparition des "selon". Car c'est une des caractéristiques de ce petit mot, un phénomène connu de tous dans le métier: sa propension à se carapater dès que possible. Au point qu'on pourrait formuler ce théorème: tout "selon" d'une première information a tendance à s'évanouir dans la nature dès que celle-ci est reprise par un tiers, lui conférant ainsi le caractère d'une vérité absolue. Mettez-vous en peine de faire quelques recherches, vous vérifierez mille fois le théorème. Les "selon" n'ont qu'un rêve: disparaître pour se fondre à la seule et unique source, la source sûre, qui est leur véritable paradis de lumière.

Oui, le "selon" est la pierre angulaire du journalisme. Et j'admets que, souvent, la décision est périlleuse, l'appréciation de la source redoutable. Fermez les yeux, faites un saut de deux mille ans dans le temps. Vous êtes correspondant de l'agence Roma Press, en poste à Jérusalem. On a crucifié voici trois jours un agitateur. Son nom? Quelque chose comme Jésus le Nazaréen. Et voilà qu'un de vos informateurs, excité comme un pou, vient vous trouver. Selon plusieurs femmes de la secte du Nazaréen, celui-ci aurait ressuscité. Son corps a disparu dans un éclair de lumière. Un ange se tenait à l'entrée du tombeau. Allez-vous donner l'information? Sur la foi de quelle source? S'agit-il vraiment d'un événement important? La concurrence est déjà au courant mais se tâte encore pour donner l'info. L'auteur du *Cid* n'est pas encore né, mais vous voici placé devant un choix cornélien: céder à la plus folle des intox, ou faire un des plus

gros ratages de l'histoire de l'humanité. A vous de jouer à présent.

Il existe une autre plaie. Je l'appellerai la prime au mensonge. C'est qu'une fois annoncée en grandes manchettes quelque énormité, on est fort peu enclin à donner plus tard une place égale à son démenti. Nous avons titré sur l'horreur génocidaire. Je n'ai jamais vu que je sache des "une" d'égale importance, pour dire ensuite que nous avions été abusés. Je n'ai pas vu, barrant la première page des journaux: "Pas de génocide en Roumanie, les juges de Ceausescu avaient menti". Je n'ai pas vu non plus: "Les charniers de Timisoara: une macabre mise en scène selon des médecins de la ville".

Je sais bien ce qu'il peut y avoir d'inconfortable à reconnaître qu'on s'est trompé, combien cela peut paraître humiliant. On y perd de sa crédibilité. Ne jamais "redescendre", toujours à la hausse et jamais à la baisse, la loi du genre est ainsi, mais c'est une porte ouverte à l'escroquerie: 60 000 morts font la "une", la négociation ultérieure du génocide, au travers d'un bilan officiel de 689 morts, ne vaudra qu'un entrefilet en page intérieure.

On est tenté alors, et c'est le cas pour la Révolution roumaine, de se justifier; de considérer qu'après tout l'erreur véhiculée, sur la base ou non d'une intoxication concertée dont on fut la dupe, n'est point si grave puisqu'elle servit une juste cause. Et nul en effet ne peut nier que les maîtres du mensonge eurent pour objectif de liquider un tyran, qu'ils y parvinrent, et que nous prétâmes finalement la main à une entreprise de libération d'un peuple trop longtemps asservi. Mais c'est une dangereuse consolation. Il faut refuser cette absolution hypocrite.

Extrait du livre *Un mensonge gros comme un siècle. Roumanie, histoire d'une manipulation* de Michel Castex qui, pour l'AFP, a couvert sur place la "Révolution roumaine" de décembre 1989. Ed. Albin Michel, 1990, p.184-187.

Le Point (6) va plus loin, et démontre que les manifestations en faveur du pasteur Toekes, le 16 décembre, à Timisoara, qui ont été à l'origine du soulèvement, auraient été elles-mêmes le résultat d'une manipulation. Tout comme la tentative de reprise en main de Ceausescu, à son retour de Téhéran : son échec serait dû au calcul de certains membres de la Securitate, secrètement ralliés aux membres de la conjuration.

Quand aux Securisti, Antenne 2 révèle (8) qu'ils auraient reçu de la part de leurs chefs, l'ordre de ne pas tirer. Seule une poignée incontrôlée aurait résisté. Il s'agissait en fait, dans un premier temps, pendant la Révolution elle-même, d'utiliser l'ensemble de la Securitate comme bouc émissaire, de la rendre responsable des "massacres". En réalité, aujourd'hui, elle est toujours en place.

Les attaques contre le bâtiment de la télévision n'auraient été que des attaques fantômes. A Bucarest, il y avait des simulateurs de tir, déchargeant des rafales à blanc, et surtout de "vrais-faux" terroristes, chargés d'entretenir la terreur. Comme le dit le général Radu, l'un des membres du complot de la première heure (6), "il fallait bien des victimes, pour légitimer le nouveau pouvoir, et faire croire à une révolution de masse".

Ce n'est que de justesse que les membres du Front, dans l'affolement de l'insurrection, auraient littéralement "coiffé au poteau" les opposants de toujours au régime de Ceausescu, tels que Doïna Cornea et Dimitriu Maziliu, qui s'apprétaient eux aussi à faire une déclaration télévisée. L'accès aux studios a revêtu l'allure d'une véritable course. Il fallait en quelque sorte prendre le train en marche... et arriver jusqu'à la locomotive ! Le Général Militaru révèle : "Le grand problème, pour Iliescu et moi, c'était de récupérer à tout prix la Révolution" (7). Après avoir mené le Front du Salut National à la victoire, et exercé un temps les fonctions de Ministre de la Défense, il a rapidement été évincé.

D'autres ont connu des sorts divers. Tel le général Stanculescu, nouveau ministre de la Défense ; après avoir organisé la fuite du couple Ceausescu, il a fait partie de leurs juges; c'est à lui que le dictateur, au cours de son procès, réserve ses invectives sur les "traîtres"...

Plus dramatique, le suicide du président de ce même tribunal, Popa, qui a préféré se supprimer, lorsqu'il a appris que les noms des juges et le procès lui-même seraient rendus publics. Pour fuir quelle répression ?

Quelque chose de pourri au royaume des Carpates

Chaque jour apporte son lot de révélations troublantes sur la Révolution roumaine. Chaque jour, pour nous Français, si enthousiastes au début, le malaise grandit, avec l'impression qu'on a volé leur Révolution aux Roumains. La récupération a réussi. Mais au profit de qui ?

Les analyses convergent, les hypothèses se rejoignent. Devant les bouleversements en Europe de l'Est de l'année 89, Moscou aurait eu peur qu'un renversement de Ceausescu, qui apparaissait de plus en plus inévitable, ne se solde par une nouvelle victoire de l'opposition démocratique et occidentalisaante. Il était nécessaire que les successeurs du "Conducator" fussent des hommes de la perestroïka, et qu'ils assurent le maintien de la Roumanie dans la mouvance soviétique. Il devenait également indispensable de remplacer un dictateur, discrédiété aux yeux de l'Occident, par un régime aux allures plus présentables.

Dans le contexte fiévreux et précipité de la Révolution, les exagérations de la presse occidentale, piégée par les renseignements erronés qu'on lui distillait, ont accrédité l'image d'une révolution populaire et

spontanée. Elles ont admirablement servi le nouveau régime et ont contribué à renforcer sa légitimité. Les élections n'étaient plus qu'une formalité.

Il convient aussi de se demander pourquoi, à l'inverse des "Révoltes de velours" des autres pays d'Europe de l'Est, la Révolution roumaine a dû avoir recours à la violence. Violence prémeditée des combats, viol d'une insurrection populaire détournée. Certes, le contexte, dictatorial, au sens le plus fort, était différent. Mais il est aussi flagrant que cette dictature avait réussi à briser la société civile, et toute opposition organisée. Celle-ci, réduite à quelques individus, isolés les uns des autres, n'a pu manifester son désaccord envers le Front de Salut National qu'en démissionnant, les uns après les autres, écœurés.

Le Front de Salut National est de nos jours composé d'hommes ralliés sur le tard à Gorbatchev, d'autres se méfiant encore de la Perestroïka. Les



Bucarest, juin 1990,
contre des étudiants, grévistes de la faim.

seconds sont les plus forts. N'ont-ils pas réussi à liquider physiquement les partis de l'opposition? Ion Iliescu règne en maître. Une partie de la population lui a résisté en juin 90. Après deux mois d'occupation typiquement non-violente de la place de l'Université, des manifestants, dont la principale revendication était la création d'une télévision indépendante du pouvoir, furent roués de coups le 13 juin par 10 000 mineurs venus à la rescoufle du régime de Iliescu, armés de bâtons. Bilan officiel : cinq morts et trois cents blessés graves; combien en vérité?

Par cette violence, le nouveau pouvoir a exprimé, de fait, sa continuité avec l'ancien régime. La cible fut la même: ouvriers, étudiants et intellectuels réclamant la mise en place d'une véritable démocratie. Seuls les moyens avaient changé; au lieu de milices communistes, ce furent des ouvriers mineurs qui ont sévi dans les rues. Ion Iliescu avait eu 86 % de voix aux élections du 20 mai. Sans doute veut-il atteindre les 100 % lors de la prochaine consultation. Quand on a été actif

dans une dictature, on ne change ni d'objectif ni de comportement du jour au lendemain. Manipulations, langue de bois, répression, les habitudes ont la vie dure en Roumanie.

Bouleversante image que celle qui concluait le reportage d'Antenne 2 (8). On interroge des ouvriers d'une usine, au cours d'une pose, sur ce qu'ils pensent des changements intervenus depuis la Révolution: regards gênés, sourires embarrassés, réponses brèves et évasives. Puis coup d'œil furtif vers une porte prête à s'ouvrir : "Vous savez, ils sont toujours là".

(1) Cf. Michel Castex, *Un mensonge gros comme un siècle*, Albin Michel, 1990, p.138s.

(2) *L'Événement du Jeudi*, 15 mars 1990.

(3) *Le Nouvel Observateur*, 21 décembre 1989.

(4) Colloque du 6 avril 1990, "Roumanie, qui a menti?"

(5) *Le Spectacle du Monde*, février 1990.

(6) *Le Point*, 21 mai 1990.

(7) *Le Nouvel Observateur*, 17 mai 1990.

(8) Magazine "Envoyé spécial", 17 mai 1990.

VIENT DE PARAITRE

Compte-rendu du Forum, "La non-violence dans les luttes pour les droits de l'homme", Paris, 25-26 novembre 1989.

Ce document de 82 pages est tout à fait exceptionnel : fort bien présenté, il reprend l'ensemble des interventions du Forum où furent entendus, en l'année du Bicentenaire, des acteurs non-violents venant d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Europe.

A commander (75 F + port) : CUN du Larzac, 12100 Millau
MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.

Pour comprendre le "nationalisme" des trois pays baltes

par Sylvie MANTRANT*

L'auteur de cet article s'est rendue en Estonie au mois de juillet 1990. Les lecteurs d'ANV ont ici l'occasion de comprendre ce qui se passe dans les pays baltes.

Le 30 mars 1990, le Parlement estonien déclarait "illégal" le pouvoir soviétique en Estonie. Le texte de cette déclaration soulignait "qu'on assiste actuellement au début du processus de restauration de la République d'Estonie" et instaurait "une période de transition" devant déboucher sur des élections véritablement libres.

La réponse ne se faisait pas attendre : Moscou condamnait et menaçait de prendre à l'égard de la plus petite république balte (45 000 km², 1,6 million d'habitants, 61,5 % d'Estoniens) "les mêmes mesures qu'à l'égard de la Lituanie", qui avait proclamé son indépendance le 11 mars.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée la deuxième partie de la 9^e Convention END (European Nuclear Disarmament) du 3 au 7 juillet 1990.

Chaque année, depuis 1982, les mouvements de paix indépendants, groupes et organisations politiques, regroupés autour de l'appel END, se réunissent dans un pays d'Europe différent. Cette année, la tenue d'une

Convention à Helsinki et à Tallin (capitale de l'Estonie) revêtait un caractère hautement symbolique. Environ 1500 personnes venues du monde entier réalisaient l'un de leurs objectifs inscrit dans l'appel initiateur: dépasser concrètement la division de l'Europe. Un autre mur tombait.

Une convention-défi également: la décision de se rendre en terre balte, dans l'une des premières républiques soviétiques à revendiquer son indépendance et la restauration d'un Etat national, n'avait pas manqué de soulever interrogations et inquiétudes sur lesquelles nous reviendrons.

Dès que les participants eurent mis pied à terre le 5 juillet, un défi se concrétisa : on leur apprenait que vingt-huit blindés soviétiques et quinze camions transportant des soldats avaient passé la frontière la veille, se dirigeant vers le village de Tori (centre-ouest) où une réunion d'anciens combattants, prévue les 7 et 8 juillet, était organisée pour commémorer tous les soldats estoniens qui s'étaient battus pendant la seconde guerre mondiale. Cette réunion avait été condamnée dans les médias soviétiques comme une réunion de fas-

* Coordinatrice internationale du Comité de liaison E.N.D.

cistes... L'un des organisateurs, Voldemar Palu, rétorquait : « Nous voulons dire clairement qu'en tant que soldats nous n'avons rien en commun avec le fascisme. Pour les Estoniens, le stalinisme et le fascisme sont identiques. Les historiens ont d'ailleurs réuni une documentation importante sur les crimes commis contre les Estoniens par les deux pouvoirs occupants. »

Cette "invasion" (qui fort heureusement n'a duré que peu de temps mais a fait d'importants dégâts) nous amène à un nécessaire retour en arrière pour mieux comprendre le sentiment national estonien.

Vers une zone balte neutre et démilitarisée



L'Estonie, en raison d'une part, de sa situation géographique et d'autre part, de ses richesses naturelles, a subi depuis le XII^e siècle (c'est à cette époque que les récits scandinaves mentionnent pour la première fois le nom des Estes) de nombreuses invasions et occupations (danoises, allemandes, suédoises). En 1917, elle

devient République Soviétique d'Estonie, mais pour très peu de temps puisqu'en 1918 elle acquiert son indépendance et ce jusqu'en 1940.

Le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 signifie pour l'Estonie (comme pour les deux autres pays baltes, la Lituanie et la Lettonie) invasion, annexion (le 1er août 1940, l'Estonie devient officiellement une république soviétique), déportations de masse (les 14 et 15 juin 1941, une première vague touche 17 000 personnes...), exode... Les Estoniens sont enrôlés (souvent de force) à la fois dans l'armée soviétique pendant l'occupation soviétique (1940-1941) puis dans l'armée nazie pendant l'occupation allemande (1941-1944).

L'excellent livre d'Yves Plasseraud, *Les Pays Baltes*, publié par le GDM (1), nous permet, sur ce point, de mieux comprendre, rétrospectivement, la valeur symbolique et humaine de la réunion d'anciens combattants mentionnée au début de cet article. Sur la Seconde Guerre mondiale et les réactions à l'invasion soviétique, les précisions suivantes sont apportées : "En vertu du principe selon lequel les ennemis de mes ennemis sont mes amis, les Allemands (armée de von Leeb), qui arrivent en juin 1941, sont plutôt bien accueillis. Un mouvement de résistance (...), né de la période précédente, entreprend dans ces conditions une collaboration "anti-bolchevique" avec les nouveaux occupants qui, au début, suscitent – volontairement – des espoirs de restauration de l'indépendance nationale.

La Wehrmacht, puis la SS, commencèrent alors, avec succès, à lever des formations militaires estoniennes à leur service. Celles-ci joueront un rôle important sur le front balte pendant la période 1940-1944. Le 1^{er} février 1944, la mobilisation générale était décrétée par les Allemands. Pendant ces années, la population civile subit, elle, une oppression brutale (déportations, exécutions...) tant de la part des nazis

que de leurs séides locaux et les Juifs sont pourchassés et exterminés par les nazis et la police locale à leur solde. Il faut enfin signaler que quelques troupes estoniennes combattirent entre 1940 et 1945 au sein de l'armée soviétique. Il s'agissait surtout des restes de l'armée estonienne, déportés en Sibérie par les Russes en 1940 et libérés pendant la guerre à condition de participer aux combats anti-allemands".

La réunion de Tori avait la réconciliation pour objectif principal. Marju Lauristin, vice-présidente du Parlement estonien, leader du Front populaire et du parti social-démocrate souligne à cet égard : "C'est une tragédie de l'histoire européenne qu'une seule et même nation ait donné des soldats aux deux armées ennemis - même les familles ont été divisées. C'est également vrai pour les Estoniens qui ont été mobilisés par les deux armées pendant la seconde guerre mondiale. Pour moi, c'est une preuve de maturité qu'aujourd'hui nous soyons prêts à oublier le passé, à réunir les ennemis d'autrefois et à discuter ouvertement de nos souffrances".

Afin d'éviter toute provocation, la réunion de Tori était finalement annulée. La Convention END décidait de participer au financement de la reconstruction des routes détruites par les blindés.

Et que dire du fait que le Musée national estonien, qui rassemblait d'importantes collections consacrées à la culture et au folklore estoniens, est à présent entouré de barbelés ? Il s'agit d'une base militaire soviétique...

Pour Mart Tarmak, secrétaire international du Front populaire estonien et chargé d'affaires du gouvernement estonien auprès du gouvernement lituanien, l'avenir de l'Estonie n'est pas militaire. L'indépendance balte constitue pour lui une contribution à la démilitarisation internationale puisque le premier acte de l'Estonie indépendante sera d'expulser les troupes étrangères. "La première étape, dit-il, est que l'URSS reconnaîsse le nombre exact de ses bases, leur empla-



cement et l'équipement utilisé. Ils disent qu'ils ont 100 000 hommes ici mais ils ne veulent pas reconnaître qu'ils sont une force d'occupation". Le Parlement estonien a par ailleurs déclaré illégal le service militaire dans l'armée soviétique.

En outre, les trois Fronts populaires des trois pays baltes, réunis dans "l'Assemblée balte", soutiennent la création d'une zone balte neutre et démilitarisée qui inclurait la Suède et la Finlande, également neutres.

Pour comprendre le nationalisme des trois pays Baltes

Les préoccupations estoniennes, en particulier en faveur de la création d'une zone balte neutre et démilitarisée, rejoignent donc les préoccupations des mouvements de paix en général. Mais la préparation de cette Convention ne s'est pas déroulée sans heurts. Le "nationalisme" balte posait question à certains Occidentaux qui, à tort ou à raison, craignaient, d'une part, que leur présence à Tallin soit "utilisée" par les nationalistes estoniens. Sur ce premier point, il s'est avéré qu'ils avaient tort: la patience, la gentillesse et la tranquillité avec laquelle les organisateurs estoniens de la Convention expliquaient leurs projets a non seulement étonné mais a contraint bien des participants à réviser leur jugement. D'autre part, certains pensaient que le soutien à l'indépendance balte risquait de "gêner Gorbatchev" (leit-motiv/prétexte pour rester silencieux lorsque Moscou organisait le blocus de la Lituanie) et le mouvement de réformes. Sur ce second point, personne n'a ni tort ni raison puisqu'il s'agit d'un processus qui apparaît irréversible d'autant qu'à l'heure actuelle la plupart des républiques soviétiques ont déclaré leur indépendance au moins formellement, ce qui est une réforme de la plus haute importance...

Mais encore fallait-il préciser ce que nous entendions par "nationalisme". A l'Ouest, nous associons

souvent nationalisme à chauvinisme et xénophobie. Cela est bien entendu en partie dû, notamment en France, à la montée du Front National de J.M. Le Pen, aux exactions et crimes racistes, au révisionnisme rampant... Mais le nationalisme balte et en particulier estonien, n'est ni chauvin, ni xénophobe. Il s'agit d'une lutte pacifique pour la restauration de l'Etat estonien, pour la reconnaissance de l'identité nationale estonienne, la préservation de sa langue et de sa culture qui n'exclut aucunement les minorités nationales. Déjà en 1925, l'Estonie "eut à cœur de faire un sort juridique convenable à ses populations allogènes. Aux termes de la "Loi sur l'autonomie culturelle des minorités nationales" du 12 février 1925, sont ainsi considérées comme minorités ayant droit à l'autonomie les nationalités allemande, juive, russe et suédoise et de façon générale, tout groupe ethnique comprenant au moins 3000 membres (...). Selon la loi, les minorités bénéficiaient de l'instruction dans leur langue maternelle et d'institutions culturelles propres" (2).

Il existe actuellement en Estonie quinze organisations culturelles de minorités nationales qui sont membres de l'Union Estonienne des nationalités (Arméniens, Juifs, Tartares, etc.) et une Société estonienne de la culture russe. Leurs représentants ont depuis longtemps (lors du 3^e Forum des nationalités en Estonie de septembre 1989) approuvé les développements politiques en Estonie, soulignant le fait qu'une Estonie indépendante peut seule garantir la réelle autonomie culturelle des minorités nationales.

De l'autre côté, il y a le mouvement interfront, regroupant les Russes fidèles à l'URSS, et le Conseil Uni des Collectifs de Travail, organisation russe liée à l'industrie, qui se sont opposés à cette déclaration mais n'ont pu présenter un contre-programme. Il semble d'ailleurs, d'après Mart Tarmak, que le problème avec la communauté non-estonienne appartenant à l'interfront ou proche de lui est que, ne pouvant, bien entendu, s'identifier à la cause estonienne, elle devrait

pouvoir s'engager dans une cause qui lui soit propre – ce qui n'est pas le cas, sauf à manifester pour le maintien de l'Estonie en URSS, ce qui semble légèrement dépassé... Il faut cependant tenir compte du fait que l'Estonie étant une république "relativement" riche comparée au reste de l'URSS, l'indépendance entraînera une réorganisation interne, notamment économique, dont les Russes, imposés par le Centre, craignent de faire les frais.

“Nous n'aurons pas d'autre chance historique”

A la question de savoir quels seront les droits des minorités en Estonie indépendante, Marju Lauristin répond: «*Nous avons été nous-mêmes une très petite minorité dans un empire soviétique immense où nous sommes un million par rapport à deux cents millions d'individus. Nous savons ce que cela veut dire si les droits des minorités ne sont pas protégés (...). Nous voulons procéder de telle sorte que premièrement nous puissions résoudre le problème des droits et garanties pour que les citoyens de la République Estonienne ne subissent aucune discrimination. Les droits de ceux qui vivent ici depuis un certain temps et qui ne sont pas citoyens, les Russes par exemple, devront être protégés par des traités signés avec la République Russe ou la République d'Ukraine. Nous en avons déjà parlé à Eltsine (...). Mais le problème n'est pas tant entre Estoniens et Russes qu'entre Estoniens et Soviétiques. Ce n'est pas par hasard qu'a été créé le Comité pour la protection du pouvoir soviétique en Estonie....».*

La revendication nationale estonienne, toujours selon Marju Lauristin, est irréversible: «*nous ne pouvons revenir en arrière parce qu'à présent notre peuple s'est réveillé. Nous n'aurons pas d'autre chance historique parce que nous sommes un petit peuple et les analyses démographiques montrent que dans environ 30/40 ans nous deviendrons réellement une minorité – mais dans notre propre pays. Mais nous*

sommes optimistes. Même dans le pire des cas – un coup militaire par exemple – cela ne pourra pas durer très longtemps car la situation nécessite une réforme de l'économie. La question de la décentralisation de l'URSS, de la liberté des différentes républiques est à l'ordre du jour.»

Le peuple estonien s'est réveillé. Il serait temps que les Occidentaux en fasse autant en particulier face à la question des nationalités dans les pays de l'Est. Des questions cruciales se posent: comment, en URSS, les républiques vont-elles organiser leurs rapports (notamment économiques) entre elles, avec Moscou et le reste du monde, comment réduire les inégalités dramatiquement flagrantes entre les républiques d'Asie et celles d'Europe, comment éviter les conflits inter-ethniques? A la convention END, la plupart des participants venus de l'Est ont souligné qu'ils considéraient ces questions comme prioritaires, notamment pour les mouvements de paix. Sonja Licht de Yougoslavie résume ainsi le problème: «*Nous sommes nombreux à penser en Europe de l'Est que nous n'avons pas beaucoup de temps à notre disposition car les conflits ethniques et nationaux menacent de détruire la démocratie fragile récemment établie... Je ne dis pas que la résolution des problèmes économiques est l'unique condition à la résolution des conflits ethniques et à la résurgence du nationalisme (combiné à l'antisémitisme, au racisme et à la xénophobie) mais je suis convaincue que c'est une condition nécessaire.*»

Mary Kaldor, du mouvement END en Grande-Bretagne, ajoutait: «*La démocratisation à l'Est ne pourra être préservée que si l'Ouest se décide à changer également.*»

(1) GDM. Groupement pour les Droits des Minorités, 68 rue de Babylone, 75007 Paris– 60 F. Ce livre va être réédité en automne 1990.

(2) Yves Plasseraud, *op. cit.*

Extraits du livre *"Paroles dégelées. Ces Lituaniens que l'on disait Soviétiques"*, de Irena Wiszniewska, Paris, Calmann-Lévy, 1990.

A mon époque on envoyait en Afghanistan surtout les Blancs de la partie européenne de l'URSS: Ukraine, Russie, Moldavie... Dans mon unité il y avait un gars de chaque république balte: Estonie, Lettonie et Lituanie. Ils ne mettaient jamais les mecs d'une même république balte ensemble. Pourquoi? C'étaient les directives. Peut-être qu'ils avaient peur de quelque chose. Qu'est-ce qu'on pouvait faire, même à plusieurs? J'aurais bien voulu être au moins avec un pote de chez moi. C'était très dur de rester un an et demi sans entendre sa langue maternelle. (p.60)

Une fois la Lituanie libre, il y aura un immense travail à faire. Relever l'économie, la culture, tout. Et surtout améliorer le niveau de vie des habitants. Ça, c'est primordial. Il y a aussi la natalité qui est très basse. Ici, les gens travaillent trop et ils ne veulent pas avoir d'enfants parce que ça leur cause vraiment trop de problèmes. Il faut vite faire quelque chose, sinon la Lituanie risque de se dépeupler. Pour la condition de la femme, ce n'est pas drôle non plus. Chez nous, les femmes ont trois métiers: le premier qui leur rapporte de l'argent; le deuxième, c'est de faire la queue devant les magasins et le troisième, de s'occuper de la maison. Oui, ici, on peut dire qu'actuellement, les femmes ont une vie d'esclaves. Et quand elles rentrent à la maison, c'est pour voir leur mari s'allonger et lire le journal. C'est quand même pas normal. C'est pour ça aussi que les gens se quittent et qu'il n'y a plus d'enfants. Ça aussi, il faut que ça change. (p.110-111)

Moi, je ne crois pas que toutes les républiques demanderont leur indépendance. Mais si cela arrivait, je n'y verrais aucun mal. Est-ce que la Russie doit toujours rester avec un fouet et une matraque pour surveiller tout le monde? A mon avis, elle peut faire mieux. Qu'elle

fasse comme l'Angleterre. Elle n'a pas une seule colonie mais parmi les quarante pays alliés au sein du Commonwealth, il n'y en a pas un qui veuille rompre. Pourtant, dans ces pays, il n'y a ni armée anglaise, ni gendarmes anglais. Personne ne se mêle de leurs affaires intérieures. Ils sont libres, liés économiquement et politiquement et ça leur convient. Que l'URSS commence déjà par créer les conditions dans lesquelles nous pourrions aimer appartenir à une fédération. (p.114)

A l'heure actuelle, l'une des composantes de la *perestroïka*, la *glasnost*, fonctionne à 100%. Nous avons des éditions indépendantes, la censure n'existe presque plus, chacun s'exprime librement. Et on trouve couramment dans la presse des opinions qui, il y a un an encore, auraient été sanctionnées par la prison. Par contre, la *perestroïka* dans le domaine économique ne se confirme pas. L'économie se dégrade de plus en plus. La *perestroïka* n'a pas su freiner ce processus. On a épuisé toutes nos réserves. Il faut dire que Brejnev agissait selon le vieux principe: après moi le déluge. Heureusement qu'il est mort à temps. Actuellement, chez nous, la *vox populi* dit que l'on ne trouve rien dans les magasins parce que les Russes viennent tout acheter. A Moscou, on prétend que ça va mal parce qu'on donne tout aux Républiques baltes. Un nouveau système économique, quand on s'établira à notre propre compte, mettra fin à ces ragots. On pourra être parfaitement conscient de ce qu'on gagne et de ce qu'on possède. Pour l'instant, on n'en sait rien. Tous nos revenus sont distribués. C'est pourquoi les Lituaniens ne sont pas motivés pour travailler plus. Ils savent que pour un plus de travail, ils ne recevront pas davantage de salaire. Nos ressources naturelles sont limitées. Et ces biens sont partagés entre toute l'URSS. Nous, on n'en bénéficie pas. La conclusion s'impose : sans l'indépendance économique et politique, notre économie ne s'améliorera pas. (p. 151-152)

Ecologistes à l'Est, un exemple : l'Estonie

par Bernard DRÉANO

Comme dans tous les pays de l'Est, les problèmes écologistes sont préoccupants en Estonie. D'où l'apparition de mouvements verts.

La crise écologique constitue l'une des manifestations les plus spectaculaires de l'échec du "socialisme réellement existant". L'ambition de maîtriser la nature et le productivisme délivrant légué par le stalinisme ont entraîné des catastrophes dramatiques, comme Tchernobyl bien sûr, mais aussi l'assèchement de la Mer d'Aral, en Asie Centrale, ou les pollutions chimiques de la zone sinistrée s'étendant de la Saxe (RDA), au sud de la Pologne, et à la Moravie du nord (Tchécoslovaquie).

L'écologie est donc très naturellement devenue un thème majeur de la contestation aux régimes communistes agonisants, à partir du milieu des années 80. En RDA, Pologne, Hongrie, Bulgarie, des groupes indépendants se sont formés, contre les pluies acides par exemple, ou le barrage de Nabymaros sur le Danube, la pollution de la ville de Ruse, etc. En Tchécoslovaquie, une partie de cette protestation écologique s'est même organisée à l'intérieur d'une structure officielle (Brontosorus). En Union Soviétique, des groupes "verts" se sont manifestés un peu partout à partir de 1987-1988.

Pourtant, il n'y a pas eu de vague politique verte lors des premières élections libres dans ces différents pays. Les partis verts et écologiques indépendants n'ont recueilli en général que moins (ou beaucoup moins) de 5% des voix en Roumanie, RDA,

Tchécoslovaquie, Hongrie... Ce n'est au fond guère surprenant: en effet, si le thème de l'environnement est jugé important par des fractions significatives des populations (même s'il entre en contradiction avec le consumérisme), les groupes verts, hétérogènes, à peine constitués, conglomérats de scientifiques, d'alternatifs et de nationalistes-naturistes, n'ont pas encore acquis de crédibilité. Cela n'empêche pas certains groupes ou personnalités d'exercer une influence non négligeable au sein de coalitions démocratiques (par exemple: le groupe Ecoglasnost, dans l'Union des forces démocratiques bulgares; certains membres du Forum Civique tchèque, les Verts baltes.)

La charnière balte

Les pays baltes constituent un cas très intéressant en Europe Centrale et Orientale, du fait de leur position charnière. Partie prenante, à divers titres en Estonie, Lettonie, Lituanie, des sphères culturelles de l'Europe Centrale et Nordique, ils sont aussi orientaux du fait de leur annexion par l'empire tsariste avant 1918, par l'URSS après 1940-44. Cette situation de laboratoire vaut aussi, dans une certaine mesure, pour l'écologie politique.

L'Estonie est de ce point de vue un bon exemple. La plus septentrionale des Républiques baltes est aussi

la plus scandinave (la langue estonienne est proche du Finnois), marquée par les traditions germaniques de la Hanse (guilde de villes marchandes telles que Hambourg, Lübeck...) et par le luthérianisme.

Comme ailleurs en Union soviétique, la situation écologique du pays est préoccupante. C'est le résultat d'une industrialisation relativement récente, dans un pays traditionnellement tourné vers l'élevage et le commerce. Ces dernières années, l'exploitation des phosphates, des schistes bitumineux et de la tourbe ont provoqué des dégâts considérables pour l'environnement.

Le jeune mouvement vert estonien a donc trouvé, dès sa naissance, matière à intervention. Mais son activité ne s'est pas limitée à la lutte contre la pollution, car, engagé dans le mouvement plus général de l'indépendance, il s'est tout de suite orienté vers la lutte contre le militarisme et contre la présence (importante) de l'Armée Rouge sur le sol de la République.

Cette orientation écolo-pacifco-indépendantiste ne constitue pas encore une véritable entité politique. Mais nul doute que celle-ci ne s'élabore désormais rapidement.

“En tant que Vert, je ne crois pas aux idées des socialistes ou des socio-démocrates, parce que ce sont les précurseurs des communistes. Je ne voudrais pas que mes enfants et moi devions faire face à nouveau aux souffrances de 70 ans d'obscurantisme spirituel. (...) En tant que Vert, je ne crois pas aux idées des capitalistes, parce que rien n'est sacré pour eux dans la chasse aux profits. (...) Je ne veux pas non plus que l'incompétence et la négligence de la colonisation industrielle soit remplacée par une colonisation douce de l'Ouest, corrompue par les faiblesses humaines”.

Toomas Frey
Ministre de l'Environnement.
Dirigeant des Verts estoniens,
Igihaljas (Tampon vert),
hebdomadaire des Verts, 2 mars 1990.

Société étatique et société civile

Au-delà de la société tripartite à l'Est et à l'Ouest

par Attila ÀGH*

Dans cette contribution, Attila ÀGH conteste certaines positions de l'Anglais Garton ASH, l'un des observateurs les plus pertinents des dissidences d'Europe Centrale. Le lecteur d'ANV, qui n'est pas forcément familier des discussions européennes en cours, pourra éventuellement se référer aux articles de Garton ÀSH publiés en français, notamment:

“L'Europe Centrale existe-t-elle? (in Lettre Internationale n° 10, automne 1986) et son remarquable reportage sur la Révolution de velours à Prague, “La révolution de la lanterne magique” (in La Lettre Internationale, n° 24, printemps 1990).

Depuis le début de la période moderne, les penseurs libéraux, tels que Locke et ses partisans, ont établi et maintenu un type de société dualiste polarisé entre la société civile et l'Etat politique. Cette approche s'est révélée très féconde comme cadre de pensée pour une analyse des faits de société; elle a aussi servi à orienter la politique vers un but donné, dans sa signification nominative. Dans les versions simplifiées du type dualiste, l'économie a été considérée comme faisant entièrement partie de la société civile, c'est-à-dire “privée”, face à l'Etat politique qui lui est “public”.

* Attila ÀGH est l'un de ces intellectuels de l'ancien Parti Communiste Hongrois (PSOH) devenu aujourd'hui Parti Socialiste, dont l'audace de pensée n'a malheureusement pas été traduite en audace politique dans les années 80. Cela n'enlève rien à l'intérêt de son analyse de la société civile, faite à l'occasion d'un colloque qui s'est tenu en novembre 1987, à Budapest. Ce texte, traduit par ANV, a été édité par Vera Gathy, en 1987, à Budapest.

Dans la seconde moitié du siècle dernier, cependant, une nouvelle tradition apparut, qui séparait la société civile en tant que domaine de la vie quotidienne, de ses institutions, de l'économie ou “marché”. Cette nouvelle tradition établit une nette distinction entre le domaine non codifié et non organisé de la vie sociale, c'est-à-dire la société civile et les domaines codifiés: l'économie et la politique.

Ce type tripartite de société civile et les deux sphères codifiées –par excellence l'économie et la politique– ont été systématiquement développés et décrits en leurs autonomies et contradictions mutuelles par Karl Polanyi dans son célèbre ouvrage *Les grandes transformations*. Polanyi souligne non seulement la lutte de la société civile pour son indépendance envers l'Etat politique appuyé sur son autonomie, mais en même temps, il analyse aussi la “légitime défense de la société civile” contre la domination des foyers du

marché et des gigantesques mandataires de l'économie, aidée par l'Etat politique.

L'éternel retour vers la démocratisation des Etats d'Europe de l'Est recommence dans les années 80.

Ce type tripartite, avec ou sans référence à Polanyi, a constitué l'approche généralement admise de l'analyse sociologique dans la période de l'après-guerre, et ce n'est qu'aujourd'hui que nous sommes témoins d'un mouvement s'efforçant d'aller au-delà.

Dans la période de l'après-guerre, pendant deux ou trois décennies, c'est l'Etat qui était partout l'acteur principal, à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud. Ce n'est qu'au début des années 70 que "*l'hégémonie*" de l'Etat sur l'économie et la société civile commence à se désagréger, jusqu'à l'érosion complète vers la fin des années 70. Ces phénomènes engendrèrent en de nombreux endroits un retour temporaire vers le simple type dualiste, opposant la société civile dans son combat pour l'indépendance au seul pouvoir de l'Etat affaibli. Ce fut le cas d'abord à l'Ouest, prétextant à l'omniprésence de l'Etat, et mettant l'accent sur sa "*crise d'ingouvernabilité*". Mais plus tard, ce type dualiste nouvellement créé atteignit également l'Europe de l'Est, et devint là-bas le modèle idéologique prédominant, dans ses formes les plus extrêmes.

Il faut préciser tout de suite que le terme de "*société civile*" a pris des significations et des connotations différentes dans les pays de l'Est, disons: plus d'autonomie économique pour les Hongrois, plus d'indépendance socio-politique pour les Polonais, plus de droits civiques dans un Etat constitutionnel pour les Tchèques, bien que l'on puisse considérer ces diverses significations comme voulant mettre l'accent sur l'un ou l'autre problème, à l'intérieur de la même démarche dans les efforts de construction d'une société.

La renaissance d'une approche convergeant vers la société civile dans les pays de "*socialisme réel*", avec ce déplacement de l'importance accordée aux divers problèmes, d'un pays à l'autre, exprime également la crise du socialisme d'Etat, et la fin du "*projet socialiste*". Alors, les théoriciens abandonnent l'ancien type de gouvernement centré sur l'Etat dominateur, et, parfois entraînés vers l'autre extrême, retournent, du type tripartite complexe, vers un type dualiste simplifié, aux contrastes noirs et blancs, dans leur campagne contre l'Etat tout puissant. Ainsi, en ayant l'air de dépasser le type tripartite, ils reculent, en fait, au lieu d'avancer, puisque la tâche historique consistant à séparer la société civile de l'Etat n'a pas encore été résolue.

Bien au contraire, les "*Etats socialistes*" ont essayé de mettre fin à l'autonomie de la société civile, et après l'échec du socialisme d'Etat, "*l'éternel retour*" vers la démocratisation des Etats d'Europe de l'Est recommence dans les années 1980.

Si nous donnons à cette tâche historique d'industrialisation et de démocratisation le nom de "*modernisation*", alors les sociétés occidentales, avec leur étape post-industrielle de développement socio-économique, peuvent s'appeler "*post-modernes*". Le temps de "*modernisation*" implique une différenciation et une spécialisation de la vie de la société dans ses structures, la "*postmodernisation*" à son tour implique une "*absence de différenciation*" et de ré-intégration. Le dépassement du type tripartite pour les sociétés occidentales peut s'interpréter comme une tâche historique pour trouver une nouvelle synthèse de la politique et de l'économie avec la société civile. C'est pourquoi l'Est et l'Ouest prennent maintenant des directions différentes, socialement et théoriquement, et leur dialogue s'est révélé de plus en plus compliqué et difficile. C'est ainsi qu'après ces mots d'introduction, il est nécessaire d'examiner séparément les théories euro-

péennes sur la société civile de l'Est et de l'Ouest. Comme nous le rappelle le journal The Economist: "L'Est c'est l'Est, et l'Ouest c'est l'Ouest".

Le projet socialiste lancé par Marx se donnait pour but la victoire des sociétés civiles

Un "*projet social*", en général, peut se définir comme étant la voie spécifique, ou un plan d'action pour une nation ou une région, basé sur une vision du monde (idéologie) et contenant une stratégie en vue de réaliser cette vision (rendre effective cette idéologie), par le moyen de personnes agissantes ou d'agents ayant leurs propres bases sociales: classes ou couches sociales (action de classe et orientation). A l'époque moderne, nous avons une série de projets sociaux, de projets nationaux ou internationaux, libéraux ou socialistes, qui prétendent avoir une mission historique à l'égard d'une classe (classes moyennes, prolétariat, paysannerie, etc.), ou à l'égard d'une nation (rôle civilisateur de la colonisation, etc.). Les projets sociaux servent aussi à expliquer l'histoire du monde, et les auteurs "*post-modernes*" donnent à ces explications le nom de "*grandes histoires*". Parmi tous les projets sociaux, le plus avancé a été le Projet Socialiste, qui a été élaboré, puis suivi par les pays du "*socialisme réel*" d'Europe de l'Est.

Bien sûr, le Projet Socialiste a été lancé par Marx, comme étant une "*courte transition*" vers un socialisme basé sur les sociétés civiles bien développées de l'Occident, et il se donnait pour but "*la victoire*" de ces sociétés civiles sur la politique de l'économie, en les re-socialisant, afin de liquider leur système d'indépendance et d'organisation aliénante. Dans les pays socialistes de l'Est, qui suivaient et copiaient mécaniquement le modèle soviétique, le Projet Socialiste produisit l'effet opposé; il a conduit à la "*liquidation*" de la société civile et à la victoire de l'Etat "*socialiste*".

Jusqu'au milieu des années 70, on a noté un développement impressionnant du "*socialisme réel*", bien que ses caractéristiques socialistes fussent faibles. La "*modernisation conservatrice*" (W. Brust) apparut non seulement dans l'industrie pour démolir le "*passé*" du capitalisme avancé, c'est-à-dire en maintenant des formes archaïques de l'industrie, mais aussi en conservant le type de prolétariat du XIX^e siècle, etc. La "*liquidation*" de la société civile signifiait, dans ce cas-là, un retour ou un renforcement des éléments de l'existence dans le "*pré-capitalisme*" ou des aspects de la société conservatrice, tels que la dépendance personnelle, la corruption "*blanche*", sous la forme de services mutuels que se rendent ceux qui sont au pouvoir, pouvoir incontrôlé non seulement en haut lieu, mais aussi à la campagne par des dirigeants locaux, etc. Dans les années 1970, quand le Projet Socialiste connut des difficultés, l'échec du Projet et ses traits conservateurs apparurent au grand jour, et ce fut alors le début d'une vaste discussion sur le Projet Socialiste lui-même, principalement dans ses rapports avec la société civile.

De nos jours, la crise de crédibilité du Projet Socialiste se fait sentir partout, et le concept de socialisme attire peu à l'Ouest à cause de l'altération de ce Projet, ou du fait qu'il se soit écarté du droit chemin. Ceci implique que l'idée originale du Projet Socialiste n'était réalisable que sous deux conditions: 1) faire sa percée dans les pays les plus développés, et 2) être l'expression d'une démocratisation radicale de l'Etat, en plaçant l'Etat et l'économie sous le contrôle de la société civile.

La victoire de la Révolution à la manière bolchévique présuppose une énorme concentration de pouvoir

Cette idée de re-socialisation a été adoptée, comme nous le verrons, par les néo-marxistes de l'Ouest, en

dépassant et en ré-interprétant le concept de société civile de Gramsci, ayant pour but une société radicale et pluraliste. D'autres ont vu dans la crise du Projet Socialiste un échec systématique; comme l'a fait remarquer A. Nove, que ce soit dans la ligne du marxisme ou pas, à l'Est comme à l'Ouest, peu importe, même les projets socialistes originels "*ne peuvent se réaliser dans le monde véritable*". Apparemment, c'est l'économie qui est en cause, et la question de savoir comment créer une économie socialiste "*faisable*" ou "*viable*" (W. Brus), capable de survivre ou de se développer apparut. L'enjeu véritable était la société civile, à savoir si une société civile démocratique est capable d'orchestrer une transformation véritable de l'Etat et de l'économie pour la rendre "*viable*" (1).

Pour répondre à cette question, il faut d'abord examiner les conséquences du Projet Socialiste sur les sociétés civiles de l'Est, et plus précisément, celles d'Europe Centrale de l'Est. L'importance de l'autonomie de la société vis-à-vis de l'Etat s'est fait jour dans les années 1980, non seulement à cause de la "*consommation différée*", mais d'abord à cause de l'autonomie différée de toute l'organisation de la vie sociale, c'est-à-dire celle des droits civiques, des sociétés et des mouvements indépendants... Le Projet Socialiste était censé faire un grand bond en avant, en attaquant les pays les plus développés, en une révolution permanente qui remplirait sa double tâche historique: dépasser le capitalisme (évolué) et constituer une transition vers le socialisme. Ainsi, le Projet Socialiste constituait une trajectoire historique allant du capitalisme sous-développé au socialisme bien établi, résultat des efforts réunis de l'ensemble de la société, mais sous la stricte réglementation de l'Etat-Parti. Dans cette optique, la victoire de la révolution sur le sous-développement, non pas en deux étapes selon le menchevisme, mais en une seule, à la manière

L'Occident obtiendra plus d'une politique économique extérieure habile que de la pression exercée par la course aux armements. Cette dernière est du reste à l'évidence plus coûteuse. Le fait que l'Occident ait choisi la stratégie la plus coûteuse et la moins efficace indique que l'élite occidentale est également pri sonnière de sa propre idéologie.

En Europe de l'Est, cependant, on ne saurait réduire au silence la critique anti-étatique, qui a démontré que l'autocratie d'Etat ne sert que les intérêts de l'oligarchie d'Etat, alors que la majorité de la population y perd. La critique anti-étatique ne peut pas plus être calmée que la critique anticapitaliste, qui a maintes et maintes fois démontré que le capitalisme est un système gros de conflits et d'injustices.

Le communisme de type soviétique n'assure ni la domination de la majorité ni les droits des minorités. Au lieu de cela, il place au premier rang les intérêts de l'Etat, de même que ceux du bloc, qui est organisé du façon militaire; ceux-ci ont une priorité sans équivoque sur les droits des êtres humains. Ce système est la continuation d'une tradition orientale qui plaçait l'organisation impériale au-dessus des droits de l'homme. Tel était l'empire de Chine, tel était l'Empire ottoman, et tel était son précurseur immédiat, l'empire russe des tsars...

La malchance historique de l'Europe du Centre-Est a été d'être incapable de devenir indépendante après l'effondrement de l'hégémonie orientale et plus tard de l'hégémonie germano-autrichienne occidentale et d'être passée une fois encore sous hégémonie orientale, cette fois du type russe et soviétique. C'est ce qui empêche notre espace de mettre en pratique l'option occidentale adoptée il y a mille ans de cela, alors même que cela représente notre inclination historique la plus profonde.

Il serait au mieux de nos intérêts d'échapper à cette tutelle impériale, de devenir des Etats indépendants et neutres. Nous avons appris qu'il est impossible de persuader l'élite russe de se dissoudre ou de rester passive alors que l'empire se dissout. Il n'est pas non plus possible de la tromper; nous ne pouvons agir comme si l'enjeu était quelque chose d'autre que notre désir d'une plus grande indépendance à leur égard: c'est ce que nous voulons; c'est ce dont nous devons parler. (p.82-83)

Extrait du livre *L'antipolitique* du bulgare György Konrad, Editions La Découverte, Paris, 1987.

bolchevique, présuppose une énorme concentration de pouvoir chez l'avant-garde révolutionnaire. Pour faciliter ces efforts concentrés de révolution permanente, il est nécessaire que dans la direction du Parti existe un centre détenant le pouvoir d'une façon forte, sans conteste, soumis à aucun contrôle, et qui de son côté surveille étroitement tout le processus de transformation de l'Etat, de construction d'une économie nouvelle et de création d'une nouvelle société.

Résumons-nous. Dans ce Projet Socialiste, considéré comme une révolution venant d'en haut, aucune sorte de société civile ne trouve sa place. Cette solution était tolérable s'il s'agissait d'une révolution rapide, un bref moment historique, mais dans le cas d'une longue révolution permanente, c'est une absurdité, qui conduit à la paralysie, ou même, à la longue, à la liquidation de la société civile déjà existante. Et si le Projet Socialiste présuppose, historiquement, la destruction de la société civile, cela signifie sa propre destruction. Autrement dit, historiquement, il est irréalisable. L'échec du Projet Socialiste se trouvait inscrit d'avance dans la révolution permanente par la suppression de la société civile, puisque c'est seulement la société civile qui peut mener à bien un projet socialiste. Dans cette décision révolutionnaire, transformée peu à peu en décision bureaucratique, ou, selon l'expression de Rudolf Bahso, en une "*dictature politico-bureaucratique*", apparaît une double définition de la démocratie, où "*l'intérêt du peuple*" s'oppose au "*par le peuple*", c'est-à-dire que, dans le premier cas, l'intérêt général est entièrement pris en charge par la direction du Parti et le "*peuple*" est exclu des affaires publiques et de l'élaboration des décisions. On a interdit dans la vie normale de la société civile toute représentation des intérêts, bien que nulle organisation sociale ne soit possible, à l'époque moderne, sans un évident souci des intérêts et un regroupement des individus, c'est-à-dire sans associations indépendantes constituant les

"*gouvernements privés*" de la société civile. Ainsi, en bloquant les mécanismes normaux de la représentation des intérêts, le socialisme d'Etat en est venu à produire une pulvérisation du social et d'infimes mouvements dans une société civile paralysée.

Le concept de "société civile" est couramment employé pour décrire des réalités différentes.

Si nous ne cherchons pas à savoir pourquoi la mission historique du prolétariat ou du parti révolutionnaire a échoué avec l'échec systématique du Projet Socialiste, alors, immédiatement, nous nous trouvons devant deux difficultés dans les réalités des sociétés d'Europe de l'Est. D'abord, il serait commode d'établir une distinction purement théorique ou conceptuelle entre l'Etat et la société dans ces pays, mais ce ne serait pas "*opérationnel*". Il n'en résulterait même rien de primordial, puisque les différences historiques et celles entre régions et nations sont importantes et même décisives. Deuxièmement, la distinction dans les sciences politiques entre des modèles analytiques, consistant en des descriptions et des explications des sociétés civiles existantes, et des modèles normatifs qui consistent à établir un but, serait possible en tant que conceptualisation de la société civile à l'Ouest, même au cours de son paisible développement historique, mais ne serait pas possible dans les sociétés civiles " *primitives*" de l'Est, paralysées ou liquidées par le Projet Socialiste: la renaissance des sociétés civiles, les aspects analytiques et normatifs y sont pour ainsi dire inséparables.

En négligeant même les similitudes et les différences entre l'Europe de l'Est et la Chine, il faut préciser clairement où se trouvent ces sociétés civiles et quelle est leur histoire, avant toute analyse, car à l'Est, le socialisme d'Etat et la société civile varient énormément, en dépit du fait que le même modèle ait été

imposé à ces pays, de l'extérieur, par l'Union Soviétique. Le Projet a échoué partout, c'est-à-dire que le Projet Socialiste, en tant que stratégie de développement, n'a pas réussi à créer un modèle différent du capitalisme, afin de rattraper l'industrialisation et la modernisation de l'Ouest, sans parler du fait que pendant ce temps-là l'Ouest entrait dans une ère de post-industrialisation et de post-modernisation.

La justification de cette politique était aussi commune à ces pays socialistes, regardant vers l'avenir fondé sur un rythme de développement accéléré. Il y avait aussi le sacrifice de la société civile que l'absence de consommation décente désavantageait grandement dans la compétition idéologique. Les structures des sociétés socialistes d'Etat reflètent des ressemblances avec une série d'institutions –organisations imposées d'en haut– aux sociétés civiles où les termes de spontanéité et de représentation d'intérêts privés ou de groupes deviennent paroles fallacieuses. Mais les ressemblances s'arrêtent là. Les sociétés civiles d'avant-guerre étaient différentes, et leurs destinées d'après-guerre si divergentes, qu'il nous faut revenir une fois encore sur leurs caractéristiques nationales.

Comme un secret connu de tous, G. Ash nous dit, en fait, que tout ce qui s'écrit généralement sur l'Europe de l'Est est soit un catalogue, ou, si la volonté d'analyse est plus ambitieuse, une extrapolation à partir d'un ou deux pays que l'auteur connaît le mieux. Qu'il s'attarde sur la Pologne et la Hongrie explique que nous fassions de même, car l'intérêt spécial qu'il porte à ces pays se justifie par le fait que les essais de réforme les plus fondamentaux sont sous-jacents dans ces deux pays de l'Europe Centrale de l'Est. G. Ash remarque que, bien qu'il y ait déjà une importante littérature sur le sujet de la "reconstitution de la société civile", en Europe Centrale de l'Est, le concept de société civile demeure malheureusement

imprécis. En partie à cause de l'emploi qui en a été fait précédemment (surtout par Hegel et Marx, et après eux), mais principalement parce que le concept de société civile est couramment employé pour décrire deux choses différentes:

A) Toute la gamme des associations, des attachements et des activités indépendants de l'Etat...

B) Plus ponctuellement et plus politiquement, les résultats de cette stratégie d'"auto-organisation" sociale qui fut, en gros, adoptée par les partis d'opposition démocratique, en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie, à partir du milieu, et jusqu'à la fin des années 70. Pour eux, la reconstitution de la "société civile" était à la fois une fin en soi et un instrument de changement politique, englobant éventuellement un changement dans la nature de l'Etat. (2)

De nombreux auteurs confondent société civile et courage civique d'un petit nombre d'intellectuels indépendants.

L'amalgame, ou plus élégamment la synthèse, entre les concepts et les approches analytiques et normatives est ici tout à fait claire. Analytiquement, nous pouvons même dire que, dans le premier sens, toute la société civile a été complètement détruite par le stalinisme dans les deux pays, mais à partir des années 50 (en Hongrie après 1956), elle s'est lentement reconstituée, et la stratégie de l'auto-organisation sociale, ou celle du changement à partir de la base, est devenue le plus fort courant pour venir à bout du socialisme d'Etat, dans ces deux pays. Nous trouvons maintenant, dans ces deux pays, un fantastique paysage politique d'organisations indépendantes et –périodiquement– des mouvements, des manifestations de masse... Mais cette approche analytique entraîne nécessairement des approches normatives dans le deuxième sens donné de la société civile. Le normativisme, teinté d'évaluation

subjective, se fait même sentir dans la théorie de Àsh, lui qui pense que, comparée à celle de la Pologne, la théorie politico-philosophique de la société civile en Hongrie n'est pas aussi hautement élaborée, mais que l'esprit d'entreprise est beaucoup plus consistant. Nous, Hongrois, pouvons ne pas être du même avis si nous nous référons à une abondante littérature traitant de la "théorie politico-philosophique", mais nous considérons que la société civile hongroise offre de nombreux aspects normatifs, alors qu'elle semble être analytique, et s'efforce de l'être.

En fait, de nombreux auteurs confondent "société civile" et "courage civique" d'un petit nombre d'intellectuels indépendants, celui-ci étant un devoir moral en quelque sorte. Plus largement, ils l'assimilent à des groupes ou mouvements indépendants, qui ne sont pas en réalité la société civile elle-même, mais seulement une petite –et importante– partie de celle-ci. Il y a aussi une tendance cachée dans ces approches, car on ne voit pas d'organisations différentes, comme telles, et selon des normes, mais une forme donnée de regroupement de ces organisations qui sont des manifestations caractéristiques du renouveau de la société civile, depuis les mouvements écologiques jusqu'à la remise en train de réunions pour renouer avec les "traditions" ou "le bon vieux temps".

Le conflit permanent entre l'Etat et la société civile, ainsi que la répression exercée par l'Etat au sein de la société civile elle-même, est souvent mentionné dans les deux pays, mais du combat de la société civile contre la grande économie réglementée et de ses organismes ayant le monopole des intérêts, on ne parle généralement pas. Une fois de plus, le large éventail d'associations et de mouvements en Hongrie, et leur nombre réduit en Pologne, a une importance décisive à cause d'un héritage historique différent. Cela entraîne, en Pologne, un profond clivage entre l'Etat et la société, tandis qu'en Hongrie la frontière est fluctuante

SORTIR DU COMMUNISME

Deux thèses sont en présence: celle du frigidaire et celle du purgatoire. Le communisme, ce serait un peu comme un frigidaire dans lequel on aurait enfermé, pendant des décennies, des peuples vivants. On a gelé leurs problèmes et leurs rivalités entre voisins. Ils n'étaient pas censés survivre à un tel traitement. Mais, dit David Warszawski, «le frigo est tombé en panne! Tout ce qu'on y a mis il y a cinquante ans en ressort sérieusement abîmé. C'est pourquoi vous trouverez aujourd'hui en Pologne une droite nationaliste, autoritaire, archi-catholique, antisémite; un socialisme dont la référence est le programme adopté par le PPS à Radom en 1937; une Église qui se considère comme l'expression supérieure de la nation (et qui est perçue comme telle par le peuple).»

On pourrait poursuivre ce diagnostic inquiétant, mais pas vraiment surprenant, pour la plupart des pays en voie de désoviétisation, à commencer les républiques d'Union soviétique. Aujourd'hui, ce qui prévaut, c'est l'interaction démocratique entre le changement dans la périphérie extérieure (est-européenne) et intérieure (Baltes, Ukrainiens) de l'Empire soviétique. Michnik a fait un tabac à Kiev devant le congrès du mouvement ukrainien, surtout quand il a conclu son discours sur l'avènement de la liberté par un très gaulien «Vive l'Ukraine libre!» Mais le même Michnik ne cache pas son inquiétude quant à ce qu'il adviendrait de l'empire éclaté si la transition démocratique devait échouer: «Un mélange de nationalisme et de xénophobie serait alors la plus grande menace pour l'Europe de l'Est. La sortie du communisme peut déboucher sur des régimes autoritaires ou fascinants se nourrissant de leurs hostilités mutuelles.»

Extrait du livre *L'autre Europe – Crise et fin du communisme*, de Jacques Rupnik, Editions Odile Jacob, Paris, 1990, p. 357-358.

et qu'il s'y trouve de nombreux ponts et zones de chevauchement.

Considérant la variété des sociétés civiles en Europe de l'Est, il est compréhensible que la signification de cette appellation (société civile) soit très différente, même en Hongrie et en Pologne, malgré leurs traits communs de sociétés d'Europe Centrale de l'Est. En Hongrie, nous donnons au terme de société civile le sens le plus large possible, non seulement concernant les mouvements exprimant ses différences, mais aussi à la structure institutionnelle englobant toute la vie de la société, c'est-à-dire dans des structures horizontales (organisations coopératives, communales et corporatives) et verticales. Nous ne pouvons pas prétendre, bien sûr, que cette approche soit valable pour tous les pays de l'Est, bien que, avec un brin de chauvinisme, nous pensions que la société la plus évoluée dans la moitié Est de l'Europe, soit la société civile hongroise, car celle-ci n'est pas seulement un petit groupe de combattants en lutte contre l'Etat, mais un espace bien structuré de la vie de la société. Quoiqu'il en soit, le renouveau de la société civile est le processus le plus important, et la plus urgente des questions à laquelle sont confrontés les régimes socialistes contemporains en Europe de l'Est.

En Occident, la stratégie de la Nouvelle Droite est de faire chavirer l'Etat, et celle de la Nouvelle Gauche de redessiner les frontières entre l'Etat et la société civile.

La notion de société civile est en train d'évoluer même en Europe de l'Ouest et dans le monde anglo-saxon. Non seulement l'échec du Projet Socialiste est, de nos jours, objet de frustration pour les théoriciens de l'Europe de l'Est, de même qu'ils ont été déçus avant-guerre par les expériences d'un capitalisme encore mal assuré, mais les penseurs radicaux de gauche de l'Europe de l'Ouest sont aussi déçus par les

expériences du capitalisme, et ils sont en train de débattre pour savoir quelles variantes démocratiques apporter à la société civile.

Les théories modernes et les pratiques de la démocratie à l'Ouest n'entraînent pas nécessairement l'autonomie de la société civile telle qu'elle est. Citons par exemple le plaidoyer de Schumeter pour une "démocratie guide" ou un "élitisme compétitif", qui reposeraient sur un rejet explicite de la doctrine classique de la démocratie. Dans sa théorie, l'accroissement de l'efficacité sociale signifie l'augmentation du contrôle de l'Etat et une planification centrale de la société civile dans les mains d'administrateurs publics et d'un personnel élu. La pratique de l'Etat-providence n'était pas loin de cette idée, avec un Etat bien dirigé et des masses dépolitisées. Ce n'est pas par hasard, si, à cause de l'absence d'une véritable "démocratie de participation" entre les traditions théoriques du marxisme et le libéralisme, on vit se dessiner une nouvelle trajectoire, comme étant une démocratie radicale en devenir ou la démocratie de participation elle-même (surtout chez les penseurs de la Nouvelle Gauche). Il est également remarquable que la Nouvelle Droite se soit formée en s'opposant furieusement à la prééminence du nouveau mouvement socialiste de la Gauche, écrit Held, et depuis la fin des années 1960 il s'est produit comme une renaissance dans la théorie politique de la démocratie et de la société civile. Les contrastes sont nets: la stratégie de la Nouvelle Droite est de faire chavirer l'Etat, et celle de la Nouvelle Gauche est de re-dessiner les frontières entre l'Etat (l'économie) et la société civile. (3)

Existe-t-il un marché auto-régulateur? Non, certainement pas. Voici quels sont les arguments de Polanyi: une véritable auto-régulation presuppose l'activité et l'intervention de l'Etat, et il n'y a que sa forme qui change avec l'histoire. De même, peut-on poser la question: est-il possible qu'il existe une société civile

fonctionnant correctement, une société civile démocratique et pluraliste? Dans les deux cas, l'autonomie ne veut pas dire séparation absolue et absence de "pénétration" par l'Etat, mais divers principes d'organisation interne fonctionnant par eux-mêmes. Pour ce qui concerne une société civile démocratique et pluraliste, les auteurs radicaux ou néo-marxistes mettent l'accent sur une interaction de l'économie, de l'Etat et de la société civile sous la domination ou le contrôle de cette dernière. Etant donné que cette société civile active "souveraine", véritablement participante, n'existe pas, même à l'Ouest, elle s'efforce de tendre vers une démocratisation en tant que "*modèle idéal*".

Les concepts analytiques et normatifs de la société civile se heurtent et se chevauchent même dans la science politique occidentale, surtout dans ses tendances radicales, Boris Frankel, dans son livre, *Au-delà de l'Etat?*, (Beyond the State?), s'élève contre "la sainte trinité" : Etat, économie et société civile, et conseille d'abandonner ces "vaches sacrées" de l'orthodoxie marxiste, car, croit-il, ce n'est qu'en transcendant les traditionnelles divisions conceptuelles entre l'Etat, l'économie et la société civile, que les socialistes peuvent élaborer les objectifs d'une nouvelle stratégie de transformation démocratique des récentes sociétés capitalistes dans lesquelles l'Etat devrait jouer un rôle très important. (4)

Reviendrait-on vers l'Etat pour une société civile démocratique? Cette contradiction est le reflet des réalités des années 1970 et du début des années 1980, lorsque, pour éviter une crise économique et politique plus sérieuse, les gouvernements et les Etats endossèrent des responsabilités dans des domaines de plus en plus nombreux de l'économie et de la société civile. Le rôle grandissant joué par l'Etat dans l'économie et d'autres sphères de la vie de la société attira l'attention sur l'aboutissement des choix, de la planification et du contrôle.

Aujourd'hui, la société civile occupe une place importante dans les programmes d'action politique, à l'Est comme à l'Ouest.

A cause de l'action visible de l'Etat, la population, en général, a été de plus en plus politisée et active, à travers l'activité nouvelle de l'Etat, ou même en s'y opposant. La société civile est devenue plus démocratique. Ceci est le scénario de la crise de l'Etat capitaliste démocratique, conduisant à l'émergence progressive d'institutions socialistes différentes, au niveau de l'Etat et jusqu'au monde du travail, et de la démocratie des collectivités dans les sphères de l'économie et de la société civile. (5)

Le scénario et la stratégie, qui consistent à transformer radicalement le pouvoir de l'Etat, dans la crise de légitimité du capitalisme en marche vers la démocratisation de l'économie et de la société civile, devinrent communs aux radicaux Ouest-Européens et aux néo-marxistes dans les années 1980, comme l'indique Geoff Hodgson dans son livre *The Democratic Economy*. C'est une lutte contre la Nouvelle Droite et pour la démocratisation de toute la société. On sent le même effet dans le livre Hégémonie et stratégie socialiste de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. La base commune est la tradition de Gramsci, et le but commun est la démocratisation radicale de la société civile. Ils essaient de repenser la relation entre société civile et Etat, et de ré-écrire l'histoire contemporaine à partir de cet angle, en formulant un programme politique qui consiste à pousser progressivement l'Etat capitaliste au-delà de ses limites, dans le but de créer une société civile socialiste, démocratique et pluraliste. Il se peut que cette stratégie consiste, dans les sociétés de l'Ouest – c'est-à-dire dans la situation post-moderne –, à presque supprimer la frontière entre l'Etat et la société civile. (6)

Ainsi, la société civile occupe une place importante dans les programmes d'action politique, à l'Est comme à l'Ouest. Les points de contact sont évidents et les interactions fonctionnent. On peut dire, en gros, que ce sont là deux ramifications de la même discussion. Mais, en fin d'analyse, ne nous laissons pas égarer par l'ensemble de nos propres formulations. A cause du développement retardé ou différé des pays de l'Est, les tâches historiques sont tout à fait différentes. A l'Est, c'est encore le projet de séparation des sphères de la société qui justifie le type tripartite, et même quelquefois le type dualiste. A l'Ouest, la séparation est déjà faite, et la réintégration a déjà commencé de plusieurs manières. Il est vrai que l'Europe a une histoire commune, et dans cette histoire commune, au tournant du siècle, les sociétés civiles européennes peuvent œuvrer pour la démocratisation, simplement en s'aidant mutuellement. Cet état de choses augmente la responsabilité des penseurs européens, afin qu'ils s'unissent pour discuter de la stratégie commune de démocratisation.

Traduction : Cécile Martel

(1) Comme point de départ, je suis ici l'interprétation du projet social de Björn Hettn dans son journal *Crise globale : choix européens* (Padrigu Papers, Gothenburg, 1988), p. 9-13.

(2) Timothy Garton Ash "The empire of decay" et "The opposition", dans The New-York Review of Books, 29 septembre 1988, p. 56 et 13 octobre 1989, p. 98.

(3) David Held, *Model of Democracy*, (Stanford, cal.1987, Stanford University Press), p. 171-224-235.

(4) Boris Frankel, *Beyond the state?*, London, 1983, Macmillan, p. VII-286.

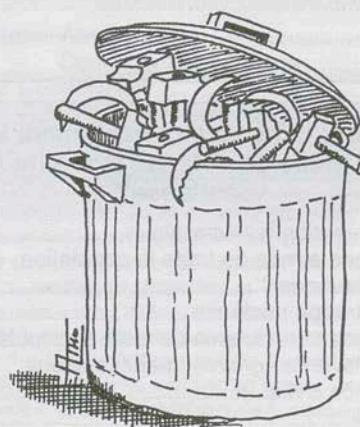
(5) David Held, *op. cit.* p. 235-236.

(6) Geoff Hodgson, *The Democratic Economy*, (Harmondsworth, Middlesex, 1984, Penguin Books Ltd.) et Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, "Vers une politique vraiment démocratique", Londres, 1985, Verso Books.

HUMOUR

« Écrivain en Occident, vous pouvez écrire pratiquement ce que vous voulez, ça ne fait aucune différence, tout le monde s'en fout. Bien sûr, votre travail est lu, il peut distraire des gens, mais il n'aura que fort peu d'impact politique. Dans cette partie du monde, il en va tout autrement. L'écrivain a plus de poids; c'est pourquoi la censure existe, parce que sa parole compte et parce que les politiciens doivent prendre au sérieux ce qu'il écrit. Par conséquent, il est bien plus amusant de travailler dans cette partie du monde prétendument socialiste. » (1) Propos tenus par l'écrivain est-allemand Stefan Heym, exclu de l'Union des écrivains en 1979.

(1) Tiré du livre *L'autre Europe – Crise et fin du communisme*, Editions Odile Jacob, Paris, 1990, respectivement p. 243 et p. 253.



Sondage sur la non-violence

Un rassemblement de 4000 étudiants a eu lieu à Strasbourg les 11, 12 et 13 avril 1990. Organisé par la Mission Etudiante (aumôneries des facultés et des grandes écoles), il a permis à un groupe d'étudiants de Montpellier de réaliser un sondage sur le thème "Evangile, non-violence et désarmement en Europe". Les résultats de ce sondage ont été utilisés lors d'un forum animé par François Vaillant et Jean-Marie Muller, lors de ce rassemblement. Ce sondage a été réalisé à partir de 702 questionnaires reçus. Le dépouillement n'a pas de valeur scientifique, bien qu'il ait été fait avec le plus grand sérieux. Nous avons estimé intéressant de publier les résultats dans ANV.

1. Parmi les risques suivants, quels sont ceux que toi, personnellement, tu crains le plus en Europe ? (3 réponses maximum)

Le chômage	40,1 %
Une restriction grave des libertés individuelles.....	29,7 %
Un retour au communisme dans les pays de l'Est.	13,2 %
Une guerre nucléaire	5,5 %
Destructions écologiques de plus en plus graves..	52,5 %
Le Sida.....	17 %
Le racisme	55,1 %

2. Si un conflit menaçait directement ton pays, en quel mode de défense aurais-tu le plus confiance?

L'armée conventionnelle classique	18 %
Une résistance armée de toute la population préparée à l'avance	14,3 %
La force de frappe nucléaire	14,6 %
Une résistance non-violente de toute la population préparée à l'avance (grèves, manifestations, désobéissance civile...).....	36,6 %
Sans opinion	16,2 %

Remarque: Dans le journal La Vie du 18 novembre 1982, à la même question, seulement 17 % de personnes interrogées déclaraient avoir le plus confiance dans "une résistance non-violente de toute la population préparée à l'avance (grèves, manifestations, désobéissance civile)".

3. Certains disent que la France consacre trop de crédits à la défense, et qu'il vaudrait mieux en affecter une partie à l'Education nationale et à la Santé. Es-tu d'accord avec cette opinion?

Oui	64,3 %
Non	19,5 %
Sans opinion	16,2 %

4. Es-tu d'accord pour qu'une partie du budget de la nation serve pour mettre en place une défense civile non-violente?

Oui	64,3 %
Non	18,8 %
Sans opinion	17,7 %

Remarque: Dans le journal *La Vie* du 18 novembre 1982, à la même question, 61 % des personnes interrogées se déclaraient "plutôt favorables", 23 % "plutôt opposées" et 16 % étaient "sans opinion".

5. Pour toi, la réunification de l'Allemagne est-elle une chance pour la paix en Europe?

Oui	67 %
Non	8,5 %
Sans opinion	25,5 %

8 D'après toi, être chrétien et militaire de carrière, est-ce possible?

Oui	47 %
Oui, mais avec des réserves	36,4 %
Non	11,8 %
Sans opinion	4,8 %

6. D'après toi, le comportement de Jésus de Nazareth a-t-il été typiquement non-violent?

Oui	73,6 %
Non	16 %
Sans opinion	10,4 %

9. As-tu l'habitude de t'intéresser aux problèmes que posent l'Evangile, la non-violence et la paix en Europe?

Oui	71 %
Non	17,5 %
Sans opinion	10,5 %

7. D'après toi, l'épisode des marchands du Temple expulsés par Jésus manifeste-t-il une attitude non-violente?

Oui	31,3 %
Non	37,6 %
Sans opinion	31,1 %

10. Quelle forme de service national as-tu fait ou comptes-tu faire? (hommes seulement)

Service militaire: Armée	27,2 %
Contingent scientifique	12,3 %
Service civil: Coopération	32,2 %
Objection de conscience	9,2 %
Sans opinion	19,1 %

COMMENTAIRES :

D'une manière générale, on peut dire que les étudiants qui fréquentent les aumôneries des facultés et des grandes écoles sont largement favorables à la non-violence. La coopération est cependant pour eux la forme de service national qui emporte le plus de suffrages (32,2%), alors que l'objection de conscience ne vient qu'avec 9,2%, ce qui est cependant un bon score au regard de la moyenne nationale puisque 1% environ des appelés demande chaque année le statut d'objecteur.

Le comportement de Jésus de Nazareth est considéré par 73,6% des personnes interrogées comme "typiquement non-violent". On ne peut pas dire que ce résultat manifeste

une influence de la prédication des évêques, considérée globalement. Les résultats de la question suivante, concernant les marchands du Temple expulsés par Jésus, témoignent que cet épisode est encore loin d'être compris comme une action non-violente de non-coopération contre les sacrifices qui se déroulent au Temple. Aucun texte des quatre évangiles ne dit que Jésus a frappé les marchands quand il a guidé le bétail énergiquement vers la sortie du Temple. Comme quoi les images d'Epinal ont la vie dure! 47 % des étudiants interrogés estiment qu'on peut être à la fois chrétien et militaire de carrière, alors que 36,4% répondent "oui, mais avec des réserves". Le rejet de l'exclusion, qui se manifeste parfois si fort dans la population étudiante, explique peut-être ces résultats.

F.V.

Nous avons lu...

Bernard RAVENEL

Méditerranée - Le Nord contre le Sud
Ed. L'Harmattan, Paris, 1990

A l'heure où la poudrière du Golfe revient à l'avant-scène de l'actualité, au moment où divers pays européens (notamment ceux du "flanc sud" de l'OTAN) ont à se prononcer sur le degré de participation dans des opérations multinationales, le livre de Bernard Ravenel vient nous rappeler que les conflits régionaux, de "faible intensité" préoccupent tous nos états-majors et ce bien avant le dégel Est/Ouest. On comprend aussi via les exemples algérien, tunisien, israélien et espagnol, que l'importance géostratégique de cette zone constitue le principal handicap pour que le principe de l'auto-détermination des peuples soit respecté.

Alors que tous les projecteurs ont été braqués sur les bouleversements à l'Est, Bernard Ravenel a voulu, en évoquant en filigrane son propre itinéraire de militant, nous rappeler qu'il n'y a pas de sécurité pour la "maison commune" s'il n'y a pas de sécurité dans ce jardin de l'Europe qu'est la Méditerranée. Si la quête d'identité des Européens (et notamment des Douze) risque de déboucher sur un conditionnement des populations vis-à-vis d'un "ennemi" venant du "chaud" – censé se substituer à l'"ennemi" venant du froid (sibérien), il est salutaire de voir que les "vrais risques ne (pro)viennent pas des menaces d'invasion militaire ni de l'Est, ni du Sud" – mais plutôt des "menaces de catastrophes écologiques à court terme, de la déstabilisation engendrée par la dégradation du Tiers Monde" (p. 254).

Ben Cramer

Denis CLERC

Déchiffrer l'Economie

9^e édition remise à jour et augmentée.

Collection Alternatives Economiques. Série Analyse n° 1, 320 pages, 85 F. Coédition Syros-Alternatives/Chronique sociale de France.

Depuis sa première édition il y a huit ans, bien des commentateurs ont souligné les qualités de ce livre: un exposé clair et vivant qui évite le jargon, une grande rigueur d'analyse cependant, servie par la culture économique encyclopédique de l'auteur, le refus de réduire l'économie à des chiffres sans humanité.

Ces qualités ont fait de "Déchiffrer l'économie" un livre de base pour les étudiants ou lycéens mais aussi pour tous ceux qui ne se résignent pas à ce que l'économie reste indéchiffrable.

Cette 9^e édition est mise à jour, évidemment, mais elle est entièrement revue par l'auteur pour intégrer les faits nouveaux et les théories qui se font jour depuis deux ans, et surtout elle est augmentée pour répondre de façon plus complète aux interrogations sur la croissance, la crise, le sous-développement.

Michel-Louis LEVY

Déchiffrer la démographie.

Collection "Alternatives Economiques", Série Analyse n° 9, 272 pages, 98 F

Depuis que le monde est monde, chacun s'intéresse à sa longévité, aux rapports entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, à la famille et aux enfants, à la maladie, au devenir des jeunes générations, à la surpopulation, aux immigrés et au manque de main-d'œuvre. Sur ces sujets, nous avons tous quelque chose à dire. Mais qu'en dit la science?

La démographie a ceci de fascinant qu'elle s'applique au genre humain tout entier. Certes le temps de doublement de la population, les taux de natalité et espérances de vie ne sont pas les mêmes en Europe, en Afrique ou en Asie, les sources statistiques et administratives n'y sont pas de même qualité, mais les concepts et raisonnements sont les mêmes et ont valeur universelle.

Pour "déchiffrer la démographie", il faut donc d'abord lire l'histoire de la discipline, qui s'est constituée au carrefour de préoccupations sanitaires, militaires, fiscales des gouvernements, de préoccupations scientifiques liées au calcul des probabilités et à la dynamique des populations, y compris animales, et aussi de préoccupations métaphysiques ou théologiques: a-t-on le droit de compter les fidèles, les baptêmes, les mariages, les sépultures? et l'enfant dans le ventre de sa mère, compte-t-il dans un recensement?

GRIP

Memento défense-désarmement 1990

A commander à Grip, 33 rue Van Hoorde B-1030 Bruxelles, 120 FF

Inaugurée par l'accroissement de la tension Est-Ouest avec l'affaire des euromissiles, marquée par des conflits aussi sanglants que ceux d'Afghanistan et du Golfe, la décennie des années 80 s'est en revanche clôturée par des avancées spectaculaires dans les relations internationales. Chute du mur de Berlin préfigurant la fin de la division de l'Allemagne et de l'Europe, démocratisation à l'Est, désarmement conventionnel, chimique et nucléaire, réduction des dépenses militaires, résolution de certains conflits dans le Sud: les années 90 commencent par des lueurs d'espérance.

Pourtant de multiples défis ne manquent pas de se poser: course aux armements davantage technologique, exacerbation des nationalismes et des extrémismes, environnement en dégradation constante, misère

croissante d'un tiers monde où la guerre reste trop souvent une réalité quotidienne.

Face à ces bouleversements dans les relations internationales, dans la construction de l'Europe, dans la sécurité mondiale, décideurs politiques, journalistes et citoyens sont confrontés à la nécessité d'analyses originales et prospectives.

C'est l'objectif que se fixe le *Memento défense-désarmement 1990* du GRIP. Grâce à sa documentation abondante, à une banque de données informatisée et au concours d'une douzaine de chercheurs européens, le *Memento défense-désarmement 1990* fournit, en toute indépendance, des articles scientifiques et des données claires et rigoureuses concernant les négociations et le rapport des forces Est-Ouest; la sécurité et la défense de l'Europe; les dépenses militaires et les ventes d'armes; les conflits et tensions dans le monde.

Un outil de référence, unique en langue française, pour mieux comprendre les enjeux de cette fin de siècle.

Le Centre Sèvres signale l'enseignement: Armements, paix, sécurité: aspects stratégiques et éthiques. Cet enseignement sera dispensé par le jésuite Christian Mellon, les mercredis de 20 h à 22 h, du 14 novembre 1990 au 30 janvier 1991. Renseignements et inscriptions au secrétariat du Centre Sèvres, 35 rue de Sèvres, 75006 Paris. Tél. (1) 45-44-56-42, tous les jours de 14 h à 18 h.

La menace climatique

Numéro hors série de la revue *Silence*

60 pages. A commander à *Silence*, 4 rue Bodin, 69001 Lyon centre.
30 F (franco de port)

La brochure *La Menace climatique* nous fait remonter au XVIII^e siècle et nous mène jusqu'au XXI^e siècle. Elle nous montre qu'il faut reconSIDérer nos rapports avec la planète et prendre dorénavant en compte ses grands équilibres. Et ceci ne pourra jamais se faire sans une mobilisation générale de tous.

**Abonnez-vous,
Abonnez vos amis**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à envoyer à : A.N.V.

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Nom : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros), à partir du numéro

Je commande..... dépliants de présentation de la revue (gratuits).

Tarif minimum : 115 F

étranger : 150 F

soutien : à partir de 180 F

* Pour maintenir un tarif minimum assez bas, nous invitons tous ceux qui en ont les moyens à s'abonner au tarif **de soutien** : c'est une forme de péréquation entre nos lecteurs. Merci.

Je commande les numéros suivants :

Je verse donc la somme de F
par chèque à l'ordre de

ANV - CCP 2915-21 U LYON

Voici les noms et adresses de personnes qui pourraient être intéressées par A.N.V. :

Voici l'adresse d'une librairie qui accepterait peut-être de vendre régulièrement A.N.V. :

N° 46 : LA GAUCHE NUCLÉAIRE (14 F)

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (45-65) et par des documents de l'époque.

N° 47 : DOSSIER PALESTINE-DÉFENSE PAR RÉSISTANCE CIVILE - DÉSOBÉISSANCE CIVILE (14 F)

Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Etude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

N° 50 : DÉFENSE NUCLÉAIRE : NON-SENS MILITAIRE (14 F)

Un officier anglais, Stephen KING-HALL fait le procès de toute une défense reposant sur les armes nucléaires. Il préconise l'adoption d'une défense non armée.

N° 51 : L'AGRESSIVITÉ EN QUESTION (16 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karli, Laborit, Wilson et Bunge. Sortir du pénal : la pensée de Louk Huisman. Les évêques et la bombe.

N° 52 : L'ESPRIT DE DÉFENSE (16 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO. Le protocole Hernu-Savary. L'esprit de défense en Suisse.

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (30 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Un numéro exceptionnel où des historiens, des philosophes, des syndicalistes polonais cherchent à analyser les rapprochements possibles entre la stratégie de l'action non-violente et le combat de Solidarnosc. Un texte inédit en français de Kolakowski. Une interview de Milewski, président de Solidarnosc à l'étranger.

N° 55 : MARIER ARMÉE ET NON-VIOLENCE ? (20 F)

Défense non militaire : le rapport suédois. Peut-on combiner résistance non violente et lutte armée ? La Non-Violence au service de la cause palestinienne ? Pologne : les sanctions économiques.

N° 56 : TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (20 F)

La course technologique, comme la course aux armements, semble totalement incontrôlable. Une analyse de Louis PUISEUX sur la guerre et la technique. Savoir faire un usage créatif de son temps quand on est au chômage ou quand on a décidé de travailler à temps partiel ? L'informatique au service de la pédagogie ?



N° 57 : EXTRÊME-DROITE : LA COTE D'ALERTE (20 F)

Connaitre l'extrême-droite pour mieux lui résister. Construire une France pluri-ethnique. Albert JACQUARD dénonce le cancer nucléaire. Premières analyses du rapport sur « la dissuasion civile ».

N° 58 : NI ROUGES NI MORTS (20 F)

Le point sur le mouvement de paix en RFA, après les déploiements des euromissiles. Théodor EBERT réfléchit sur les moyens d'introduire la "défense sociale" dans son pays. L'éducation à la paix en RFA.

N° 59 : LA DISSUASION CIVILE (20 F)

Donnent leur opinion sur le livre « la dissuasion civile » : Ch. Hernu, B. Stasi, Y. Lancien, les généraux Le Borgne, Buis, Copel, l'amiral Sevaistre, des évêques, des stratégies. Le débat s'amorce avec les auteurs du livre. Compte rendu détaillé du Colloque de Strasbourg sur les stratégies civiles de défense.

N° 60 : GENOCIDES (20 F)

Les formes les plus extrêmes de la violence de masse sont un défi à ceux qui veulent réduire la violence : il faut analyser et connaître les génocides pour mieux empêcher leur retour. Léon POLIAKOV, F. PONCHAUD, Y. TERNON, J.L. DOMENACH, W. BERELOWITCH réfléchissent sur les génocides des Juifs et des Arméniens et sur les massacres au Cambodge, en URSS et en Chine.

N° 61 : URSS (20 F)

Un éclairage sur la société soviétique entre dissidence et consensus. Peut-on encore parler de "totalitarisme" ? Les pressions économiques sont-elles efficaces ? Une étude frappante sur la formation militaire des jeunes en URSS.

N° 62 : RÉSISTANCES CIVILES EN AMÉRIQUE LAT. (28 F)

Guatémala, Bolivie, Uruguay, Brésil : des luttes non-violentes pour les droits de l'Homme et la démocratie. Dans le même numéro, une réflexion de fond sur le rapport entre éthique et technique dans l'action non-violente (J.M. MULLER).

N° 63 : PHILIPPINES : NON-VIOLENCE CONTRE DICTATURE (28 F)

Un dossier, unique en français, sur les événements de février 1986. Récit et analyse de la révolution non-violente qui a chassé Marcos. Nombreux témoignages des acteurs directs de ces événements. Dossier illustré de nombreuses photos.

N° 64 : RELIGIONS ET VIOLENCE (28 F)

Violence et non-violence dans le Bouddhisme, l'Islam, le Judaïsme.. Eglises chrétiennes et peine de mort. Athéisme et non-violence. Non-violence : attitude éthique plus que religieuse.

N° 66 : LA NON-VIOLENCE ET LE DROIT (28 F)

Un recours contre la violence : la défense des Droits de l'Homme. Quels sont les fondements philosophiques et historiques de ces Droits ? Quand le Droit couvre l'injustice, la désobéissance civile est-elle légitime ? L'objection de conscience est-elle un droit ? Que peut le Droit contre la "raison d'Etat" ? En annexe : une réflexion sur les ventes d'armes, moins rentables qu'on ne le croit.

N° 67 : LA PAIX, VUE DE L'EST (28 F)

Mouvements pour la paix et l'écologie en Tchécoslovaquie, Hongrie, R.D.A., Pologne, Yougoslavie.

N° 68 : LEXIQUE DE LA NON-VIOLENCE (38 F).

Jean-Marie MULLER propose les définitions d'une soixantaine de mots couramment utilisés dans la recherche sur la non-violence. Toutes les formes d'action sont passées en revue ainsi que quelques notions-clé. Un outil pratique et éclairant.

N° 69 : LES DÉFIS DES TERRORISMES (30 F)

Le terrorisme : comment se distingue-t-il des autres formes de violence ? Comment le juger ? Comment lui résister ? Des questions vitales pour la démocratie. Avec Olivier Mongin, Michel Wieviorka, Edwy Plenel.

N° 70 : INTIFADA - RÉVOLUTION AMÉRICAINE (30 F)

Deux dossiers dans ce numéro : la résistance civile en Palestine (l'intifada peut-elle réussir autrement que par la non-violence ?) et deux études sur les mouvements de résistance civile qui ont mis en route la révolution américaine à la fin du XVIII^e siècle.

**N° 72 : STRATÉGIES NON-VIOLENTES :
OÙ EN EST LA RECHERCHE ? (30 F)**

Cinq ans après la création de l'Institut pour la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC), un premier bilan des recherches qu'il a menées : sur l'énergie, sur les collectivités locales, sur les associations, sur la défense européenne.

N° 73 : REPÈRES POUR LA NON-VIOLENCE (30 F)

Ce numéro d'archives vous propose une série d'articles parus dans ANV entre 1973-1983. Des repères pour la réflexion et l'action sur les grands thèmes qui intéressent la non violence.

N° 74 : LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES (30 F)

Les boycotts et les embargos sont-ils efficaces ? Analyse des sanctions économiques établies dernièrement contre Israël, l'Afrique du Sud..., ou contre les entreprises telles que Nestlé. Le boycott des consommateurs en France.

N° 75 : Pour vaincre la misère ici et là-bas (30 F)

La misère est une forme de violence qui a ses lois et ses victimes. Diverses initiatives sont prises ici et là-bas pour la combattre, avec le caractère inventif et exigeant de la non-violence. Économistes et militants ont la parole. Interview de l'Abbé Pierre.

ALTERNATIVES NON VIOLENTE

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Revue associée à l'*Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (I.R.N.C.)*

COMITÉ D'ORIENTATION

Bernard BOUDOURESQUES
Patrice COULON
Isabelle FILLIOZAT
Etienne GODINOT
Laurent GRZYBOWSKI
Anne LE HUÉROU
François MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Alain REFALO
Jacques SEMELIN
Jean VAN LIERDE
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteur en chef :

François VAILLANT

sommaire

<i>Editorial</i>	1
Triomphe ou disparitions des "sociétés civiles" ?	
Bernard Dréano	3
Leur libération ne doit rien à notre libéralisme	
Jean-Marie Muller	14
1989 : l'année inattendue	19
Est-Ouest : l'exclusion du Sud ?	
Cheik Hamidou Kane et Jacques Bugnicourt	23
RDA : lever de rideau	
Karlheinz Koppe	27
Témoignage de RDA	
Interview de Annette Flade	34
La révolution roumaine à l'épreuve de l'objectivité	
Sylvie Blétry	38
Pour comprendre le "nationalisme" des trois pays baltes	
Sylvie Mantrant	46
Ecologistes à l'Est, un exemple : l'Estonie	
Bernard Dréano	52
Société étatique et société civile	
Attila Ágh	54
<hr/>	
Sondage sur la non-violence	64
Nous avons lu	66